

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
REPOS DU SAMEDI APRÈS-MIDI
DANS L'INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Mars, à 3 heures

PAR

RENÉ MARTINAT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. R. JAY.

Suffragants { MM. DESCHAMPS } *professeurs.*
 { TRUCHV }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE

REPOS DU SAMEDI APRÈS-MIDI

DANS L'INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Mars, à 3 heures

PAR

RENÉ MARTINAT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. R. JAY.

Suffragants { MM. DESCHAMPS } *professeurs.*
 { TRUCHY }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE REPOS DU SAMEDI APRÈS-MIDI dans l'Industrie

PREMIÈRE PARTIE

Généralités

INTRODUCTION

- § 1^{er}. — Définition. — Semaine anglaise et repos de l'après-midi du samedi.
§ 2. — Utilité au point de vue moral et au point de vue social du repos de l'après-midi du samedi, donné à la famille ouvrière.
§ 3. — Objections principales et générales élevées à l'encontre du repos du samedi après-midi. — Leur réfutation.

Le dix-neuvième siècle occupe, dans l'histoire économique des peuples, une place marquée, prépondérante. C'est le siècle de l'industrie et du crédit, le siècle du machinisme puissant, actionné par ces deux forces colossales, que l'homme a réussi à découvrir et à dompter : la vapeur et l'électricité.

La science, en effet, révélant au monde étonné maints

secrets de la nature, on chercha vite à en tirer parti : des débouchés nouveaux s'ouvrirent ainsi à l'activité humaine, qui put dès lors entrevoir un domaine quasi illimité.

La transformation rapide qui s'en suivit dans les moyens de production, et le mouvement de concentration qui leur fut imprimé, en même temps qu'ils agissaient énergiquement sur la circulation et la répartition des richesses, ne pouvait manquer d'exercer aussi, par contre coup, une influence capitale sur les rapports sociaux.

Le nouveau régime brisait violemment les cadres de l'ancienne société. Mettant en présence, par la force même des choses, par la nécessité d'un machinisme coûteux, d'une part un capital de plus en plus aggloméré, grossi sans cesse aux mains de quelques-uns, de l'autre une masse de travailleurs perdant toute autonomie, et attachés à l'outil dont ils devenaient les esclaves, il causa de vives souffrances, et provoqua une lutte de classes, dont l'acuité se fait aujourd'hui particulièrement sentir et dont il est difficile de prévoir le terme et les résultats.

Le sort des classes laborieuses, après être resté très dur pendant la première moitié du siècle dernier, s'est cependant, depuis, sensiblement amélioré. L'organisation de plus en plus forte des travailleurs, conscients de leur solidarité, l'action que le suffrage universel leur donnait, en certains pays, sur les pouvoirs publics, ont assuré le progrès. Le capital dut s'incliner devant la loi, qui s'enhardissait chaque jour, et même écouter bénévolement les réclamations directes de la main d'œuvre. Ainsi l'ouvrier est sorti peu à peu de sa position de douloureuse infériorité.

Tout n'est pas fait pourtant : il reste de nombreuses questions ouvrières et sociales à solutionner. Les unes, essentielles, ont réussi déjà à retenir l'attention du légis-

lateur, et certaines même, comme la question des retraites, sont sur le point d'aboutir. D'autres attendent encore que l'on vienne les tirer de l'ombre où se cachent leurs mérites : nous rangerons parmi ces dernières l'octroi, aux travailleurs de l'industrie, d'un demi jour de congé le samedi.

§ 1. — **Repos du samedi après-midi et semaine anglaise.**

Parmi les nombreux souhaits formés par l'armée des travailleurs, la diminution de la durée du travail quotidien, et l'octroi d'un jour de repos par semaine devaient tout naturellement figurer en bonne place. Le premier de ces vœux reçut, un peu partout, des satisfactions progressives, mais finalement assez larges ; les abus, auxquels on s'était laissé entraîner, avaient d'ailleurs rendu, sur ce point, une réaction inévitable.

Le repos hebdomadaire, général et obligatoire, fut, au contraire, plus difficile à obtenir. En France particulièrement, et à une époque toute récente encore, ce repos n'existait, pour beaucoup, qu'à l'état de rêve ou d'espérance.

Et pourtant, tout ne plaidait-il pas en sa faveur ? Était-ce donc que l'on ne trouvait pas qu'il fût légitime que tout être humain pût, une fois par semaine, jouir d'un repos complet et réparateur, et reprendre contact avec les siens, souvent entrevus à peine durant les journées de labeur ? Si, tout cela, on l'avait aperçu, mais ces arguments de saine raison ne parvenaient pas à vaincre l'amour du lucre et la terreur de la concurrence.

Impatiemment réclamée et attendue par le prolétariat, la réforme finit cependant par s'imposer, et la France,

suivant l'exemple donné par plusieurs pays étrangers, établissait, par la loi du 13 juillet 1906, le repos hebdomadaire obligatoire pour l'industrie et le commerce, en spécifiant que ce repos devrait, sauf exceptions déterminées, être donné le dimanche.

L'application de cette loi souleva d'abord, malgré les exceptions et dérogations admises, les vives protestations du patronat. Mais le législateur sut tenir tête à l'orage, et l'œuvre accomplie demeura.

Une autre réforme serait le complément utile pour tous, nécessaire pour certains, du repos dominical : c'est l'établissement du repos de l'après-midi du samedi, ou de la semaine anglaise, qui en est, pour ainsi dire, l'expression consacrée.

Qu'est-ce donc que la semaine anglaise ? C'est une méthode ingénieuse de computation de la durée du travail, adoptée de bonne heure en Angleterre, pour préparer et faciliter aux travailleurs la réelle observance du repos du dimanche. Elle consiste essentiellement à pratiquer une semaine où chacun des six jours ouvrables est enfermé dans une durée maxima, égale pour les cinq premiers jours, mais sensiblement abrégée pour le samedi. D'étape en étape, par des diminutions successives, octroyées par l'usage ou fixées par la loi, le samedi est arrivé aujourd'hui à n'avoir plus qu'un nombre d'heures si restreint que le travail de la matinée suffit à l'épuiser. Le personnel, dans ces conditions, peut être libéré à midi, ou de très bonne heure au moins dans l'après-midi.

Cette institution éminemment anglaise a franchi les frontières de son pays d'origine. D'autres nations ont à leur tour cherché à donner à leur industrie le repos de l'après-midi du samedi.

Parmi les imitateurs de l'Angleterre, il faut faire une place à part aux Etats-Unis qui, les premiers, lui empruntèrent cet usage et qui, aujourd'hui, sont très avancés dans cette voie. On ne saurait s'en étonner, étant donné les affinités qui existent entre les deux peuples anglais et américain, et l'intensité de leurs relations économiques et sociales. Mais, en Amérique, la coutume se développa librement, la loi ne lui ayant pour ainsi dire apporté qu'un appui purement moral.

Le but restant le même : désir de faire du samedi un jour de demi-congé, le moyen qu'employèrent les Américains pour l'atteindre différait sensiblement du moyen anglais. Ils adoptèrent la limitation hebdomadaire de la durée du travail, qui permet de réduire la part du samedi en chargeant d'autant celle des autres jours. La répartition sans règles fixes laisse malheureusement trop de place à l'arbitraire. Et cette méthode, qui a laissé obtenir des résultats assez satisfaisants encore aux Américains, chez lesquels l'ouvrier est suffisamment organisé pour se défendre, est loin de donner aux travailleurs les garanties du système anglais.

Il semble que l'idée d'un demi-congé le samedi soit faite pour recueillir l'adhésion empressée, sinon des milieux patronaux, tout au moins du monde ouvrier. Mais il faudrait la faire connaître. Les appréhensions ou même l'hostilité, auxquelles pourrait se heurter d'abord cette nouveauté, ne résisteraient pas longtemps sans doute à l'examen impartial et consciencieux des conditions dans lesquelles le repos du samedi après-midi pourrait ça et là s'acclimater. Et peut-être serait-ce alors, pour ce repos, le point de départ d'une extension considérable.

§ 2. — Utilité au point de vue moral et au point de vue social, du repos de l'après-midi du samedi donné à la famille ouvrière.

C'est sans contredit pour l'ouvrière que le besoin du repos du samedi après-midi se fait particulièrement sentir. Il y a en effet pour la femme, dans tout travail qui la retient hors de son foyer, et surtout dans le travail industriel, si absorbant et si fatigant à la fois, un état de choses éminemment contraire aux indications de la nature et nuisible au grand rôle social qui est échu à l'épouse et à la mère.

Des écrivains notoires ont fait entendre à ce propos leurs protestations généreusement indignées : « Depuis que la vapeur est la reine du monde, dit Jules Simon (1), la femme est sortie de la maison, comme en était sorti autrefois le mari, obligé d'aller à l'aube du jour gagner le pain de la famille, et de n'y revenir qu'après que le soleil était couché. La vapeur a pris la femme... Le père est à l'atelier, la mère est à l'atelier, et l'enfant est.... dans le ruisseau. » Et il ajoute : « Le résultat produit est celui qu'on croirait à peine possible : le paupérisme au milieu d'une industrie qui prospère. »

C'est encore cette situation pénible de la femme qui arrachait à Michelet (2) ces pathétiques accents : « L'ouvrière, mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de

(1) *L'ouvrière*, préface.

(2) *La femme*.

fer, et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès. »

Si le travail de la femme, en dehors de son foyer, tout fâcheux qu'il apparaisse, semble devoir être accepté comme une des fatales conditions de la vie moderne, du moins doit-on s'efforcer d'atténuer les déplorables conséquences qu'il entraîne tant pour la santé de la femme elle-même, sur laquelle reposent les destinées d'une race, que pour la bonne ordonnance de la vie familiale, base de la société.

Le demi-congé du samedi peut être regardé comme l'un des meilleurs moyens que l'on puisse préconiser dans ce but ; car il viendrait utilement compléter le repos hebdomadaire, aujourd'hui concédé aux travailleurs, et serait seul capable d'en faire pour l'ouvrière une réalité bienfaisante.

Si en effet la femme finit sa tâche et touche sa paye le samedi vers six heures du soir, comme cela se passe actuellement, dans le plus grand nombre des usines, en France et dans d'autres pays, aussi désireuse qu'elle soit de regagner rapidement son logis, elle n'y arrivera guère avant sept heures, parfois même sept heures et demie, suivant le quartier et son éloignement de l'usine. Brisée déjà par sa journée de travail, elle doit, aussitôt rentrée chez elle, se remettre courageusement à l'ouvrage : s'occuper des enfants, préparer au moins un maigre et rapide repas pour l'arrivée du mari, mettre un peu d'ordre dans le ménage. Il lui faudrait des heures, et elle n'a que des minutes ! Comment suffire à pareille tâche ?

Et le lendemain dimanche, loin de pouvoir enfin se reposer un peu, elle devra se lever de bon matin. Que n'a-t-elle pas à faire, en effet, en cette journée soi-disant consacrée au repos et au loisir ?

C'est le seul jour de la semaine où elle puisse consacrer quelques heures aux besoins des siens, de la maisonnée. Comme il lui va falloir fiévreusement s'occuper !

Elle fera d'abord le ménage en grand, nettoiera l'intérieur, forcément négligé pendant les six jours précédents, et s'efforcera de donner au moins le mérite de la propreté au modeste mobilier. Si l'on reçoit la visite de quelque voisin ou ami, l'on aura la fierté légitime de lui montrer une maison bien tenue. Puis, toujours se dépêchant, elle ira faire ses emplettes chez les fournisseurs et rentrera préparer à la hâte un pauvre repas, alors que ce repas devrait être le meilleur de la semaine, celui par lequel on célébrerait la réunion de toute la famille, la plupart du temps disséminée, les autres jours, aux tables des marchands de vins, les plus proches de l'atelier. La femme, enfin, devra encore ravauder les vêtements des enfants, du mari et les siens propres. Souvent même ne voudra-t-elle pas faire la lessive !

Quelle tâche surhumaine, pour peu que la famille soit nombreuse !

Et ainsi, au lieu de pouvoir tenir compagnie au mari, aller avec lui et les enfants goûter le délassement d'une promenade en plein air, voire à la campagne l'été, loin du quartier triste et trop vu, la pauvre créature devra s'atteler au travail du matin au soir, et se résigner à laisser l'homme porter son désœuvrement de cabaret en cabaret ; il en reviendra, c'est à craindre, la bourse allégée et l'esprit absent, et la récompense de la bonne ménagère sera le plus souvent, hélas, d'être rudoyée ou même battue.

Telle est la situation nécessairement lamentable à

laquelle est réduite l'ouvrière; à moins que, oublieuse de tous ses devoirs, elle n'abandonne son ménage au désordre, en se désintéressant de toute l'économie domestique. Mais alors quels autres graves dommages ressortiront, pour l'hygiène et la cohésion familiale, de cet état de choses malheureusement trop fréquent ! Combien de fois sombrera ainsi le bonheur du foyer ! Quelle influence néfaste aura souvent, sur la conduite de l'homme, l'intérieur mal tenu ! Saus qu'il soit permis d'imputer tous les délits d'hommes mariés à la démoralisation causée par des conditions d'intérieur anormales, il n'existe pas moins là un lien de causalité naturel et logique.

La semaine anglaise, en donnant à l'ouvrière la liberté de son après-midi, le samedi, apporte un heureux correctif aux fâcheuses conséquences du travail industriel de la femme.

Alors l'ouvrière, en possession de sa paye, a, devant elle, le samedi, le temps suffisant pour faire de bonne besogne. Les quelques heures de travail fournies dans la matinée ne l'empêchent pas, alerte et gaie, d'aller l'après-midi faire ses emplettes chez les fournisseurs. Ayant le temps, elle achète avec discernement; elle fait même, le plus souvent, ses provisions pour le lendemain, ce qui lui évitera la peine de se lever et de sortir le dimanche de trop bon matin. Puis, elle recoud les vêtements de travail endommagés, et elle s'efforce, en le nettoyant et en le mettant en ordre, de donner au logis un aspect aussi confortable et aussi agréable que possible. Chacun, de la sorte, éprouvera plus de plaisir à y passer le dimanche familial, et à y prendre de saines distractions.

Le repos commun, ainsi préparé, pourra être, pour la

femme une réalité. Il sera de plus essentiellement moralisateur : les sentiments de solidarité et d'affection trouveront là une excellente et rare occasion de se développer entre les membres de la famille.

Ces considérations, dont la portée sociale ne saurait échapper, légitiment suffisamment tout effort tenté pour faire octroyer à la femme le repos partiel du samedi.

L'enfant, dans les pays surtout qui n'ont pas établi pour lui de régime spécial et approprié à ses forces, trouverait certainement aussi, dans cette mesure, un utile palliatif à l'excès de son labeur ; cela lui permettrait en outre de compléter une instruction restée parfois un peu trop rudimentaire.

De même l'adolescent, dont la santé est si souvent ébranlée par la métamorphose que la nature imprime brusquement à sa constitution physique, et dont les forces sont bien rarement à la hauteur de sa tâche, jouirait avec fruit de ce supplément de repos.

Que dire maintenant de l'homme ? Nous touchons là évidemment au point le plus délicat de la question. S'agira-t-il d'appliquer la réforme dans l'intérêt de la femme et de la famille ? Cette généreuse pensée sera vraisemblablement capable de rallier la majorité des suffrages. Voudrait-on, au contraire, en faire une réforme générale, qui atteindrait ouvertement et nécessairement les hommes adultes ? On risquerait peut-être alors de soulever une résistance intransigeante, et de courir à un échec complet. Aussi sera-t-il plus sage de n'être point si exigeant d'abord. Il faut, pour réussir, tenir compte des difficultés de l'heure présente, et savoir modérer ses desirs. Et puis ne suffira-t-il pas, pour l'homme de laisser faire les choses, et de s'en remettre à leur marche naturelle ? Qu'il soit,

comme en Angleterre, tenu en dehors du texte qui créera à la femme la liberté du samedi après-midi : cela ne l'empêchera pas d'en jouir bientôt à son tour ; l'industrie, à laquelle il n'aura point été fait violence, et qui s'habitue à la nouvelle coutume, la lui appliquera d'elle-même, d'autant plus qu'elle y sera poussée par une véritable nécessité, celle qui veut l'unité dans le travail. L'homme devrait-il même ne quitter l'usine que quelques moments après le départ du personnel protégé, après avoir par exemple nettoyé et mis en ordre les lieux de travail, qu'il trouverait encore son compte à la mesure nouvelle, et ne devrait pas songer à se plaindre d'une injustice. Il est fort, il doit s'en réjouir, et ne point être jaloux des plus faibles. Et puis le retour de sa femme au foyer ne peut être pour lui qu'un bienfait !

Si, en ce qui concerne l'homme adulte, travailleur de l'industrie, il semble actuellement préférable de se montrer modeste et peu exigeant au sujet des moyens susceptibles de lui assurer, dans un avenir prochain, le repos du samedi après-midi, si l'on peut estimer surtout qu'un appel pressant au législateur pour obtenir de lui une large intervention dans ce sens rencontrerait sans doute encore assez peu de crédit, ce n'est pas à dire cependant que l'utilité du demi-congé du samedi n'apparaisse pas, pour l'homme lui-même, comme une perspective heureuse au point de vue social et au point de vue moral à la fois.

Sans doute, il faut le reconnaître, les raisons qui militent en faveur de l'application à l'homme de cette mesure, semblent, à première vue, moins concluantes, moins irrésistibles que lorsqu'il s'agit de la femme. L'homme n'a pas, en vérité, un rôle aussi complexe, aussi

écrasant, que celui de sa compagne, à la fois ouvrière, épouse et mère. Faut-il néanmoins considérer que sa tâche consiste uniquement à assurer l'existence matérielle de son foyer ? Ce serait là une conception vraiment trop superficielle et simpliste.

L'homme, qui a pris la responsabilité de fonder une famille, a d'autres devoirs encore que celui d'en assurer la subsistance. Il est le chef, il est le maître de la communauté ; il a, envers les siens, des devoirs de direction et de protection, auquel il ne saurait se soustraire sans grand dommage. Il doit pouvoir apporter à sa femme un conseil éclairé sur l'ordonnance de la maison, veiller au maintien intelligent de l'équilibre de leur modeste budget, en ménageant quelques réserves pour les mauvais jours. Il doit aussi et surtout suivre de près l'éducation de ses enfants et leur donner quelques principes de saine morale. Un supplément d'heures libres le samedi paraît susceptible d'avoir en ce sens la plus heureuse influence.

Actuellement, que se passe-t-il en général ? Le samedi soir, presque partout, le travail s'arrête un peu plus tôt. On règle les comptes et l'on procède à la paye. Cela fait, il reste fréquemment à l'ouvrier, avant l'heure du dîner, une demi-heure ou une heure. Et c'est là le malheur ! Cette heure, qui ne permet d'entreprendre aucun travail utile, aucune besogne sérieuse au logis, laisse l'ouvrier s'égarer chez le marchand de vins. Et l'on sait quelles en sont les tristes conséquences !

Si, libéré plus tôt, il pouvait jouir, le samedi, de quelques heures de liberté, alors il songerait à rentrer chez lui pour s'y occuper dans l'intérêt commun. Il ne manque pas, dans l'intérieur pauvre, de petits travaux que peut faire l'homme de bonne volonté : tantôt il

reclouera ou repeindra un objet mobilier, tantôt il sciera du bois, ou s'occupera de la cave, et même, lorsqu'il a la bonne fortune d'être un peu en dehors de la ville et de posséder un petit jardinet, il y donnera tous ses soins. Il pourra enfin s'intéresser davantage à la vie des siens, sera plus à même de conquérir et d'entretenir leur affection. Quelle joie pour lui de faire sauter sur ses genoux le plus jeune des marmots, et d'organiser pour les autres quelques jeux, auxquels il se mêlera, et au cours desquels il trouvera toujours matière à les instruire. Et tout cela se passera sous l'œil bienveillant de la mère, dont l'activité inlassable trouvera sa récompense dans ce réconfortant spectacle de l'harmonie familiale.

Dans un autre ordre d'idées, signalons que, dans certaines professions, existe l'habitude, fâcheuse, parce qu'irrégulière, de faire le lundi. La vacance du samedi soir, régulièrement organisée pour tous, ne serait-elle pas hautement préférable ?

A ces arguments déjà si impressionnants, on pourrait ajouter que le repos du samedi ne serait pas sans avoir, en France notamment, la plus favorable influence pour la généralisation et l'observation bénévole du repos hebdomadaire lui-même ; il permettrait la suppression d'un grand nombre de dérogations, dues précisément à la nécessité où se trouve actuellement la classe ouvrière de faire le dimanche des achats qu'elle ne peut effectuer un autre jour, faute de liberté. Pour le petit commerce, pour les détaillants, les résultats seraient certains et considérables : leur clientèle pouvant acheter le samedi, ne manquerait pas de le faire, et les petits commerçants, dont les intérêts n'auraient plus à souffrir de la fermeture du dimanche, seraient trop heureux de faire jouir leurs

employés et de profiter eux-mêmes d'un repos bien gagné.

Si d'ailleurs l'industrie, dans son ensemble, adoptait la coutume anglaise du chômage de l'après-midi du samedi, la pratique créerait vite des usages nouveaux pour en favoriser le fonctionnement. Les grands magasins, par exemple, où s'approvisionne la classe ouvrière, prendraient vraisemblablement l'habitude de faire, à son intention, le samedi, des expositions et des soldes.

Le système présente donc, au point de vue social, des avantages marqués et indéniables.

Il a été cependant l'objet, non pas dans les pays qui l'ont expérimenté, ce qui est très intéressant à retenir, mais ailleurs, et particulièrement en France, de diverses critiques dont nous allons avoir à apprécier la portée.

§ 3. — Objections principales et générales élevées contre le repos du samedi après-midi. Leur refutation

Quelles sont les raisons le plus communément invoquées à l'encontre du repos de l'après-midi du samedi ?

Hâtons nous de constater que les objections soulevées sont à peu près exclusivement d'un ordre économique, le système proposé apparaissant à tous comme inattaquable au point de vue social et humanitaire.

Certains cependant se sont avisés de prétendre que le repos du samedi après-midi, s'il venait à être appliqué à l'homme, prêterait encore au développement de l'alcoolisme. L'argument ne semble pas péremptoire. Sans doute il serait grandement désirable de voir diminuer, en France

surtout, le nombre hélas toujours croissant des débits de boissons, qui offrent à chaque pas, aux volontés chance-lantes, l'appât de leurs liquides aussi variés que malsains et dégradants ; c'est même peut-être l'œuvre la plus urgente à accomplir, dans l'intérêt de la classe ouvrière, et de la société tout entière. Mais pourquoi la liberté de quelques heures, le samedi, devrait-elle forcément augmenter le nombre de ceux qui fréquentent trop assidûment les cabarets ? N'est-ce pas, au contraire, le temps de liberté trop court, ne permettant, à cause de cette brièveté, d'entreprendre rien, qui est véritablement dangereux pour l'ouvrier ?

C'est le travail sans repos suffisant, ravalant l'homme au rôle de bête de somme, qui est surtout mauvais et démoralisant, et qui pousse l'ouvrier à la boisson. Congés irréguliers, permissions accrochées dans ces moments de lassitude que tout homme connaît, voilà encore des circonstances favorables à l'ivrognerie ; elles devraient logiquement disparaître le jour où serait régulièrement instauré un repos de trente-six heures consécutives, partant du samedi après-midi. Les buveurs invétérés persisteraient peut-être dans leurs anciens errements, mais nous nous refusons à croire que l'ouvrier intelligent et rangé ne serait appelé à trouver dans la liberté nouvelle qui lui écherrait, que l'occasion d'une déplorable modification de ses mœurs. Les sages assurément resteront sages, et ceux-là sont la masse ; quant aux autres, puissent-ils trouver motif à se corriger !

Les conséquences économiques du système ne donneraient-elles pas sujet à une critique plus sérieuse et plus grave ? C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner.

Les préventions qui se dressent à l'encontre du chômage

industriel, le samedi après-midi, varient naturellement suivant qu'elles sont le propre de l'une ou de l'autre des parties intéressées.

Chez les ouvriers, on craint une perte de salaire, une diminution de la somme, souvent peu élevée déjà, que l'on touche à la paye, et qui permet seule de vivre la semaine suivante; on craint encore que la pratique de la semaine anglaise ne fasse perdre en partie aux ouvriers le bénéfice des réductions obtenues, après tant d'efforts, dans la durée de la journée de travail : ne parle-t-on pas, en effet, de mettre l'allongement du travail des cinq premiers jours de la semaine comme condition, au moins momentanée, de la réduction de la durée du sixième ?

Du côté des patrons, des industriels, on redoute un arrêt, un fléchissement même de la production, par suite de la diminution des heures de travail : d'où il résulterait un état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Qu'y a-t-il de fondé dans tout cela ? Faut-il voir là un écueil devant lequel toutes les bonnes volontés doivent forcément céder ? Ne pourrait-on pas, au contraire, en approfondissant un peu les choses, sans parti pris, montrer que les intérêts en présence ne sont pas absolument inconciliables ?

La question des salaires est, on le comprend, une question vitale pour l'ouvrier : le salaire est le plus souvent son unique ressource, et encore ne lui permet-il que de vivre au jour le jour ; (c'est d'ailleurs à cette impossibilité pour l'ouvrier en général de pouvoir mettre quelques sous de côté, et à la tristesse qu'elle entraîne lorsque viennent la vieillesse et l'invalidité, qu'on a voulu porter remède par la création des retraites ouvrières). Si dans ces conditions, le demi-congé du samedi devait nécessairement

entraîner une diminution des salaires, ou concevrait fort bien qu'il fût mal accueilli des travailleurs.

Mais d'abord, si cela était vrai, est-ce que toute réduction des heures de travail n'offrirait pas le même inconvénient et n'encourrait pas le même reproche? Or, la journée de travail a constamment diminué de durée depuis cinquante ans, et nous avons vu les salaires, pendant cette période, suivre une marche régulièrement ascendante, doubler même dans bien des cas. Il n'y aurait donc pas réduction forcée et correspondante du salaire, dans le cas où la durée du travail se trouverait réduite.

Cette dernière hypothèse n'est pas la seule à envisager. Si la journée du samedi est écourtée, diminuée de moitié même, on peut, pour ne pas gêner l'industrie par un changement trop brusque, compenser momentanément cette perte de temps, totalement ou en partie, par un léger allongement des autres jours de la semaine, ce qui ferait qu'en définitive la durée moyenne des jours ouvrables ne serait point changée. Les salaires n'auraient donc pas de raison de baisser; d'autant plus que l'ouvrier, plus dispos après le repos si complet qu'il se verrait ainsi allouer, pourrait fournir, surtout dans les premiers jours de la semaine, un travail plus intensif et plus fécond, légitimant et devant amener une augmentation du taux de sa rémunération.

Chacun trouverait son compte à la combinaison nouvelle, l'activité plus grande de l'ouvrier faisant tomber l'objection patronale, tirée de la diminution éventuelle de production.

Nous verrons, d'autre part, que l'industriel réaliserait aussi, sur ses frais généraux, par la fermeture et l'arrêt du travail pendant une demi-journée, une économie des plus notables, susceptible d'affaiblir ses possibles récriminations.

Reste l'obstacle le plus gênant peut-être, l'argument regardé comme décisif par les adversaires, non pas précisément du demi-congé du samedi, mais de la limitation hebdomadaire de la durée du travail, moyen généralement envisagé pour en obtenir la réalisation immédiate : on voit, dans le léger allongement de la journée normale, également appliqué aux jeunes ouvriers et aux femmes, un recul sur les progrès accomplis après tant de luttes, et une faculté dangereuse aux mains patronales. Repos du samedi après-midi, soit, disent les patrons, mais nous augmenterons alors les cinq premiers jours au profit du sixième ; pas d'augmentation compensatrice, répondent les ouvriers. Et chacun de rester sur ses positions, sans vouloir chercher le terrain d'entente.

Et cependant, la concession que pourraient consentir en ce sens les ouvriers ne serait que toute momentanée : la marche vers la diminution de la durée du travail reprendrait fatalement son cours, mais du moins, la transition serait ménagée, et, en attendant, l'augmentation, légère somme toute, qui pourrait être imposée, ne serait-elle pas largement compensée par le bénéfice certain que procureraient à tous la liberté du samedi après-midi, et le repos de trente-six heures consécutives, qui en découlerait ?

La limitation hebdomadaire des heures de travail, avec l'indication toutefois d'un maximum journalier, pour éviter les abus, paraît être actuellement, grâce à sa souplesse, le moyen le plus susceptible de faire admettre le demi-congé du samedi, dans les pays surtout qui n'ont pas encore, comme l'Angleterre, une longue pratique de la réglementation. Il aurait le grand avantage, n'enlevant pas d'un seul coup plusieurs heures par semaine à la production, de ne pas jeter dans l'industrie une perturba-

tion, qui provoquerait vraisemblablement la révolte, et serait la mort de la réforme elle-même.

En réalité, patrons et ouvriers ne connaissent pas assez cette coutume du repos le samedi après-midi, considérée en Angleterre comme une des meilleures de la vie domestique et sociale. Ils ne voient pas, par conséquent, les résultats qu'elle a donnés, et n'en saisissent pas l'importance.

Il serait souhaitable que la question fût partout étudiée sérieusement et sans parti pris. Les syndicats des deux camps, patronal et ouvrier, leurs organes de propagande, journaux et bulletins, ne devraient pas la passer sous silence. Les bourses du travail pourraient en faire aussi un article de leur programme de revendications. C'est une cause qui vaut tout autant, sinon mieux que beaucoup d'autres, qui trouvent de zélés et ardents protagonistes.

Il est permis aujourd'hui d'espérer que le moment n'est pas éloigné où, la question étant enfin comprise, le repos de l'après-midi du samedi aura l'universelle fortune qu'il mérite.

DEUXIÈME PARTIE

Le repos du Samedi après-midi à l'Étranger

CHAPITRE PREMIER

ANGLETERRE

§ 1^{er}. — La révolution industrielle. — Le machinisme et ses abus. — Remède : Diminution de la durée du travail. — Forme : La semaine anglaise, aboutissant au repos partiel du samedi.

§ 2. — Extension de la coutume. — Appui des Trade-Unions. — Œuvre du législateur. — La semaine anglaise aujourd'hui.

§ 3. — Emploi de l'après-midi du samedi par les travailleurs.

§ 1. — **La révolution industrielle. — Le machinisme et ses abus. — Remède : Diminution de la durée du travail. — La semaine anglaise aboutissant au repos partiel du samedi.**

Après être restée longtemps attachée à un régime essentiellement agricole, l'Angleterre a été la première à voir chez elle naître et se développer la grande industrie, dont l'essor rapide devait gagner tout le continent et marquer le XIX^e siècle d'une très profonde empreinte.

L'industrie anglaise ne date réellement que du XVIII^e siècle ; au commencement du XIX^e, l'application progressive de la vapeur aux machines et aux moyens de transport, l'exploitation de riches gisements houillers, ont centuplé sa puissance.

Toutes les transformations qui en résultèrent, dans la technique de la production, devaient avoir, dans le pays, leur répercussion, tant au point de vue social qu'au point de vue géographique lui-même : elles créèrent littéralement une nouvelle Angleterre.

Au sens social, on vit une classe ouvrière, grossie sans cesse par l'émigration de la population des campagnes, appauvrie et opprimée, se grouper dans les villes, sous la direction et au profit des grands manufacturiers, qui ne tardèrent pas à former une véritable aristocratie industrielle.

Au sens géographique, les comtés du Nord et du Nord-Ouest, contrée jusque-là peu peuplée, médiocrement exploitée, mal partagée aussi en droits politiques, commencèrent à s'enrichir ; ils finirent même par devenir les plus riches, et partant les plus forts.

Ce fut dans le textile que les effets de la révolution industrielle de l'Angleterre se firent tout d'abord sentir. Des inventeurs nombreux, dont beaucoup étaient de propres fils d'Albion, dotèrent les filatures d'instruments qui leur permirent d'acquérir tout de suite, dans le monde, une suprématie incontestable, et en firent un des principaux facteurs de la richesse britannique. Watt donna à l'Angleterre la machine à vapeur, qu'elle appliqua, dès 1785, à l'industrie du coton, et que vint animer le produit énormément accru des mines de houille, désormais soumises à une large et scientifique exploitation.

Puis ce furent Artwright, Hargreaves, Crampton, Cartwright qui lui prodiguèrent à leur tour le tribut de leurs découvertes, si précieuses pour les arts mécaniques.

Avec les machines nouvelles, la production augmenta dans des proportions énormes, et les conditions de cette production subirent une métamorphose évidente. C'est alors qu'apparut très nette, la distinction entre le capital et la main d'œuvre. Les industriels firent de gros bénéfices ; les ouvriers pourtant n'en eurent aucune part. Bien mieux, leur situation, sous le nouveau régime, devint beaucoup plus mauvaises qu'elle n'était autrefois. L'acquisition des machines, encore fort coûteuses, absorbait un capital important. Les progrès incessants, et les perfectionnements journallement apportés au matériel, imposaient d'autre part un amortissement rapide. A ces outils coûteux, le capital, devenu exigeant, s'efforçait de faire produire le plus possible. Aussi la durée de la journée de travail se trouva-t-elle notablement allongée ; les ouvriers travaillèrent douze, quatorze, quinze heures, parfois davantage, auprès de la machine devenue leur bourreau.

Il y avait là une situation dont les conséquences ne pouvaient être que désastreuses pour la classe ouvrière tout entière ; elles l'étaient d'autant plus que le machinisme, en restreignant l'importance de la force musculaire chez l'ouvrier, et en n'exigeant souvent, avec la division des tâches poussée jusqu'à l'extrême, qu'un travail facile et simple, avait permis aux industriels d'ouvrir largement les portes de leurs usines aux enfants et aux femmes, et de s'assurer ainsi une main-d'œuvre abondante et économique.

Attirés par l'appât d'un gain, si modeste fût-il, les parents avaient consenti à enlever l'enfant à son école, à

ses jeux, pour l'enfermer dans la manufacture. Femmes et filles, citadines et paysannes, s'étaient à l'envi précipitées vers le travail industriel, qui offrait une ressource à leur misère.

De sorte que, vers le milieu du xix^e siècle, le nombre des hommes descendit, dans les ateliers, à la proportion de 23 0/0 (chiffre donné par lord Ashley lui-même, dans un discours qu'il prononçait à la Chambre des Communes, le 15 mars 1844).

Il était, dans ces conditions, absolument nécessaire de venir au secours des femmes et des enfants.

D'ailleurs, cette longue durée de la journée de travail, imposée par le machinisme à la main-d'œuvre, ne pouvait être que transitoire.

L'Angleterre, en effet, semble avoir été autrefois, comme elle l'est à nouveau de nos jours, célèbre par ses courtes journées de travail. Dans sa *Church History*, Fuller voit même, dans les courtes journées, et dans l'abondance de la nourriture dans ce pays, les deux grandes raisons qui auraient persuadé aux tisserands flamands de venir s'établir en Angleterre, sur les instances d'Édouard III (1).

Le peuple anglais avait pris jadis l'habitude d'accompagner son labeur d'un juste mélange de repos. Une commission d'enquête (2) qui s'informa en 1833 des conditions du travail dans les manufactures anglaises, nous fournit de ce fait une preuve intéressante. Cette commission rapporte la déposition d'un vieillard, tricoteur au métier, qui

(1) John Rae, *La journée de huit heures*, traduit par Geo. F. Stark, page 7. Giard et Brière, édit, 1900.

(2) Select Committee, 1833. (*Factories Commission*). Report, p. 180.

avait travaillé au métier à bas pendant soixante-neuf ans. Cet homme déclarait que lorsqu'il avait commencé à travailler, en 1745, à l'âge de dix ans, les tricoteurs ne faisaient jamais plus de dix heures par jour cinq jours par semaine, et qu'ils consacraient le samedi à porter leur ouvrage à Nottingham, ou à jardiner, ou à ce qu'ils avaient à faire. Mais, plus tard, ils furent obligés de travailler douze heures par jour, et, dans les dernières années, jusqu'à quatorze et quinze heures.

Or, ces trop longues journées, en diminuant la vigueur personnelle de la main-d'œuvre, menaçaient de ruiner la machine la plus précieuse, la grande machine mère, comme l'a appelée Blanqui, celle dont dépend le succès de tout le reste.

Il fallut bien se rendre à l'évidence, et restituer peu à peu ses droits à la tradition.

Sans doute tout le monde en Angleterre ne fut pas en même temps et également frappé des dangers d'un industrialisme barbare, ou du moins certains refusèrent-ils d'ouvrir les yeux. Toujours est-il cependant que des manufacturiers, plus hardis ou plus clairvoyants que les autres, animés aussi de sentiments généreux et émus des lamentables conditions d'existence d'un personnel surmené, tentèrent ça et là l'expérience de la réduction des heures de travail. Ils n'eurent pas à le regretter : au point de vue moral, les résultats étaient des plus probants et des plus favorables ; quant à la production, elle n'en ressentait aucun fâcheux effet, la réduction du temps de travail se trouvant compensée par l'activité plus grande que pouvait déployer l'ouvrier physiquement moins épuisé.

Robert Owen, le célèbre patron philanthrope et socialiste, avait été le premier à tenter, dans son importante

filature de coton de New-Lanark, de larges réformes sociales. Or, un de ses anciens ouvriers, John Alexander, déclarait à la Commission d'enquête sur les manufactures, en 1833, qu'à son grand étonnement, après la nouvelle réduction des heures de travail, opérée par Owen dans son établissement en 1816, la production n'avait pas été sensiblement inférieure à sa production antérieure, et que cela était dû exclusivement à l'effort personnel plus considérable que cette mesure avait spontanément provoqué parmi les ouvriers, qui montrèrent un accroissement très marqué de gaieté et d'ardeur, quoique, ajoutait-il, cet accroissement n'eût pas été aussi grand que celui qui avait été observé lors de la réduction précédente de la journée de douze heures et demie à onze heures et demie (1).

Pour fixer la durée du travail industriel, que l'on voulait réduire, on opéra d'une façon particulière, dont le principe peut s'établir de la manière suivante : Prenant un nombre d'heures donné pour base de la journée normale que l'on se proposait d'adopter, on calculait d'après ce chiffre la durée du travail pour la semaine entière, c'est-à-dire pour les six jours ouvrables. Puis, au lieu de répartir également, sur ces six jours, le total obtenu, on s'arrangeait, en allongeant quelque peu, mais d'une manière uniforme et fixée d'avance, le maximum des cinq premiers jours, pour ne laisser au sixième qu'une part réduite. La semaine devait se terminer de la sorte par une journée plus courte, le samedi. Pourquoi cet arrangement ?

C'est que le repos du dimanche, observé comme un véritable dogme, a été de très bonne heure pratiqué en

(1) Select Committee. 1833. *First Report*, p. 96. Rapporté par John Rae, p. 14 et 15.

Angleterre et consacré par la loi : Son principe, posé, sous Henri VI, par une loi de 1448, a reçu depuis une consécration toujours plus large, dans plus du trente « Acts » successifs.

On voulait donc, en complétant le repos hebdomadaire par quelques heures prises sur le samedi, le rendre vraiment efficace et réparateur, et laisser à tous la faculté de le consacrer exclusivement aux pratiques de piété et au recueillement familial.

Le tempérament britannique était naturellement disposé à concevoir et à admettre que l'intérêt de tous consiste à produire le plus possible dans le moindre temps. Aussi l'ouvrier anglais a-t-il, par l'énergique effort de son labeur, singulièrement facilité la diminution progressive, mais finalement très considérable de la durée du travail qu'il s'était vu imposer un instant. Et, s'il est aujourd'hui, de tous les travailleurs, celui qui jouit des plus courtes journées, il est juste de reconnaître qu'il emploie son temps comme on ne le fait nulle part ailleurs : « calme toujours, sans grands efforts apparents, sans mouvements inutiles ni paroles superflues, mais grâce à une intensité, une vigueur et une continuité d'action extraordinaires, sans hésitations ni à-coups, il mène à bien sa tâche, déployant pour cela une force musculaire et de volonté tout-à-fait remarquables (1). » Les cinq premiers jours de la semaine sont ainsi remplis d'une activité fiévreuse, le sixième est réduit à peu près de moitié, tandis que le septième est consacré tout entier au repos.

Ce n'est pas en un jour, évidemment, que la classe

(1) *Les classes ouvrières en Europe*, par René Lavollée, tome III. L'Angleterre, p. 362 et suiv. Paris, Guillaumin 1896.

ouvrière anglaise est parvenue à conquérir cette situation privilégiée. Comment s'est-il donc fait qu'elle ait pu, malgré le formidable chaos qui entraîna les activités humaines, au cours du dix-neuvième siècle, dans la plus âpre des luttes pour la vie, voir exaucer de la sorte son légitime et ardent désir d'une situation meilleure? C'est ce que nous allons examiner à présent.

§ 2. — **Extension de la semaine anglaise. — Action des Trade-Unions. — Œuvre du législateur. — La semaine anglaise aujourd'hui.**

C'est très haut sans doute qu'il faudrait remonter dans l'histoire de l'industrie anglaise pour trouver les premières manifestations de la tendance qui aboutit finalement à établir le demi-congé du samedi. La religieuse observance du repos dominical, imposée à la fois par le dogme et par la loi, n'exigeait-elle pas en effet qu'il fût loisible à tous de préparer cette véritable suspension de la vie normale?

L'absence de documents sur la matière ne nous permet pas toutefois de rattacher à une date précise et certaine l'origine du repos du samedi après-midi. N'est-ce pas d'ailleurs le propre des coutumes de s'implanter peu à peu et sans bruit? Tout ce que l'on peut dire en l'espèce, c'est qu'il semble bien que, dès la première moitié du dix-huitième siècle, bon nombre de travailleurs avaient pris l'habitude d'abandonner de bonne heure leur ouvrage le samedi pour pouvoir, comme nous l'indique l'ouvrier bonnetier que nous avons plus haut entendu, vaquer dans l'après-midi à leurs occupations, et se ménager de la sorte la pleine quiétude du lendemain dimanche.

La révolution industrielle, qui suivit l'apparition du machinisme, vint un moment suspendre le jeu de cette heureuse coutume. Embrigadés en foule dans de vastes établissements, les travailleurs de toutes catégories devaient subir la loi de l'employeur. Mais l'habitude antérieurement prise avait des racines profondes qui la firent réapparaître le jour où l'industrie anglaise fut amenée à s'éloigner du système impitoyable de labeur à outrance, qui menaçait l'avenir de la race.

Le chômage partiel du samedi se montra d'abord timide et modeste, il est vrai, dans sa résurrection. Mais il ne tarda pas d'autre part à s'imposer comme l'utile, et même l'indispensable correctif d'un régime où s'épuisaient les énergies et les activités les mieux trempées. Fort apprécié des travailleurs, il vit sa fortune définitivement assurée le jour où les trade-unions et le législateur vinrent lui apporter leur double et précieuse adhésion. Dès lors il put acquérir un caractère de fixité et de généralité qui lui avait toujours fait défaut dans le passé.

Dans tous les grands mouvements qui, au dix-neuvième siècle, entraînèrent l'Angleterre vers l'amélioration des classes laborieuses, la question du repos du samedi se montra indissolublement liée à celle de la diminution des heures de travail, toujours, et à juste titre, mise au premier plan de la liste des réformes poursuivies.

De bonne heure, les Trade-Unions cherchèrent à assurer à leurs membres la semaine de cinq journées et demie de travail.

Les ouvriers anglais ont été les premiers à recourir à l'association, et cela tient sans nul doute à ce que l'Angleterre a, la première, pratiqué la grande industrie. « La cause essentielle de la formation d'associations durables de

salariés », dit un auteur anglais « doit se trouver dans un caractère particulier du dix-huitième siècle. La condition fondamentale du trade-unionisme réside dans la révolution économique que traversaient certaines industries (1). »

La grande masse des travailleurs avait cessé de se composer de producteurs indépendants, contrôlant eux-mêmes le marché, et possédant les outils et le produit de leur travail : la plupart de ceux-là étaient passés à la condition de salariés à vie, ne possédant ni les instruments de production, ni les marchandises une fois travaillées. D'autre part la manufacture, substituée par la vapeur au petit atelier, avait groupé les ouvriers, souvent en très grand nombre, sous la direction d'un même patron. Et elle avait fait ainsi apparaître comme nettement distincts désormais des intérêts à peu près confondus autrefois. L'intérêt de l'ouvrier, qui avait pu jadis discuter librement, et seul à seul avec le patron, les conditions de son engagement, s'était trouvé complètement transformé par la disparition des marchés individuels, et le paiement des travailleurs par catégories. La société était de ce fait dorénavant divisée en deux classes bien distinctes : celle des employeurs, cherchant, par tous les moyens, à tirer le plus possible du capital engagé, capital considérable et sans cesse croissant ; et celle des salariés, qui ne recevaient, en échange d'un travail parfois exterminateur, qu'une rémunération insuffisante, et qui n'étaient plus associés à la fortune de l'entreprise qu'ils faisaient vivre. Une véritable solidarité liait les ouvriers, tous également réduits à une situation précaire : ils comprirent que leur union ferait leur force et

(1) *Histoire du Trade-Unionisme*, par Sidney et Béatrice Webb, traduction par Albert Métin, p. 27-28.

serait seule capable d'arracher aux exigences du capital une amélioration de leur sort.

« L'exemple capital de la connexion du trade-unionisme avec le divorce qui sépara l'ouvrier de l'instrument de production se trouve, dit Sidney Webb (1), dans la formation rapide des associations ouvrières lors de l'introduction du système des fabriques. »

« Les Trade-Unions dans le Yorkshire (industrie de la laine) commencèrent avec la création des fabriques et l'utilisation des forces mécaniques..... La transformation de la filature de coton en grande industrie, qui se place vers 1780, fut également accompagnée par le développement du trade-unionisme. »

Mais des lois prohibitives, comme le statut général de 1799 (Act 39, Georges III), qui interdisait et punissait toute espèce d'association ou coalition, firent, pendant les vingt premières années du dix-neuvième siècle, poursuivre légalement les trade-unionistes comme rebelles et révolutionnaires. Cette persécution, contrariant le développement normal des Unions, entraînait leurs membres à la violence et aux révoltes. Elle finit par amener l'abrogation des lois contre les coalitions, et par donner naissance au trade-unionisme moderne.

Un Acte de 1825 (6 Georges IV, C. 129) établit le droit de marchandage collectif, comprenant le pouvoir de retirer le travail du marché par une entente collective. Ce n'était pas encore, pour le trade-unionisme, l'ère de la parfaite liberté, mais du moins pouvait-il en fait vivre et agir désormais. Après avoir versé un moment dans l'utopie de réorganisation sociale préconisée par Owen, le monde

(1) *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 38.

ouvrier dut bientôt reconnaître la vanité de cet idéal. A partir de 1848, animées d'un esprit nouveau, les grandes Unions s'organisèrent, se donnant une administration centralisée et imposant à leurs membres le paiement régulier de cotisations dont l'accumulation devait constituer un précieux élément pour la lutte. Dirigés d'autre part par des hommes énergiques et intelligents, elles substituèrent, dans tous les cas possibles, la diplomatie industrielle aux méthodes plus rudes, mais souvent aussi moins efficaces, de la guerre de classe. Les grèves ne disparurent pas, mais elles furent méthodiques et, en général sans violences. On chercha dès lors le progrès par la réforme, et notamment par la réforme législative.

Et le législateur, lorsqu'il se fut décidé à entrer dans la voie des réformes sociales, ne manqua pas de faire constamment appel aux lumières trade-unionistes.

Au Parlement anglais, quelques philanthropes se montrèrent de bonne heure émus par les maux évidents qu'engendrait le système des fabriques, et proposèrent le vote de certaines mesures destinées à protéger l'ouvrier. Mais les premiers projets présentés eurent à vaincre des résistances sérieuses, rarement déguisées et souvent triomphantes, qui en ont, pendant un temps, compromis la réalisation ou limité la portée.

La question de l'intervention du législateur dans les rapports entre patrons et ouvriers était neuve à l'avènement du régime industriel. Pour faire admettre le principe d'une entremise législative, on allait avoir à combattre le caractère profondément individualiste de la race, et le point de vue traditionnel de l'indépendance absolue de la personne humaine dans ses rapports avec ses semblables. Ces tendances naturelles trouvaient

d'ailleurs un singulier appui dans les arguments de la science économique, tout acquise au laisser faire. On en retrouve l'expression dans un rapport de 1814 qui affirmait « qu'aucune intervention de la législature dans la liberté de l'industrie ou dans la liberté entière qu'à chaque individu de disposer de son temps et de son travail, de la manière et dans les conditions qu'il juge les plus avantageuses à son propre intérêt, ne peut se faire sans violer des principes généraux de la première importance pour la prospérité et le bonheur de la communauté, sans établir le plus pernicieux précédent, ou même sans aggraver, après un temps très court, le poids de la détresse générales et sans apporter des obstacles qui empêchent d'écarter cette misère. (1) »

Cependant les abus du travail industriel, qui ne faisaient que s'accroître, modifièrent l'état d'esprit général, d'abord nettement hostile à la réglementation. Il fallut bien reconnaître que la liberté ne suffisait pas à assurer le progrès social.

Alors, sous la poussée de l'opinion publique, émue de la situation pénible faite, particulièrement aux enfants et aux femmes, par le régime industriel moderne, le Parlement anglais se décida à intervenir : il le fit timidement d'abord.

Son premier soin fut de chercher à diminuer la durée exagérément longue de la journée de travail. Ce fut le point de départ de la législation des fabriques, dans laquelle vint plus tard se fondre la législation des ateliers, et qui forme aujourd'hui un monument complet et soigneusement édifié de protection sociale.

(1) Rapporté par Sidney et Béatrice Webb, *Histoire du Trade Unionisme*, page 61.

Toutes les fois qu'on lui proposait de régler, sur le terrain industriel, les libres relations des citoyens entre eux, le Parlement, avant d'agir, nommait une commission, qu'il chargeait de procéder à une vaste enquête auprès des parties intéressées, et de lui faire connaître ensuite les résultats de ses investigations : il estimait, en tirant enseignement des dépositions entendues, et en tenant un large compte des conclusions des commissaires, suivre, pour réformer, la voie la meilleure et la plus logique.

Un fait frappe tout de suite lorsque l'on aborde la longue série des Actes qui constituent la législation industrielle de l'Angleterre : c'est que ce pays s'est engagé dans la voie des réformes sociales sans théories préconçues et abstraites, basées sur la justice pure et les droits supérieurs de l'homme. Il semble même n'avoir jamais eu aucune vue d'ensemble sur les sujets à propos desquels il légiférait. Sa législation procéda d'un empirisme pratique dont l'expérience a montré les avantages. Voulant porter remède à un mal vérifié et particulier, le législateur allait droit au but, sans se laisser arrêter par les représentations de ceux qui alléguaient que d'autres maux, aussi peu défendables, existaient ailleurs, et se refusaient en conséquence, sous couleur de justice et d'impartialité, à enlever aux uns une liberté qu'on laisserait aux autres. Les succès qu'elle remporta sont la meilleure justification de cette méthode.

Les dangers qui pouvaient résulter, pour l'avenir même de la race et de la nation, du *factory system* ou régime des fabriques, pratiqué dans toute sa rigueur, étaient apparus aux Robert Peel, aux Robert Owen : ils attirèrent l'attention du Parlement sur les nouveaux problèmes, nés de l'industrialisme.

L'Acte de 1802, sur les apprentis des manufactures de coton, modeste mesure prise sur les pressantes instances des hygiénistes, fut la première concession du législateur aux partisans de la protection.

En essayant de défendre, lui chef d'industrie expérimenté, l'étalon de vie des travailleurs par la législation et l'action syndicale à la fois, Owen gagna à sa cause l'influence puissante, non seulement de philanthropes, mais de quelques manufacturiers à l'esprit élevé (1), qui prêchèrent d'exemple avec lui.

Cependant beaucoup d'hommes d'État, fermement attachés aux idées orthodoxes, hésitaient encore. Lorsque, en 1815, Robert Peel proposa de fixer l'âge d'admission au travail industriel et de limiter la durée du labeur de tous les enfants employés dans les manufactures de coton, il rencontra la plus vive opposition.

La tentative pourtant ne fut pas tout à fait vaine. Peel réussit au moins, en effet, à faire accepter par la Chambre des Communes (en 1816) une enquête sur la condition des enfants employés dans les manufactures.

Cette enquête montra, malgré les affirmations contraires des industriels, l'existence des abus les plus fâcheux. Un volumineux rapport fut rédigé par la Commission ou *Select Committee*. Certaines des dépositions entendues, qui ont trait à la durée du travail alors en usage, sont à retenir. L'une d'elles surtout nous a paru intéressante à rapporter ici : c'est celle d'un M. John Swainson, propriétaire d'une manufacture de coton à Preston (comté de Lancastre). Il dépose (2) :

(1) Sidney et Béatrice Webb, *Histoire du Trade Unionisme*, p. 162.

(2) *Select Committee. State of children employed in manufactories.*

« Les filatures, dans le voisinage de Preston, travaillent au total quatorze heures et demie par jour, y compris une heure ou une heure et demie pour les repas. Quelques établissements travaillent même plus longtemps. Les ouvriers, les fileurs adultes comme les enfants, paraissent plus vieux que leur âge, ce qui me porte à croire que les heures sont plus longues qu'avantageuses. J'ai essayé de faire réduire les heures de travail par tous les patrons filateurs de la région, réunis dans un meeting. On ne m'a pas opposé de raisons sérieuses et susceptibles de faire repousser ma proposition, mais le résultat obtenu fut des plus minces : j'ai réduit mes heures, mais une seule autre usine m'a suivi. Je ne pense pas qu'une réduction de la durée du travail puisse être effectuée sans l'intervention du Parlement.

Demande des commissaires. — Vous nous avez dit qu'à l'heure actuelle votre temps de travail portait sur treize heures et demie par jour, sauf le samedi. Combien d'heures travaillez-vous donc le samedi?

Réponse de M. Swainson. — Je crois que nous travaillons huit heures le samedi ; tout au moins la machine à vapeur marche huit heures. Cela fait par conséquent soixante-quinze heures et demie par semaine.

Demande. — La Commission voudrait savoir si, à votre avis, un arrangement par lequel on travaillerait soixante-douze heures par semaine, douze heures chaque jour, serait plus agréable au personnel, et plus avantageux pour les intérêts des manufacturiers que le régime actuel

Report. Minutes of Evidence, 1816. Séance du 6 juin 1816. Présidence de Sir Robert Peel, pages 273 et 274.

de soixante-quinze heures et demie par semaine, avec seulement huit heures le samedi.

Réponse. — Je pense que ni les patrons, ni les ouvriers n'aimeraient à travailler douze heures le samedi.

Demande. — Si l'on adoptait une réglementation législative, pensez-vous qu'il serait préférable de fixer un nombre d'heures de travail hebdomadaire plutôt que journalier ?

Réponse. — Il serait préférable, pour la collectivité en général, d'adopter une réglementation hebdomadaire. Il est désirable que les pauvres gens aient le temps nécessaire pour aller au marché le samedi, et ne soient pas obligés d'acheter leur nourriture aux revendeurs ; et qu'ils aient toujours la faculté de nettoyer leur logis le samedi après-midi, sans empiéter sur le dimanche. »

Cette déposition marque très nettement combien était déjà vivace, dans les filatures de coton tout au moins, l'habitude d'arrêter de bonne heure, le samedi, le travail industriel, au profit des occupations ménagères.

L'enquête de 1816 ne porta ses fruits que quelques années plus tard. Après une vigoureuse campagne menée par Owen, la Chambre des Communes adoptait, en 1819, un Acte qui, s'appliquant aux seules usines de coton, défendait de faire travailler plus de douze heures par jour les personnes de moins de seize ans. Et un « Amending Bill », présenté en 1825 par sir John Cam Hobhouse, et devenu loi la même année, modifiait de la façon suivante l'Acte de 1819 : Aucune personne de moins de seize ans ne devait travailler plus de douze heures par jour, non compris une heure et demie pour les repas, soit treize heures et demie de présence en tout. *Le samedi,*

on ne permettait à ces mêmes personnes que neuf heures de travail et la journée devait finir au plus tard à quatre heures trente après-midi.

C'était la première consécration législative d'un samedi plus court que les autres jours. Elle n'atteignait que les personnes âgées de moins de seize ans, seules protégées encore. Les fileurs avaient pourtant demandé que le nombre des heures de travail fût réglé pour les hommes également; mais on leur répondit, comme on le fit toujours en Angleterre, même lorsque la protection se fut étendue aux adolescents et aux femmes : c'est un devoir de justice de protéger les enfants, les faibles; mais vous êtes des hommes, c'est à vous de vous défendre.

L'enquête qui précéda la loi de 1825 nous fournit la preuve que tout le personnel des usines participait en fait au même régime. Un cardeur de coton de Manchester, nommé James Lever, déposait ainsi devant la commission : « Les heures de travail vont de cinq heures et demie du matin à sept heures du soir, avec une heure pour déjeuner; *toutefois le samedi le travail cesse à quatre heures...* Cela fait un régime de soixante douze heures par semaine appliqué à toute l'usine (1). »

Un écrivain qui, à cette époque, s'informa de la condition des travailleurs industriels en Angleterre, nous donne à l'égard du samedi l'appréciation suivante : « La liberté du samedi après-midi est une excellente mesure. Le plaisir d'être libre le samedi soir donne aux enfants du courage deux jours à l'avance. Jamais ils ne sont levés de si bonne heure que le samedi matin. On a le temps de tout

(1) *Select Committee on Artizans and Machinery. Fifth Report (1824). Minutes of Evidence.* Séance du 29 mars 1824, p. 337 et suiv.

préparer pour le dimanche (1). » Et le demi-congé du samedi n'était pourtant pas encore une réalité, puisque la journée se prolongeait jusqu'aux environs de quatre heures, dans les manufactures mêmes qui pratiquaient la coutume d'un samedi écourté.

Cependant les premières interventions législatives se montraient évidemment insuffisantes. La durée du travail continuait à demeurer fort longue dans l'ensemble. Contre cet état de choses les femmes étaient sans protection, et les enfants eux-mêmes voyaient bien souvent le texte existant rester pour eux lettre morte, les magistrats chargés de veiller à l'observation des prescriptions légales ne mettant pas grand zèle à s'acquitter de ce soin.

Ça ne fut guère qu'en 1830 que commença un sérieux mouvement en faveur d'une réduction sensible des heures de travail imposées aux ouvriers dans les fabriques. Ce mouvement, qui prit et conserva le nom de « mouvement des dix heures » (*ten hours movement*) était esquissé depuis quelques années, mais dans les seuls districts cotonniers. En 1830, il réussit à prendre de l'ampleur, grâce à l'enthousiasme qu'il suscita dans les classes ouvrières, qui commençaient à comprendre leurs intérêts et à sentir leur force.

Le Yorkshire, pays essentiellement manufacturier, donna l'impulsion initiale. L'agitation y fut conduite par un homme d'Église, tory, nommé Richard Oastler (2) qui,

(1) *Condition de la classe ouvrière en Angleterre* (1828). Notes de voyage de Gustave d'Eichtal. Extrait de la *Revue Historique*, tome LXXIX, année 1902. Paris, Félix Alcan, édit. 1902

(2) Richard Oastler (1789-1861) appelé le « roi de la fabrique », avocat de l'abolition de l'esclavage dans les Indes Occidentales, conduisit l'agitation pour la journée de dix heures depuis 1830. Il fut

s'instituant le champion des travailleurs des fabriques, publia un certain nombre d'articles intitulés « L'esclavage dans le Yorkshire (1) », où il dénonçait, en termes violents, le *factory system*, et demandait, au nom de l'humanité, la journée de dix heures pour tous les travailleurs de moins de vingt et un ans.

L'apparition des articles d'Oastler fut le point de départ du grand mouvement populaire qui compta parmi ses chefs Stephens, Doherty, Georges Condry et Philippe Grant et qui aboutit à la formation de nombreux *short time committees* ou « comités du court temps », où se trouvaient réunis des hommes de tous les partis luttant, dans un commun effort, pour la journée de dix heures. Ce grand mouvement, qui agita l'Angleterre pendant une trentaine d'années, et eut une répercussion certaine sur son orientation politique, trouva, au Parlement même, des avocats qui plaidèrent éloquemment et inlassablement sa cause : Thomas Sadler (2), John Fielden, d'autres encore, et Lord Ashley (3) lui-même, gagné en 1832 à la cause de l'enfance,

emprisonné pour dettes en 1840, et, durant son emprisonnement, qui dura trois ans, publia les *Mémoires d'un prisonnier* dans lesquels il continua périodiquement à montrer le besoin d'une réforme des fabriques.

(1) *Leeds Mercury*, 30 octobre 1830 et *Leeds Intelligencer*, 21 octobre 1830.

(2) Michel-Thomas Sadler, né en 1780, philanthrope tory et économiste, commença en 1823 à s'intéresser aux enfants des fabriques. Député de Newark en 1821, introduisit un Bill pour restreindre le travail des enfants en 1831. Président de la Commission d'enquête sur la condition des enfants employés dans les manufactures (avril 1832). Mort en 1835.

(3) Anthony Ashley Cooper, Lord Ashley, ensuite Lord Shaftesbury, né en 1801. Entré au Parlement en 1826. S'intéressa aux enfants des fabriques en 1832. Promoteur d'un Bill des dix heures en 1833. Mort en 1885.

prêta constamment dès lors le concours de son généreux talent aux partisans de la diminution de la durée du travail dans les manufactures.

Les premières tentatives faites en faveur d'un « Bill des dix heures » se heurtèrent à une résistance ouverte des manufacturiers. Et le Parlement, décidé à se bien renseigner avant d'agir, nomma, au mois d'avril 1832, une Commission qu'il chargea de s'informer de la condition des enfants employés dans les manufactures. Cette Commission ou *Select Committee* que Sadler d'abord, Lord Ashley ensuite, furent appelés à présider, se livra, sur tous les points du Royaume, aux investigations les plus complètes et les plus consciencieuses. L'enquête (1) révéla les abus des trop longues journées ; elle montra aussi que nombre de patrons déploraient eux-mêmes ces abus, mais se déclaraient impuissants à y remédier, emportés, disaient-ils, par un courant auquel ils ne pouvaient résister. La diminution de la durée du travail, avait-il été affirmé par une grande partie des personnes entendues, aurait pour tous les plus heureux effets ; et certaines avaient précisé leurs dires. La diminution des heures, disait M. Matthew-Combtree (manufacture de couvertures, *déposition-rapport*, p. 101), donnerait seule aux enfants la possibilité de suivre les cours de quelque école du soir, et d'apprendre à lire et à écrire, ce qui leur serait précieux. Elle permettrait aux jeunes filles de connaître et de pratiquer leurs devoirs domestiques, de cultiver leur intelligence, en même temps qu'elle préserverait leur moral (William Kershaw, *déposition-rapport*, p. 50). D'autres faisaient remarquer que la

(1) *Report from Committee on the Bill to regulate the Labour of Children in the mills and Factories of the United Kingdom, 1832. Minutes of Evidence, Hours of Labour.*

réduction des heures égaliserait le travail, assurerait une meilleure façon au produit fabriqué et diminuerait le gaspillage, ce qui serait tout à l'avantage des manufacturiers eux-mêmes. (Déposition de Joseph Sadler, apprêteur de coton filé, *Rapport*, p. 277). De tout cela il semblait bien ressortir que les patrons n'avaient en réalité, pour motifs de résistance, qu'un entêtement irraisonné, et le fallacieux prétexte de la concurrence étrangère.

Aussi, les conclusions du rapport rédigé par la Commission se montrèrent-elles nettement favorables à une réglementation de la durée du travail.

Le *Factory Act* de 1833, qui fixait à douze heures par jour ou soixante-neuf heures par semaine la durée maxima de l'emploi des personnes âgées de moins de dix-huit ans, dans les usines de coton, de laine, de lin, de chanvre, de toile, d'étoupe ou de soie, fut une première, mais insuffisante satisfaction donnée aux partisans, de jour en jour plus nombreux, de la protection efficace des travailleurs. Cet Acte avait du moins le grand mérite d'assurer l'observation des volontés du législateur, en créant un corps d'inspecteurs du travail : par là il marquait une étape importante dans l'histoire de la législation anglaise des fabriques.

Cependant le but n'était pas atteint ; la campagne continua. La Chambre des Communes était continuellement saisie de propositions nouvelles, et les Commissions d'Enquête ou *Select Committees* fonctionnaient pour ainsi dire en permanence. Le principal objet de leur étude portait sur la durée du travail, et les rapports rédigés, en même temps qu'ils signalaient tous encore l'abus des journées trop longues, étaient souvent amenés aussi à faire mention de l'habitude prise, par les usines de certaines régions, de

cesser le travail de bonne heure le samedi. C'est ainsi par exemple qu'un rapport, daté de 1840, nous apprend qu'à cette époque, les ouvriers des filatures de soie de Derby quittaient l'usine le samedi deux ou trois heures environ plus tôt que les autres jours (1).

Cet usage, là où il existait, semblant très apprécié, le législateur anglais pensa qu'il était nécessaire d'en ménager l'existence, voire même d'en favoriser le développement. Il prit donc l'habitude d'envisager la durée du travail comme portant sur une période hebdomadaire embrassant cinq journées normales et une fraction de journée. Et il est fort intéressant de remarquer que ce principe étant une fois admis, tandis que les réductions successivement proposées à la durée de la journée normale de travail soulevaient parfois de vives polémiques, et donnaient lieu, au Parlement, à des débats souvent longs et animés, l'abréviation du samedi, au contraire, s'opérait parallèlement, d'une manière pour ainsi dire automatique. Il lui arriva même d'accaparer tout, ou presque tout le bénéfice des réductions consenties dans la durée hebdomadaire du travail.

En 1844, sur un Bill des dix heures présenté par Lord Ashley, la Chambre des Communes limitait à douze heures la journée des adolescents et des femmes dans les manufactures du textile. Elle créait en outre pour l'enfant un régime spécial : celui du travail au demi-temps ou du travail un jour sur deux, au choix de l'industriel (*optional system*). Bien que le Bill consenti constituât déjà un progrès,

(1) Déposition de M. Ambrose Moore, filateur à Derby, devant la Commission d'Enquête (*Select Committee*) nommée par la Chambre des Communes pour faire un rapport sur l'application de la loi relative aux fabriques, 6^e Rapport. Séance de la Commission du 8 juillet 1840, sous la présidence de Lord Ashley, p. 80, n° 9.724.

puisqu'il atteignait les femmes, les partisans des dix heures n'en étaient pas moins battus.

Mais ils parvenaient à gagner à leur cause des whigs (libéraux) éminents, tels que Macaulay, Lord Palmerston, Lord John Russel. En 1846, Lord Ashley présentait à nouveau son Bill des dix heures, mais découragé devant l'hostilité rencontrée, il résignait bientôt son siège au Parlement. Ce fut John Fielden qui, ayant repris le Bill l'année suivante, en 1847, eut la bonne fortune de le faire passer, sans presque rencontrer d'opposition cette fois : il est vrai qu'une crise passagère, mais très vive, avait à ce moment privé l'industrie d'une bonne partie de ses commandes.

L'Acte du 7 août 1847, qui s'appliquait au textile, déjà devenu la grande industrie nationale anglaise, semblait constituer une assez belle victoire pour le mouvement dont Lord Ashley avait été l'âme. *Dix heures par jour et huit heures exceptionnellement le samedi*, telle devait être, dans les usines du textile, la durée maxima du travail pour la femme et pour l'adolescent. L'enfant conservait son régime spécial (*optional system*). Quant à l'homme adulte, il restait en dehors de la réglementation : cette abstention à son égard est un principe dont le législateur britannique n'a jamais voulu s'écarter. Mais, nous avons eu déjà l'occasion de le voir, l'ouvrier anglais n'a nullement souffert de ce manque de protection légale et directe : les nécessités du travail industriel, qui veut l'unité, et la puissance persuasive des Unions lui ont donné en fait les avantages qu'on ne lui assurait pas en droit. Il profita notamment, tout comme les autres catégories de travailleurs, d'une liberté supplémentaire dans l'après-midi du samedi.

La victoire de 1847 ne fut malheureusement pas en réalité aussi décisive qu'on avait pu l'espérer. L'industrie organisa des relais qui neutralisèrent en grande partie les effets bienfaisants attendus des dispositions législatives nouvelles, et la Cour de l'Echiquier, hostile encore au principe d'intervention, proclama, par un arrêt de 1850, la légalité de ces relais.

Dans ces conditions, un nouvel appel au Parlement s'imposait. Lord Ashley reprit son œuvre, et, le 14 mars 1850, présenta un Bill nouveau (1). Mais on reprocha à ce projet de mal définir les heures de repas, et le gouvernement, pour résoudre la difficulté, proposa d'enfermer le temps de travail des personnes protégées dans une période de douze heures, en attribuant une heure et demie aux repas, et en *spécifiant que le samedi le travail cesserait à deux heures après-midi*. Sir Georges Grey, secrétaire d'État à l'Intérieur, affirmait que cet arrangement, bien qu'il dût ajouter deux heures de travail à la semaine, serait encore le meilleur moyen d'atteindre le but que se proposait Lord Ashley. Ce dernier comprit la nécessité d'une transaction, et accepta le compromis, qui devint l'Acte du 5 août 1850. Philipp Grant, et bon nombre de chartistes notoires, s'étaient ralliés au Bill du Gouvernement, estimant qu'il réaliserait déjà un progrès sérieux, et qu'il serait toujours temps, plus tard, de demander davantage. Pourtant il se trouva quelques intransigeants, comme Oastler et J. M. Cobbett, pour reprocher à Lord Ashley d'avoir trahi ses idées en se rangeant à la proposition gouvernementale.

Quoi qu'il en soit, l'Acte de 1850 fut regardé, à juste titre, comme la première grande charte des textiles

(1) *Hansard Parliamentary Debates*. Vol. CIX, p. 834.

anglais : dans ces industries, le travail des femmes et des adolescents devait désormais durer soixante heures par semaine, soit dix heures et demie les cinq premiers jours, *et sept heures et demie le samedi*.

Cette loi mit définitivement fin aux incertitudes et à l'agitation qui risquaient d'atteindre à la longue la prospérité des districts manufacturiers. Elle eut, sur l'avenir du textile, une portée considérable : rencontrant, dans son application, moins de résistance et de mauvais vouloir qu'on ne l'aurait pu craindre, elle amena, notamment par l'octroi de la liberté de presque tout l'après-midi du samedi, une renaissance physique et morale des travailleurs, qui ne pouvait manquer de rejaillir sur la prospérité de l'industrie elle-même. Grâce à l'amélioration de l'outillage et de l'ouvrier, la diminution de production, prédite par les adversaires et attendue même par les optimistes, ne se produisit pas, ou du moins ses effets furent-ils faibles et momentanés. Si quelques petites entreprises n'eurent pas la force de supporter le changement de régime, et disparurent, absorbées par de puissantes rivales, dans l'ensemble les profits des industriels ne furent guère ou point diminués, et les salaires, après avoir subi une dépression légère et courte, ne tardèrent pas à regagner, puis à dépasser leur ancien niveau.

Cette démonstration économique des bienfaits de la réglementation devait naturellement affaiblir d'une manière sensible les arguments de ses adversaires, lui rallier de nombreux suffrages, et amener l'extension des *Factory Acts*.

La législation relative au textile avait été réclamée sur le terrain de certains abus définis, avec cette idée préconçue, exprimée ou tacite, que ces abus étaient particuliers à cette industrie. Et l'on peut sans doute chercher

l'explication de cette tournure d'esprit dans le fait que l'industrie du coton, concentrée la première dans de vastes établissements, occupant un grand nombre de salariés, était plus aisée à contrôler, et devait tout d'abord retenir l'attention du législateur. Et quand ce dernier eut, en sa faveur, admis et posé le principe d'intervention, il s'en fit naturellement un guide pour l'avenir. Or, l'expérience ayant montré que, loin d'avoir souffert de la concurrence avec ses rivales restées libres, l'industrie réglementée du coton était en constant progrès, tout devait porter à présumer que l'intervention législative, au lieu de faire du tort, s'était plutôt montrée avantageuse.

Dès lors, les hommes d'Etat acquirent peu à peu la conviction que les maux résultant de l'excès du travail et des fâcheuses conditions hygiéniques dans lesquelles on l'accomplissait, étaient, à de rares exceptions près, communs à toutes les industries, et que cet état de choses, aggravé tous les jours par une concurrence sans merci, aboutissait à épuiser dans sa source une partie de la population de chaque génération.

La conversion de l'opinion publique, entre 1845 et 1860, fut aussi rapide que complète. Des hommes politiques connus et influents, Roebuck, Cobden, sir Georges Graham, d'autres encore, se laissaient ouvertement gagner à la cause d'une réglementation étendue.

Il semble bien qu'il faille voir la principale cause de cette évolution du sentiment général dans les rapports des inspecteurs des fabriques, qui, créés en 1833, et remplissant leurs fonctions avec zèle et intelligence, ont ainsi puissamment contribué au développement raisonné de la législation industrielle.

L'école de Manchester avait toujours considéré, et

longtemps réussi à faire admettre comme évident, que le rendement de l'industrie devait fatalement subir une diminution proportionnelle à la réduction des heures de travail. Les inspecteurs s'aperçurent, non sans en éprouver eux-mêmes peut-être quelque surprise, que ces idées étaient fausses, et ils réussirent à montrer, par des exemples, que le rendement de onze heures de travail peut être parfois supérieur à celui de douze heures. On s'étonna alors de n'avoir pas plus tôt compris que la longue durée du travail généralement en usage, loin de favoriser la production, ne servait en définitive qu'à la rendre irrégulière, en faisant alterner les périodes de presse et de surmenage avec les périodes de chômage. Et l'on pensa qu'il serait, en vérité, beaucoup plus sage de répartir, en l'organisant d'une façon rationnelle, le travail sur l'année entière.

Aussi lorsque, en 1867, on proposera d'étendre le domaine des Actes à toutes les fabriques et à tous les ateliers, l'opinion préparée fera à la proposition, et malgré sa hardiesse, un accueil généralement sympathique.

On n'attendit pas d'ailleurs à cette époque pour s'apercevoir qu'en dehors des filatures et des tissages, certaines autres industries, qui en étaient très voisines, soit par la nature même de leur travail, soit par les lieux où il s'accomplissait, devaient elles aussi être réglementées : cela apparaissait nécessaire afin d'éviter les jalousies et les froissements, voire les déplacements intempestifs de main d'œuvre, qui se produisent fatalement là où des régimes différents s'appliquent à une même catégorie de travailleurs. Voilà pourquoi, dès 1860 (27 juillet) un Bill était voté qui plaçait sous l'empire des *Factory Acts* les imprimeries sur étoffes, les teintureries et les blanchisseries. Et bientôt après, en 1864, c'était l'industrie de la

dentelle qui était à son tour l'objet de la sollicitude législative, et se voyait notamment octroyer, le samedi, un demi-congé commençant à deux heures de l'après-midi. (*Lace-works Act* de 1871).

On allait faire davantage encore. A la suite d'une nouvelle enquête réclamée, en août 1861 par Lord Shaftesbury à la Chambre des Lords, intervint, en 1864, un Bill qui étendait les *Factory Acts* aux manufactures de poterie, d'allumettes chimiques, de cartouches, de bonneterie et de papiers peints, et élargissait en outre la définition de la manufacture de manière à lui faire comprendre « tout endroit où des personnes travaillent pour un salaire dans l'une quelconque des industries spécifiées. »

Les commissions cependant continuaient leurs enquêtes, notamment dans les ateliers des diverses industries du vêtement et de la mode, où les heures restaient excessivement longues. De leurs investigations les commissaires tirèrent cette conviction qu'il serait impossible de tracer, dans les industries de la couture, une ligne de démarcation entre les petits employeurs et les grands établissements, et que réglementer ces derniers en laissant les premiers sans contrôle, ce serait commettre une grave injustice, et créer beaucoup de mécontents. Aussi concluaient-ils à ce que toutes ces industries fussent également soumises à la réglementation.

Le résultat fut que M. Walpole, introduisait à la chambre des Communes, en mars 1867 (1), un Bill extensif des *Factory Acts*, et en même temps un « Bill pour la réglementation des heures de travail. » En présentant cette proposition, et pour la justifier, M. Walpole disait que : le succès des Actes relatifs aux manufactures avait été si grand, les

(1) *Hansard March* 1867, pages 1272, 1277. Rapporté par B. L. Hutchius et A. Harrison. *A history of Factory Legislation*, p. 165.

bénéfices qu'on avait retirés avaient été si marqués et si universellement reconnus, alors que les maux subsistant dans certaines industries non contrôlées apparaissaient si flagrants, que le moment lui semblait venu d'étendre le principe de la protection plus largement qu'on ne l'avait encore fait. Répondant par avance aux objections qui ne manqueraient pas d'être opposées à l'ingérence de l'Etat dans le domicile privé des citoyens, et dans l'exercice des droits du père de famille, Walpole montrait que, dans maints passages de leurs rapports, les commissaires avaient insisté sur la nécessité de surveiller ce qui se passe dans les demeures privées, et rappelé que c'était le devoir de l'Etat, « le père du pays », de remplir le rôle de protecteur de l'enfant, lorsque le père, protecteur naturel, se désintéresse de sa mission ou la conçoit mal. Il était toutefois d'avis qu'il convenait de ne pas imposer un régime uniforme à tous les lieux de travail, grands ou petits, et qu'il fallait trouver une ligne de démarcation entre les uns et les autres : on ne pouvait, d'après lui, chercher cette ligne de partage dans la nature du travail accompli, car ce travail était à peu près le même partout ; il préférait s'arrêter à la distribution basée sur le nombre de personnes employées, les grands établissements (100 personnes dans le Bill original, chiffre ramené à 50 par la commission) devant être soumis à la réglementation des *Factory Acts* et à la surveillance des inspecteurs des fabriques, tandis que les petits se verraient appliquer un système de réglementation modifié et approprié, et un contrôle local.

Malgré sa hardiesse, le Bill rencontra peu d'opposition (1) à la Chambre, et ne suscita aucune attaque violente : le

(1) *Hansard March ist.* 1867: July 30 th. 1867. Rapporté par Hutchius, p. 166.

principe de la réglementation étendue aux ateliers fut admis à l'unanimité. Et le lendemain du vote, le *Times*, dans un *leading* article, qualifiait le nouveau texte d'œuvre de bon sens et de sagesse économique (1).

Le *Factory and Workshop Act* de 1867 est l'un des plus compliqués parmi les textes anglais ayant régi la matière.

Le *Factory Act* de 1867 n'était pas un acte de consolidation ; il ne changeait rien à la législation en vigueur dans le textile, le blanchissage et la teinture des étoffes, la dentelle, ni les industries comprises dans l'Acte de 1864. Mais il plaçait un grand nombre de nouvelles industries sous le régime imposé aux fabriques : hauts fourneaux, travail du cuivre, forges et fonderies, usines métallurgiques, fabriques de papeterie, de verre, manufactures de tabac... etc, et généralement « tous établissements employant au moins cinquante personnes à une opération quelconque de fabrication. » Tous ces lieux de travail se trouvaient désormais régis par les dispositions sanitaires de l'Acte de 1864, et, quant aux heures de travail, à l'âge des enfants... etc, par les règles en vigueur des Actes de 1833, 1844, 1850, 1853 et 1856. Quelques dispositions nouvelles avaient cependant été ajoutées. Mais la liste des exceptions était fort longue, et malheureusement annihilait à moitié les effets des dispositions adoptées.

L'Acte de 1867 s'appliquait aussi aux ateliers ou *workshops*, c'est-à-dire à tous les établissements, non visés déjà dans les *Factory Acts*, et dans lesquels moins de cinquante personnes étaient employées à un travail de manufacture.

Le *Workshop Act* de 1867, en qualifiant d'employés

(1) *The Times leader*, 4 mars 1867.

« toutes les personnes occupées, avec ou sans salaire », englobait toute l'industrie à domicile. Touchant la durée du travail, il disposait : Admis à huit ans à l'atelier, l'enfant ne fera que demi-temps jusqu'à treize ans, comme dans les fabriques. Quant aux adolescents et aux femmes ils ne devront pas faire plus de douze heures par jour, dont à déduire une heure et demie pour les repas. Enfin, *aucun enfant adolescent ni femme ne devra être employé après deux heures le samedi*, excepté dans les établissements occupant seulement cinq ou moins de cinq personnes. Mais les limites entre lesquelles on pouvait chaque jour placer les heures de travail permises étaient ici beaucoup plus larges que pour les fabriques : elles allaient de six heures du matin à huit heures du soir pour les enfants, de cinq heures du matin à neuf heures du soir pour les adolescents et les femmes ; et cela rendait la protection un peu illusoire, l'expérience ayant prouvé que pour être strictement respectée la journée légale devait être enfermée dans un cadre aux dimensions plus justement calculées.

Après le succès de 1850, les textiles étaient restés un long temps sans changer de statut. Vers 1870, leurs Unions commencèrent à manifester l'intention de réclamer une nouvelle diminution des heures de travail. Déjà l'on parlait de journée de huit heures, sans oser l'avouer ouvertement encore. En attendant, on demandait la semaine de cinquante quatre heures, soit neuf heures et demie par jour et le demi-congé du samedi.

Les expériences précédentes, et le souvenir de l'agitation longtemps stérile du mouvement chartiste, avaient porté leurs fruits. Les Unions, plus fortes, s'étaient assagies et disciplinées. Aussi le mouvement en faveur de la journée de neuf heures fut-il conduit avec calme et avec méthode.

Les *Factory Acts* qui suivirent prirent un caractère nouveau. Au lieu de constituer de simples mesures prises en vue d'apaiser l'opinion déchaînée, ils se présentèrent comme un ensemble de dispositions, étudiées sans hâte et préparées à bon escient, que l'on s'accoutumait à regarder comme faisant partie de l'organisation du travail entre employeurs et employés, et qui n'étaient soumises au Parlement que pour qu'il leur donnât la sanction nécessaire.

Un rapport, dressé en 1873, à la demande du *Local Government Board*, préconisa, informations prises, la réduction des heures de travail dans le textile, de soixante à cinquante quatre heures par semaine. Un Bill fut introduit. Il échoua d'abord en 1873, devant l'opposition des doctrinaires libéraux. Repris en 1874 par le Vicomte Cross, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et conservateur, il réussit à passer le 30 juillet. Mais il n'apportait, quant aux heures de travail, qu'une légère modification à la loi existante ; elle portait sur le *samedi* : le travail devait être réduit, ce jour-là, *dans le textile, à six heures et demie pour les adolescents et les femmes*.

Cet Acte attira l'attention sur l'état chaotique de la législation industrielle. On s'aperçut que les *Factory Acts*, étendus graduellement à diverses industries, avaient subi, en passant de l'une à l'autre, quelques retouches destinées à les accommoder aux exigences de la technique, ou même simplement aux désirs des manufacturiers et aux habitudes des ouvriers, et qu'ainsi on avait été parfois amené à s'écarter quelque peu des principes. Et l'on tomba d'accord pour reconnaître que le moment était venu de simplifier la législation en l'unifiant.

Une grande Commission Royale fut en conséquence

instituée, en 1875, pour relever les anomalies et inconvénients qui découlait des différences de régimes imposées par les Actes, et préparer la codification des *Factory and Workshop Laws*.

Le rapport, qui clôtura les travaux de cette Commission, commençait par juger l'œuvre accomplie : « Nous n'avons aucune raison de croire, disait-il, que la législation qui a eu pour les ouvriers des avantages si marqués, ait causé aucune perte sérieuse aux industries auxquelles elle a été appliquée. Au contraire, les progrès de la manufacture semblent n'avoir été en aucune façon entravés par les Actes relatifs aux fabriques, et ils ne sont que peu nombreux, même parmi les employeurs, les hommes qui désireraient aujourd'hui l'abrogation des principales dispositions de ces Actes, ou refuseraient de reconnaître les avantages qu'ils ont produits. » (1)

Le rapport de 1876 contenait, sur la question du samedi, des dépositions fort intéressantes, émanant de représentants des industries les plus diverses. Parcourons donc quelques-unes de ces dépositions.

Déposition de M. Edwin Wrigley (2), représentant de l'industrie des fabricants de papiers, de Manchester : « Nous travaillons, disait-il, de six heures du matin à huit heures du soir. Le samedi, nous arrêtons à deux heures environ, et tout le monde est parti à trois heures ou trois heures et demie. Nous employons beaucoup de

(1) Rapport des commissaires chargés de rechercher les conditions du travail dans les Actes sur les manufactures et ateliers en vue de leur consolidation et amendement. Présenté à la Chambre des Communes en 1876. *Factory and Workshop Acts Commission*, 1876, *Minutes of Evidence*, vol. I, Londres Eyre, 1876.

(2) Rapport. Séance du 5 juillet 1875, Manchester, n^{os} 10-282 10-286.

femmes, mais pas d'ouvriers à demi-temps (*half-timers* — enfants). »

Déposition de M. John Campbell (1) (blanchisseries d'Ecosse, *bleach works*), employé :

« L'application aux blanchisseries écossaises des dispositions du *Factory Act* de 1874, fixant à cinquante six heures et demie la durée du travail hebdomadaire, ne changerait guère les habitudes déjà existantes, et elle serait bien vue à la fois par les employés et par la grande majorité des employeurs, la plupart de ces derniers ayant déjà concédé cinquante sept heures. Ces cinquante sept heures se répartissent de la manière suivante : on travaille dix heures chaque jour, et le samedi sept heures seulement, en arrêtant à deux heures de l'après-midi. Il y a même quelques maisons qui travaillent dix heures et demie par jour, mais ne vont que jusqu'à onze heures le samedi. »

Déposition de M. William Pollock, (2) patron blanchisseur, à Glasgow :

Demande des commissaires : Vos heures ont été considérablement abrégées par l'Acte de 1860. Avez-vous été par là amenés à modifier vos habitudes ?

Réponse de M. Pollock : « Oui, un peu. Nous avions une heure pour les repas, et maintenant il n'y a plus que trois quarts d'heure, et cela afin de pouvoir donner congé le samedi après-midi. »

(1) Rapport. *Minutes of Evidence*. Séance du 11 septembre 1875. Glasgow, n° 14.675, p. 702.

(2) Rapport. Séance du 7 septembre 1875. *Minutes of Evidence*, n°s 14.650, 14.656, p. 699 et n° 14.696.

Déposition de M. Frank Sandeman, (1) directeur d'une usine travaillant le jute ou chanvre de l'Inde, à Dundee :

« Nous travaillons cinquante six heures à Dundee, et quittons le travail à une heure le samedi. »

Déposition de M. Henry W. Kindersley (2) sous-inspecteur des fabriques du district de Glasgow :

« Je pense que dans les petits ateliers, on n'enfreint jamais le *Workshop Act*, en ce qui touche le demi-congé du samedi. Je fais allusion, en parlant ainsi, aux ateliers tels que ceux des scieries, des produits chimiques, et ordinairement aussi des briqueteries. Ils dépassent rarement, je pourrais presque dire jamais, deux heures de l'après-midi le samedi. Mais il y a une classe d'ateliers qui enfreint souvent la loi : parmi ces ateliers il faut ranger ceux des couturières et des modistes, et aussi, je crois, à Glasgow, ceux des fabricants de boîtes de fantaisie. »

Déposition de M. John Hampton (3), directeur de la maison John et Samuel Roberts, mécaniciens, fondeurs de fer et de cuivre, fabricants de tuyaux pour le gaz et pour l'eau, Swan Village, West Bromwich : « Le samedi, nous devons arrêter le travail à deux heures. Souvent les hommes ne peuvent avoir terminé leur ouvrage à cette heure-là, mais, comme on est obligé de renvoyer les jeunes garçons, ils préfèrent, plutôt que de travailler seuls, ne faire eux aussi qu'une demi-journée le samedi. Nous considérerions certainement comme avantageux de pouvoir, pour ces hommes

(1) Rapport. Séance du 14 septembre 1875, Dundee, *Minutes of Evidence*, n° 17.102, page 812.

(2) Rapport. Séance du 7 septembre 1875, n° 14.554, p. 694.

(3) Rapport de 1876. Séance de la Commission du 18 juin 1875, n° 6.852.

qui n'ont pas fini, continuer jusqu'à quatre heures, en gardant les adolescents dont ils ont besoin, sans être pour cela passibles de pénalités. »

Déposition de M^{me} Hardmann, M^{lles} Campbell et Burton (1),
couturières en robes et manteaux :

« Nous sommes des ouvrières aux pièces. Nous désirons que la loi nous aide à quitter le travail à deux heures le samedi. Nous approuvons donc la disposition qui doit nous faire obtenir le demi-congé, mais nous souhaitons que la loi nous laisse la liberté de travailler au-delà des heures normales, dans les moments de presse. »

Déposition de MM. John R. W. Rice et Henry. O Harris (2),
confectionneurs de costumes et manteaux, à Leeds :

« Nous souhaiterions qu'il fût possible aux ouvriers qui n'ont pas tout à fait terminé à quatre heures le samedi, de rester une demi-heure ou une heure, le temps de finir leur besogne. »

Déposition de M. John Keegan (3), secrétaire du congrès de l'Association des Trade-Unions, qui en 1868, 1869 et 1870, provoqua une agitation en faveur de l'amélioration du sort des femmes :

« Les femmes employées dans l'ébénisterie et l'ameublement ne travaillent pas de très longues heures, mais il y a beaucoup de maisons, à Dublin, qui ne donnent pas le demi-congé du samedi. »

(1) Rapport de 1876. Séance de la commission du 5 juillet 1875, n^{os} 10 203 et suivants.

(2) Rapport de 1876. Séance du 16 juillet 1875, n^{os} 12.924 et suivants.

(3) Rapport de 1876. Séance de la commission du 21 septembre 1875, à Dublin, n^{os} 19.087, 19.088.

Déposition de M. Dodshon Foster (1), propriétaire, à Londres, d'un établissement pour la mise en bouteille de la bière :

« Notre industrie a demandé à ne pas être soumise aux *Factory and Workshop Laws*. Les hommes sont obligés de travailler avec les enfants; renvoyer les enfants, c'est donc renvoyer les hommes, et le demi congé du samedi, pendant la saison des affaires, nous serait très préjudiciable. Nous travaillons neuf heures et demie par jour exactement.

Demande des commissaires. — Ne pourrait-on pas s'arranger pour accorder le demi-congé du samedi en répartissant, sur les cinq premiers jours de la semaine, la perte de quatre heures et demie de travail que pourrait occasionner la fermeture à deux heures le samedi? Le Parlement attache une grande importance à ce que le demi-congé du samedi soit donné aux adolescents tout au moins.

Réponse. — Le samedi est un jour où le travail est particulièrement considérable. On pourrait peut-être accorder ce demi congé un autre jour.

Demande. — Les hommes n'essaient-ils pas d'obtenir le demi-congé du samedi?

Réponse. — Non; ils ne semblent pas s'en soucier. »

En résumé, l'ensemble de ces dépositions indique que la coutume de chômer, dans une mesure plus ou moins large, l'après midi du samedi, était déjà très répandue en 1876, dans bon nombre d'industries anglaises. La loi n'avait donc, pour ces industries là, qu'à enregistrer et à fixer les habitudes existantes. Dans la plupart des autres

(1) Rapport de 1875. Séance du 5 octobre 1875, à Londres, nos 20.431 et suivants, page 981.

industries, les travailleurs souhaitaient de se voir, à leur tour, octroyer le demi-congé. Par contre, pour des raisons particulières, toutes soigneusement mises au compte des nécessités industrielles, certains chefs d'établissements résistaient à cette demande, et repoussaient nettement l'arrêt du samedi après-midi, ou voulaient conserver toute liberté d'en restreindre à leur gré la durée.

Les données de l'enquête de 1875 parurent en définitive suffisamment concluantes au Parlement pour légitimer de sa part une action favorable à l'extension du demi-congé du samedi.

C'est dans cet esprit que furent votées les dispositions du *Factory and Workshop Act* du 27 mai 1878. Cet Acte, l'un des plus importants qu'ait forgés le législateur anglais, refondait en un seul corps toutes les lois antérieures relatives aux fabriques, mais en les modifiant sensiblement. Il se débarrassait d'abord de l'arbitraire distinction entre les fabriques et les ateliers, basée sur le seul fait qu'il y a plus ou moins de cinquante personnes dans l'entreprise. Il substituait à ce critérium trop fuyant une définition générale de la manufacture. On devait désormais entendre par ce mot : « Tout établissement où des marchandises sont fabriquées, transformées, réparées ou ornées, finies ou adaptées pour la vente, au moyen d'un travail manuel salarié, et où il est fait usage de la force mécanique » (quelques opérations cependant, spécialement énumérées, étaient comprises dans le texte, au titre des fabriques non textiles, qu'elles exigeassent ou non l'emploi de la force mécanique).

L'acte rangeait en cinq catégories les lieux de travail auxquels il s'appliquait :

1^o Les fabriques textiles, qui étaient auparavant et

demeuraient assujetties à des heures de travail plus courtes ;

2° Les fabriques non textiles ;

3° Les ateliers dans lesquels des enfants, des adolescents et des femmes sont employés (ateliers mixtes) ;

4° Les ateliers dans lesquels ne sont employés ni enfants ni adolescents (appelés *women's workshops*, ou ateliers de femmes) ;

5° Les ateliers domestiques, où sont seuls occupés les membres de la famille.

Les conditions d'emploi étaient les mêmes pour les fabriques non textiles et les ateliers ordinaires, tandis que l'on donnait un statut beaucoup plus large aux ateliers de femmes et aux ateliers domestiques.

Pour expliquer la situation particulière faite aux ateliers de femmes, il est nécessaire d'indiquer qu'au cours de la discussion de l'acte de 1878, il avait été proposé d'exclure de la réglementation les femmes de plus de dix huit ans. Et, chose étrange, c'étaient les femmes elles mêmes qui avaient demandé ce retour en arrière. Leurs Unions, en effet, dirigées par des libérales ardentes, se montraient alors nettement hostiles à une intervention en leur faveur, intervention qu'elles considéraient comme un empiètement sur leurs droits : cette protection que vous nous offrez, déclaraient-elles, ne nous dit rien qui vaille ; elle ne tend à rien moins qu'à nous priver de nos emplois au profit des hommes. L'opinion sembla un instant se laisser toucher par ces arguments des individualistes, arguments que les faits, pourtant, s'étaient chargés de démentir.

M. Joseph Chamberlain (1) et M. Arthur Chamber-

(1) *Minutes of Evidence*. M. J. Chamberlain's Evidence, q. 5.249.

lain (1), tous deux grands manufacturiers, à Birmingham, étaient à ce sujet d'un avis opposé, le premier prétendant que la situation économique des femmes s'était améliorée grâce à la protection, l'autre disant au contraire que les gages des femmes, par suite des règles pesant sur leur travail, ne s'étaient que fort peu ou même point élevés.

La Chambre des Communes avait néanmoins repoussé tous les amendements qui voulaient exclure les femmes des diverses clauses du Bill. Mais elle se laissa aller, en ce qui concerne les ateliers de femmes (*women's workshops*) à un compromis, qui, en leur donnant un régime plus libéral, avait pour effet de rendre tout contrôle illusoire.

Quelle était la situation faite aux diverses catégories de locaux industriels, régis par l'Acte du 27 mai 1878, au point de vue de la durée et de l'organisation du travail ?

Les usines du textile se voyaient conserver un traitement de faveur. Le personnel protégé comprenait, comme auparavant, les enfants, les adolescents et les femmes. Aux femmes et aux adolescents des deux sexes, on octroyait la semaine de cinquante-six heures et demie, soit dix heures pour chacun des cinq premiers jours, et six heures et demie pour le samedi. Quant à la semaine de l'enfant toujours basée sur l'option de l'employeur entre le demi-temps et le travail un jour sur deux, elle se trouvait réduite à vingt-huit heures.

A l'égard du samedi, le texte avait soin de spécifier.

« *Le samedi*, la journée est abrégée : elle commence à la même heure que les autres jours, mais elle ne dure pas plus de *six heures ou six heures et demie*, suivant qu'il s'agit d'un travail de manufacture ou d'un autre travail.

(1) *Minutes of Evidence*. M. A. Chamberlain's Evidence, q. 4.954 § 2.

Commencé à six heures, le travail de manufacture cesse à midi et demie ou une heure, suivant qu'il est accordé, pour les repas, une heure de repos ou moins ; les travaux de tout autre genre cessent, suivant la même situation, à une heure ou une heure et demie du soir.

Commencé à sept heures, le travail de manufacture finit à une heure et demie, et tout autre travail à deux heures, quel que soit d'ailleurs le temps accordé pour les repas. »

Le textile se trouvait ainsi appelé à jouir du repos à peu près complet de l'après-midi du samedi, et la sortie de l'usine à midi et demie, une heure et même une heure et demie assurait à l'ouvrière active, tout le temps nécessaire pour faire de bonne besogne à son foyer, et s'arranger de manière à pouvoir, le lendemain, goûter avec les siens la paix dominicale.

Pour les fabriques non textiles et les ateliers mixtes, qui devaient participer au même régime, le législateur s'était montré moins large que pour le textile : ce n'était pas que les abus faits de la liberté lui fussent ici apparus moins criants ou moins fâcheux, mais l'expérience de la réglementation était encore trop neuve sur ce terrain pour qu'il osât sans arrière-pensée se lancer plus avant. Le statut consenti n'en constituait pas moins un sérieux avantage. Il était dit que : la journée de travail devait durer au plus, pour le personnel protégé de six ou sept heures du matin à six ou sept heures du soir pendant les cinq premiers jours, et *finir au plus tard à deux heures le samedi*, sans que le maximum hebdomadaire pût dépasser soixante heures.

Dans les ateliers de femmes (women's workshops) le travail devait durer au plus douze heures, prises entre six heures du matin et dix heures du soir, les cinq premiers jours de

la semaine, et le *samedi huit heures, pour terminer la journée à quatre heures du soir.*

Cette réglementation imposée à tous les établissements industriels employant des femmes, des adolescents et des enfants, c'est-à-dire à la presque totalité de l'industrie anglaise, en dehors des mines, de la métallurgie et de la fabrication des produits chimiques, était, malgré les nombreuses exceptions consenties dans certains chapitres, assez sévère et minutieuse.

Mais la loi de 1878 ne s'en tenait pas là. Le principe de l'intervention était étendu même à l'industrie domestique, au *home* sacré, et, jusque-là, réputé inviolable.

La section 16 de l'Acte disait en effet : « Lorsque des individus seront employés à domicile (*at home*), c'est-à-dire dans une maison, dans une chambre ou dans un local particulier qui, bien que servant d'habitation, constitue, en raison du travail qui s'y exécute, une fabrique ou un atelier au sens du présent acte, lorsqu'il n'y est fait usage ni de vapeur ni d'eau, ni d'aucune autre force mécanique comme auxiliaire de la fabrication, et que les seules personnes y travaillant sont des membres de la famille même qui y habite, les prescriptions ci-dessus du présent acte, relatives au travail des enfants, des adolescents et des femmes, ne seront pas applicables à une telle fabrique ou à un tel atelier, et, en leur lieu et place, les règles suivantes devront y être observées. »

Il était par suite disposé, en ce qui concerne la durée et les conditions du travail :

« *Pour les adolescents, de quatorze à dix-huit ans, la journée devra être comprise entre six heures du matin et neuf heures du soir les cinq premiers jours, avec quatre heures et demie au moins d'arrêt, et, le samedi, entre six heures du*

matin et quatre heures du soir, avec deux heures et demie au moins d'arrêt.

Pour les enfants (de onze à quatorze ans) la journée sera comprise entre six heures du matin et une heure du soir ou entre une heure et huit heures du soir les cinq premiers jours, et se terminera à *quatre heures du soir le samedi*. » Mais, de par la loi, tous les enfants des ateliers domestiques étaient des ouvriers à demi temps (*half timers*) partageant leur journée entre l'école et le métier.

Cette extension, portée jusque dans la famille, de la tutelle légale établie à l'origine dans l'intérêt exclusif de la population manufacturière, constituait une victoire des plus significatives remportée sur l'intransigeance des idées traditionnelles. On trouverait malaisément un exemple plus remarquable de la facilité avec laquelle, en Angleterre, de graves dérogations aux principes fondamentaux de la constitution britannique elle-même, sont décrétées par le législateur, et acceptées par l'opinion publique, quand il s'agit d'un intérêt supérieur à sauvegarder, d'un abus à supprimer ou à prévenir.

Au résumé, il y avait dans l'Acte de 1878, une législation très protectrice pour les travailleurs. Tout spécialement, une étape considérable était franchie vers la liberté du samedi après-midi qui devenait, pour le textile au moins, une bienfaisante réalité.

S'étaient-ils donc trompés ceux qui avaient ainsi traduit leur foi dans la législation pour adoucir les misères sociales ? La loi de 1878 fut-elle inappliquée ou peu efficace ? L'expérience a énergiquement répondu non. La première hypothèse est d'ailleurs presque invraisemblable, en Angleterre, où les textes relativement peu nombreux, sont, une fois adoptés dans l'intérêt général, rigoureuse-

ment observés sous le contrôle attentif des parties directement intéressées.

Les résultats de la loi de 1878 furent des plus heureux, à la fois pour les travailleurs et pour l'industrie elle-même. Non seulement l'Acte de 1878 fut généralement bien appliqué, mais ses bénéfices ne furent pas uniquement ceux que l'on pouvait directement attendre des mesures édictées. L'exemple offert, l'impulsion donnée firent si bien que le progrès, prenant son essor, laissa bientôt loin derrière lui l'exigence des textes. Il est intéressant à cet égard de rappeler ici le passage suivant, tiré d'un rapport de l'Inspection du travail, daté de 1891 : « La loi, disait l'inspecteur, captain Bevan (du district de Walsall) est loyalement observée en ce qui concerne les heures de travail. Le samedi spécialement, dans les industries des machines et de la fonte, il y a même une tendance à abréger encore la journée, et quelques maisons arrêtent maintenant à midi. On peut dire la même chose des industries du harnais à Walsall (1). »

L'Angleterre cependant devait mener plus loin son œuvre législative. Après quelques tâtonnements, elle résolut de donner à son industrie un statut général traitant et résolvant tous les problèmes posés. C'est alors que fut élaboré l'Acte du 17 août 1901 qui, très complet et très détaillé, réunissant en un seul corps les dispositions maintenues des lois précédentes et des mesures nouvelles, constitue un véritable code de l'industrie et organise la police du travail sur les bases les plus larges.

L'un des traits les plus caractéristiques de cette loi est

(1) *Factories and Workshops. Report of the Chief Inspector, 1891*, p. 13.

l'attribution à l'administration centrale (ministre secrétaire d'État pour l'Intérieur) d'un pouvoir réglementaire très étendu, qu'il ne peut exercer toutefois qu'en consultant les intéressés, et sous le contrôle du Parlement (art. 79 à 86 de l'Act). C'est là une étape marquante que l'Angleterre, pays type de la liberté, n'a pas craint de franchir la première.

Cette remarque faite, nous ne retiendrons de l'Acte de 1901 que les dispositions qui visent directement la journée du samedi et qui sont contenues dans la deuxième partie de l'Acte, celle qui a trait aux heures de travail et aux congés.

La question du demi congé du samedi donna lieu, au cours de la discussion devant la Chambre des Communes, et à propos du textile, à un débat intéressant. La grande commission, chargée d'étudier et de rapporter le projet du gouvernement, avait, par voie d'amendement, proposé que : *la fermeture des usines du textile eût lieu le samedi à midi au lieu de une heure.*

Un débat s'institua autour de cet amendement (1) : les députés des districts cotonniers étaient tout désignés pour y prendre part.

Le premier orateur, M. Harwood, élu de Bolton (Lancashire) vint exposer à la Chambre les raisons qui avaient poussé la grande commission dont il faisait partie, à demander l'insertion dans le texte de cette modification. D'après lui, la proposition qui devait atteindre, si elle était votée, près d'un million et demi d'ouvriers, et réduire le travail du textile à cinquante-six heures et demie par

(1) Chambre des Communes. *Parliamentary debates*. Session 1901. Vol. 199. Séance du 12 août 1901. p. 514 et suivantes.

semaine, se justifiait aisément par les considérations suivantes : le textile qui, au point de vue de la durée du travail, était resté depuis 1874 dans le *statu quo*, avait vu par contre s'accroître l'intensité de son labeur et sa productivité, les machines à surveiller étant pour chacun plus nombreuses, et animées d'une plus grande vitesse. Or, pendant ce quart de siècle d'autres industries avaient amélioré la condition de leurs travailleurs ; c'est ainsi que les mécaniciens, par exemple, avaient vu leur travail hebdomadaire réduit de cinquante-six à cinquante-trois heures. L'honorable représentant de Bolton parlait en faveur des enfants, des adolescents et des femmes du textile, qu'on ne devait pas, disait-il, laisser abandonnés à leur propre faiblesse, alors que les hommes, sachant et pouvant s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, s'étaient fait ailleurs octroyer des satisfactions importantes.

Ces considérations de justice étant développées, M. Harwood abordait les difficultés créées par la situation présente : « Que se passe-t-il à l'heure actuelle dans de nombreuses villes ? La masse des hommes adultes et des garçons travaille dans les ateliers ou fabriques où se font tous les travaux touchant à la mécanique, tandis que les femmes et les filles sont employées dans les usines. Or tous les ateliers de mécaniciens, dans le Lancashire, ferment à midi le samedi : les ouvriers l'ont exigé et obtenu depuis longtemps. On peut facilement s'imaginer les inconvénients qui résultent de cette dualité de régimes. Tandis que hommes et garçons rentrent chez eux à midi, les femmes et les filles ne regagnent leur logis qu'à une heure. Ainsi le déjeuner ne peut être pris en commun et la vie de famille est troublée un jour par semaine. D'un autre côté, le samedi, dans les usines, le temps de travail ininterrompu

est plus long ; si l'on songe qu'à cela s'ajoute le nettoyage, on s'aperçoit que les femmes peinent davantage au dehors le jour même où leur travail domestique est la plus considérable. » Dans le domaine de l'intérêt économique national, l'expérience était rassurante : elle garantissait qu'il ne se produirait nulle diminution dans la capacité de production de l'industrie anglaise, que sa prospérité et sa supériorité mettaient d'ailleurs à l'abri de la concurrence étrangère. Au surplus, parlant au nom des ouvriers, M. Harwood affirmait qu'ils étaient prêts, pour le cas où la réduction d'une heure projetée amènerait une perte quelconque pour la production, à abandonner, pour combler cette perte, une partie correspondante de leurs salaires. « Il y a là, terminait M. Harwood, une question domestique de la plus haute importance. Elle intéresse en même temps la constitution physique du peuple, condition particulièrement désavantageuse dans les districts cotonniers. Enfin, si l'industrie du coton manque de jeunes garçons, c'est que ceux-ci s'en éloignent, pour se porter vers la métallurgie qui leur offre une situation plus favorable. Je n'hésite donc pas à demander au Secrétaire d'État à l'Intérieur de s'associer à la proposition de la commission : loin de porter aucun préjudice à l'industrie, elle serait un bienfait pour des milliers de travailleurs. »

Également député du Lancashire, M. James Kenyon s'associait aux conclusions de M. Harwood, mais faisait remarquer en outre que non seulement les mécaniciens, mais encore les industries nombreuses du bâtiment, cessaient le travail à midi le samedi. Il ajoutait enfin que la fermeture à midi des usines du textile, très heureuse pour la santé des bénéficiaires, aurait aussi l'avantage d'assurer la réalité du demi-congé : l'heure supplémentaire accordée

serait surtout appréciée l'hiver, durant lequel la sortie actuelle ne laissait guère aux ouvriers que deux heures de liberté avant la nuit, temps notoirement insuffisant pour permettre aux ménagères de mener à bien leurs diverses besognes. Comme l'orateur précédent, M. Kenyon était convaincu que la prospérité de l'industrie n'était pas en jeu.

Les manufacturiers firent, il est vrai, entendre leur voix : le colonel Pillington, représentant la ville de Newton (Lancashire) se fit leur porte-paroles. D'après lui, il convenait de laisser aux parties toute latitude pour s'entendre entre elles, mais de ne pas faire ici intervenir la loi. Il fallait prévoir les temps de crise, et avoir un système dont l'élasticité permit de traverser sans encombre les moments difficiles. Il montrait l'horizon assombri d'un nuage redoutable : l'étranger menaçant la suprématie de l'industrie nationale.

Le secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Ritchie, vint à son tour faire connaître l'opinion du gouvernement. Il contesta nettement l'urgence de la mesure réclamée : « Certains passe-temps du samedi, dit-il, sont très populaires dans le Lancashire et le Yorkshire. Il s'agit ici d'un arrêt de football (*football stop*). C'est bien plutôt sur ce terrain que sur celui du travail excessif des femmes que l'on se place pour demander le changement. Mais c'est là une question qui n'intéresse que le Lancashire et une partie du Yorkshire, non le pays tout entier. Pourquoi ces deux comtés n'établiraient-ils pas à l'amiable le régime qui leur convient ? Certaines usines n'ont-elles pas déjà pris l'habitude de fermer leurs portes le samedi à midi ? Il me semble qu'il y a plutôt là matière à entente volontaire et libre, qu'à intervention législative. » Et le ministre concluait au

rejet de l'amendement et au rétablissement du texte primitif. Il ne fut pas suivi, et par 163 voix contre 141 l'amendement fut adopté.

L'acte du 17 août 1901 porte, en définitive, sur la durée du travail, les dispositions suivantes, relatives au samedi :

Dans les fabriques de tissus :

« La journée de travail des adolescents et des femmes commence le samedi à six ou sept heures du matin. Quand elle commence à six heures du matin, elle finit :

a) S'il est accordé une heure au moins pour les repas, à midi pour le travail de fabrication, et à midi et demie pour quelque occupation que ce soit.

b) S'il est accordé moins d'une heure pour les repas, à onze heures et demie du matin pour le travail de fabrication, et à midi pour quelque occupation que ce soit.

Si la journée, le samedi, commence à sept heures du matin, elle finit à une heure pour le travail de fabrication, et à une heure et demie pour quelque occupation que ce soit. »

Quant aux enfants, le système de l'option laissée à l'industriel entre le demi-temps et le travail un jour sur deux continue pour eux à fonctionner. Mais, le samedi, leur journée de travail commence et finit aux mêmes heures que celle des adolescents. De plus, les enfants ne doivent travailler ni deux samedis de suite, ni les samedis des semaines où ils auront travaillé les autres jours plus de cinq heures et demie de suite.

Dans les fabriques non textiles et les ateliers :

« Le samedi, la journée, hors les cas spécialement exceptés par la présente loi, commence à six, sept ou huit

heures du matin pour finir à deux, trois ou quatre heures du soir. La journée des enfants finit, le samedi, à deux heures après-midi. »

Il y avait ici un léger recul sur la loi de 1878.

Travail à domicile :

L'acte de 1901 lui consacrait toute sa sixième partie. Que devait-on entendre par travail à domicile? L'article 113 répondait :

Article 115 : « Les expressions fabrique domestique et atelier domestique désignent les maisons particulières, pièces ou locaux qui, bien que servant d'habitation, sont, à raison du travail qui s'y exécute, des fabriques ou des ateliers, selon le cas, au sens de la présente loi, et où ni la vapeur, ni l'eau, ni aucune autre force mécanique n'est employée pour les manipulations qui s'y pratiquent, et où travaillent exclusivement les membres d'une même famille y habitant. »

Comme on le voit, l'ingérence dans la vie familiale, au sein du home, admise en 1878, se trouvait, après expérience faite, maintenue et précisée. L'intervention ici restait d'ailleurs beaucoup plus libérale que pour les usines. Il était dit :

Article 111 : « L'application de la présente loi aux fabriques et aux ateliers domestiques a lieu sous les conditions ci-dessous :

1) Les règles relatives aux heures de travail des femmes, adolescents et enfants ne leur sont pas applicables, et sont remplacées par les suivantes :

a) Les adolescents ou enfants ne peuvent y travailler que pendant le temps ci-après fixé ;

b) La journée de travail des adolescents, excepté le

samedi, commence à six heures du matin pour finir à neuf heures du soir, *et le samedi, elle commence à six heures du matin pour finir à quatre heures après-midi.*

.

d) La journée de travail des enfants ou commence à six heures du matin pour finir à une heure après-midi, ou commence à une heure après-midi pour finir à huit heures du soir, *et le samedi à quatre heures après-midi.* »

Enfin, la loi de 1904 qui, voulant assurer à l'enfant des fabriques et ateliers une instruction suffisante, lui imposait, dans les intervalles de son travail industriel, la fréquentation d'une école, faisait cependant une exception en faveur du samedi :

« L'enfant n'est pas obligé par la présente loi de suivre l'école le samedi ni les jours de congé ou de demi-congé fixés en vertu de la présente loi, pour la fabrique ou l'atelier où il travaille. »

L'ensemble de cette législation protectrice du travail, apportant aux uns, assurant d'une manière définitive aux autres le demi-congé du samedi, en a fait profiter, au résumé, une masse de travailleurs qui se chiffre par plusieurs millions : c'est d'abord l'énorme population des manufactures textiles qui jouit ainsi complètement de sa liberté pendant la demi-journée du samedi ; les hommes adultes eux-mêmes, non régis par les textes, et souvent employés au rangement et au nettoyage des lieux de travail, mènent rapidement à bien cette besogne hygiénique, et suivent de près le personnel protégé. Dans les manufactures non textiles et les ateliers, l'ensemble des ouvriers quitte la besogne le samedi à deux, trois ou quatre heures de l'après-midi, suivant l'heure à laquelle on a commencé

dans la matinée ; la journée des enfants finit obligatoirement à deux heures de l'après-midi. Quant au travail à domicile (fabriques et ateliers domestiques), il doit se terminer, pour les adolescents et les enfants, à quatre heures de l'après-midi. On a voulu laisser à la femme, chez elle, la libre disposition de l'emploi de son temps.

Tout permet de supposer que le législateur, engagé dans cette voie, ira plus loin encore. Des amendements sont de temps en temps déposés en ce sens à la Chambre des Communes. C'est ainsi, qu'au cours de la session de 1907, le 4 juin, M. Jowett déposait un projet de loi tendant à interdire le travail, *du samedi midi au lundi matin six heures*, dans les filatures de coton, de laine, fabriques de fil peigné, de toile, filatures de chanvre soie et jute, fabrique de papiers, blanchisseries et teintureries.

Il est à peu près certain, d'autre part, que pour les manufactures non textiles et les ateliers, un effort plus grand sera fait, qui prescrira la fermeture plus tôt.

Mais ce serait une grave erreur de croire que le domaine de la coutume se contente d'être celui que la loi régit : il est beaucoup plus vaste.

Le bâtiment, par exemple, et les nombreuses industries qui s'y rattachent, finissent pour la plupart, leur journée à midi ou à une heure le samedi.

Les mines, qui jouissent pourtant de journées particulièrement courtes, ont aussi le demi-congé du samedi. Or la Grande-Bretagne est le pays d'Europe qui extrait le plus de charbon, et compte le plus grand nombre d'ouvriers employés dans les exploitations houillères. La journée du travail, dans les mines anglaises, a toujours été brève, et cela de très bonne heure à tel point

que, si nous en croyons Arthur Young (1), les mineurs du Yorkshire pouvaient, en 1778, en dehors de leurs occupations dans la mine, trouver le temps nécessaire pour cultiver quelques acres de terre. Après une période, au commencement du dix-neuvième siècle, où la situation des mineurs se trouva plus dure, on revint, avec d'excellents résultats, aux anciens usages. Bien plus, on prit l'habitude, dans la plupart des districts miniers, de réduire les heures de travail d'un ou deux jours de la semaine, et même, dans quelques-uns, de faire du samedi un jour de chômage complet dans toutes les houillères. Cette habitude est tellement passée dans les mœurs que, lorsqu'en 1907 on procéda à une enquête pour s'assurer, avant le vote de la loi des huit heures, des conditions présentes du travail dans les mines, le secrétaire de la commission d'enquête, M. A. Delmer, ingénieur des mines, envisageant dans son rapport quelle répercussion pourrait avoir sur les jours courts, la loi qui établirait la journée de huit heures, s'exprimait de la sorte (2) : « Les jours de chômage complet ne pourront guère être supprimés. Nous considérons que là où le samedi, soit de chaque semaine, soit de chaque quinzaine, ou bien tout autre jour, est habituellement regardé comme un jour de chômage complet, il y a très peu de chance d'en faire un jour de travail. C'est pourquoi nous faisons abstraction de ces jours. Les jours où la durée du travail est actuellement réduite, pourraient, dans une certaine mesure, être supprimés et

(1) Arthur Young, *Tour in North of England*, II, 262.

(2) A. Delmer. *Enquête anglaise sur la journée de huit heures dans les mines*, 1907. Bibliothèque de la Chambre de Commerce de Paris.

compenser partiellement les effets de la loi. Cependant, comme nous l'avons déjà fait observer, les jours où le travail est réduit, et qui ne sont pas des samedis, le travail atteint à peu près huit heures : il y a donc peu de chose à gagner. Quant aux samedis, où les heures de travail sont actuellement inférieures à huit heures, nous pensons qu'il serait extrêmement difficile d'en augmenter les heures. Le chômage complet ou partiel du samedi est, chez les mineurs, une habitude à laquelle tous les ouvriers, spécialement les jeunes gens et les garçons, tiennent beaucoup... » Nul ne songerait d'ailleurs à s'étonner que les mineurs, dont le travail est si dur et si pénible, se soient particulièrement attachés au chômage du samedi : il permet à ces reclus de la terre de venir un moment prendre, sous le soleil, les distractions dont tout homme a besoin, et qu'ils ne sauraient goûter le dimanche.

C'est donc, au résumé, la grande majorité de l'énorme population ouvrière de l'industrie anglaise qui voit sa semaine de labeur se terminer de bonne heure le samedi. Une fois échappée à l'atmosphère poussiéreuse et malsaine de l'atelier, ou aux ténèbres de la mine, loin du bruit des machines et de la fièvre de l'usine, que va-t-elle faire de son temps ?

**§ 3. — Emploi de l'après-midi du samedi par les travailleurs.
Habitudes nées à leur tour de cette liberté.**

Après avoir montré l'importance de la coutume, il convient maintenant de se demander quels usages on en fait, quels bénéfices on en retire.

Primitivement créée pour permettre à la femme de

donner les soins nécessaires à son ménage et à sa famille, pour lutter aussi contre les dangers que faisait courir à sa santé et à celle de l'adolescent et de l'enfant, la vie dans les manufactures, la liberté du samedi, en s'étendant à l'homme préparait à celui-ci des loisirs, dont il lui fallait chercher l'emploi : ajoutons tout de suite que cet emploi fut trouvé aisément. Et nous ne saurions mieux faire que de rapporter ici les observations relatées en 1891 déjà, par l'Inspection du Travail, au sujet des mœurs nouvelles des classes laborieuses. Un inspecteur, M. Lewis, fait, à propos d'un district particulier, celui de Swansea, soumis à sa surveillance, des constatations d'un ordre évidemment général. Il s'exprime ainsi : « Un signe caractéristique du temps présent, fait pour frapper, mais non pour déplaire, est la façon assurément beaucoup plus large, dont les travailleurs se livrent aujourd'hui aux voyages et se donnent de salutaires distractions. Durant les mois d'été, ce sont les excursions par chemin de fer, par route ou par eau, qui dominant et jouissent de facilités de plus en plus grandes. L'hiver, le football compte des milliers de fervents, sortis des rangs du peuple, qui accompagnent, pendant toute la saison, leurs champions favoris sur les différents terrains de lutte, et suivent leur fortune avec un enthousiasme sans bornes. En fait, et d'une façon générale, il y a évidemment dans ce district, une tendance croissante, de la part de « Jack », à entremêler, dans son travail, une part nécessaire de plaisir. Ce changement dans les habitudes des classes industrielles dépasse l'entendement de quelques employeurs, qui se souviennent encore du temps où le mineur ou le forgeron qui, avec les siens, allait chaque semaine prendre, au bord de la mer, une journée de repos, était regardé par ses compagnons comme

coupable d'un crime presque aussi énorme que celui qui aurait consisté à dérober un mouton au bèlant troupeau de la colline voisine (1). »

La tendance des ouvriers à vouloir, eux aussi quelques loisirs, signalée déjà il y a vingt ans, n'a fait que se développer depuis lors, et les employeurs ont reconnu eux-mêmes qu'il était inutile d'essayer de barrer la route à ce courant irrésistible. Les travailleurs, c'est certain, se sont aujourd'hui affranchis en grande partie du servage qui les a pendant un temps opprimés et tenus, sans répit, attachés à leur labeur. Ils éprouvent partout un besoin de liberté de plus en plus grand, mais ils font de cette liberté un usage qui varie beaucoup, et est intimement lié avec les aptitudes de leur race et les aspirations de leur tempérament.

L'Anglais a une psychologie spéciale : homme d'action et d'énergie, ami avant tout des réalisations, confiant dans la force bien plus encore que dans le droit, il était tout naturellement appelé à se passionner pour les sports, où l'énergie et l'endurance ont particulièrement l'occasion de se déployer, et qui contribuent puissamment à fortifier la race. Aussi les sports tiennent-ils effectivement une place importante dans sa vie. Jeunes hommes, célibataires, hommes mariés même, font, en grand nombre, partie d'associations et de clubs qui s'adonnent les uns au football, d'autres au cricket et au golf. Ceux qui n'entrent pas dans les clubs y ont au moins des amis. Et chacun s'intéresse au succès de tel ou tel camp. Le dimanche

(1) *Factories and Workshops. Report of the Chief Inspector to her Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department. 1891. Report of the Inspector, M. Lewis (District of Swansea) : Customs of the working classes (South wales), pages 29 et 30.*

devant être consacré au recueillement familial, on a pris l'habitude de disputer les grands matches le samedi après-midi. Il faut voir alors l'empressement que mettent à se rendre aux terrains de jeux les ouvriers qui disposent de leur après-midi ; une foule énorme suit avec passion les péripéties de la lutte. Ces matches sont tellement suivis qu'il serait à peu près impossible de retenir les employés ou ouvriers à l'usine les jours de championnats. C'est là en somme l'occasion d'une promenade en plein air qui ne peut être que favorable à la santé de spectateurs obligés, les autres jours, de respirer les miasmes de l'usine ou de l'atelier.

Mais il y a les jours de mauvais temps, de brouillard ou de pluie, peu propices aux distractions de ce genre. Aussi s'en trouve-t-il d'autres. Les théâtres, les music-halls donnent, le samedi après-midi, des matinées où l'ouvrier, qui en a le moyen, pourra de temps en temps conduire sa famille. Le Palais de Cristal, à Londres, organise ainsi généralement *Something special on* (quelque attraction spéciale) le samedi. Tous les lieux de plaisir, en somme, tiennent compte de l'usage établi, et, obligés le dimanche de fermer leurs portes, ils profitent le samedi de la liberté générale.

L'été, le peuple trouve encore d'autres passe-temps. Ceux qui ont la bonne fortune d'habiter aux environs de la ville, et d'avoir un petit jardin, occupent leur après-midi du samedi à le cultiver, à l'orner de fleurs.

D'autres prennent en foule les nombreux trains de plaisir, fonctionnant à leur intention, qui les emmènent passer trente-six heures à la campagne ou respirer l'air au bord de la mer.

Voilà pour les distractions. Mais il ne faudrait pas croire

que l'après-midi du samedi leur est entièrement consacré. Les occupations sérieuses ne perdent pas leurs droits ce jour là. Le citoyen donne volontiers quelques instants à sa patrie peu exigeante : c'est le samedi qu'ont lieu les exercices militaires des *Volunteers* (aujourd'hui les territoriaux). Les clubs, les meetings politiques, l'examen des questions professionnelles, au sein des syndicats, attirent encore bon nombre des chômeurs. Hommes et garçons trouvent donc facilement à occuper leur après-midi.

Et les femmes ? Pour elles, la question ne se pose même pas. Leur ménage les appelle, les soins multiples qu'elles ont à donner au foyer familial, ont vite fait couler les heures. La mère et les filles s'emploient activement à faire régner la plus grande propreté dans le home, refuge sacré de l'Anglais, et se livrent aux travaux de couture nécessaires. On fait aussi les emplettes dans le voisinage : par suite, le samedi soir, dans les quartiers ouvriers, on remarque une activité fébrile, et le petit commerce, surtout celui de l'alimentation, fait des affaires d'or.

Ainsi préparé, le dimanche peut être un repos complet, goûté au sein de la famille dans le confort du home : il fait succéder, à l'animation accoutumée de la rue, un calme et un silence qui surprennent l'étranger.

CHAPITRE II

ÉTATS-UNIS

- § 1^{er}. — L'Amérique industrielle ; situation particulière. — Le repos du samedi après-midi : ses raisons d'être ; son caractère : extension actuelle.
- § 2. — Œuvre législative.

§ 1^{er} **La grande industrie. — Le repos du samedi après-midi.**
Ses raisons d'être. — Son extension actuelle.

Les États-Unis sont, après l'Angleterre, le pays où, en l'état actuel, le repos du samedi après-midi est incontestablement le plus répandu. Comment s'y est-il donc implanté et développé, quelles sont les raisons qui l'ont fait admettre ? Voilà les questions qui se posent d'abord, et auxquelles on ne saurait répondre sans donner au préalable quelques indications sur les conditions dans lesquelles le machinisme, sous la forme du *Factory System* ou régime des usines, vint donner à l'industrie américaine naissante l'impulsion décisive qui la porta au premier rang des industries mondiales.

L'industrie des États-Unis se trouvait, lorsqu'apparut le machinisme, dans une situation très particulière. Le problème du travail se posait pour elle ; au commencement du dix-neuvième siècle, d'une tout autre façon que partout ailleurs. Un immense territoire se trouvait mis à la

disposition d'une population encore clairsemée : la facilité avec laquelle tout homme pouvait, par suite, devenir libre possesseur d'une parcelle du sol, et les chances de gain énormes qui s'attachaient à la culture de la terre, accaparaient le travail masculin, et rendaient par là difficile aux manufactures, qui de tous côtés s'élevaient, le recrutement de la main d'œuvre.

Le phénomène inverse s'était produit en Angleterre, à l'avènement du régime manufacturier : l'industrie anglaise du vêtement, sous toutes ses formes, par exemple, avait pris, dans ce pays bien peuplé, une grande extension avant même la révolution industrielle ; lorsque vint le *factory system*, il eut pour effet de créer une classe désaffectée de travailleurs sans emploi, jaloux des machines nouvelles que pouvaient aisément conduire les femmes et les enfants, et qui les privaient par conséquent de leur travail.

Aux Etats-Unis au contraire, la main d'œuvre masculine étant notoirement insuffisante, l'accès très large des femmes et des enfants dans les filatures (l'industrie du coton prit la première et très vite une énorme extension) fut considéré comme une nécessité et un bienfait. On évitait ainsi d'enlever à la terre, vierge encore et d'une grande fertilité, les bras dont elle avait besoin, et l'on donnait à l'élément féminin de la population le moyen de fournir un travail plus productif et mieux rémunéré que celui qu'il accomplissait autrefois, au foyer domestique.

Les idées économiques qui dominaient aux Etats-Unis voulaient le complet développement des ressources de la nouvelle république, afin de lui donner rapidement l'autonomie économique. On s'efforçait donc de formuler une politique qui permît à l'Amérique de tirer, non seulement de son territoire, mais encore de sa population, l'utilité

maxima. Voilà pourquoi Hamilton, dans son fameux. « Rapport sur les manufactures » arguait qu'un des plus grands avantages tirés par le pays de l'établissement des manufactures était précisément « l'emploi de personnes qui autrement seraient restées dans l'oisiveté. » « En général, disait-il, les femmes et les enfants sont, par le « factory system » rendus plus utiles à la nation. » Il affirmait enfin que « le chef de famille trouverait une nouvelle source de profits et une aide sérieuse dans l'activité plus grande de sa femme et de ses filles, invitées au travail par les demandes tentantes des usines voisines. » Certains allaient jusqu'à prétendre « que les femmes étaient préservées du vice par le seul fait de leur emploi, qui les tirait de l'indigence, et leur permettait de pourvoir largement aux besoins de leur existence. » (M. Carey). Aussi, durant la période qui suivit la guerre de 1812, quand le « tarif » fut, pour un temps, le plus gros sujet de discussion politique, et mit aux prises les intérêts des Etats du nord avec ceux des Etats du Sud, déjà antagonistes, le fait que les femmes formaient la majeure partie du personnel employé par les manufactures récemment créées, fournit au filateurs du Nord un très sérieux argument protectionniste :

Protégez-nous, disaient-ils, contre l'importation étrangère, car laisser atteindre les intérêts manufacturiers serait rejeter des centaines de pauvres femmes à la charge de la communauté.

Ainsi donc, les femmes affluaient aux usines, à tel point qu'elles arrivaient, aux environs de 1830, à former 85 à 90 0/0 du contingent total des personnes employées, proportion beaucoup plus forte qu'en Angleterre même. Ces femmes avaient, pour la plupart, de seize à vingt-cinq ans, beaucoup étaient mariées.

L'accueil enthousiaste fait d'abord à la main d'œuvre féminine ne devait pas cependant empêcher les abus et les dangers qui en découlèrent, d'apparaître bientôt aux yeux les moins clairvoyants ou les moins disposés à s'ouvrir.

Les conditions du travail, dans les fabriques de coton de la première moitié du dix-neuvième siècle, étaient fâcheuses à bien des points de vue : mal construites, étroites, chauffées par de mauvais poêles, mal éclairées et mal aérées; les usines n'offraient aux travailleurs ni l'hygiène, ni même la sécurité. Ces inconvénients étaient encore aggravés par la longueur des séjours faits par les ouvriers dans ces locaux malsains : la journée de labeur était exagérément prolongée, allant parfois de cinq heures du matin à sept heures du soir, approchant, dans tous les cas, d'une moyenne de treize heures, jusque vers 1850. Encore faut-il ajouter que les heures supplémentaires n'étaient pas rares, et que les lampes fumaient souvent dans l'atelier jusqu'à neuf et dix heures du soir. On proclamait d'ailleurs, pour se justifier, que ces veillées étaient volontaires : et il faut reconnaître en effet que quelques jeunes filles, dont l'unique objectif était de gagner une certaine somme d'argent, puis de quitter la manufacture, préféraient travailler davantage pour atteindre plus rapidement leur but. Il n'en est pas moins vrai que ces journées excessives altéraient visiblement la santé des ouvrières. Mais leur temps de service était, en général, trop court pour permettre, à celles mêmes qui supportaient à contre-cœur cet état de choses, d'entamer contre lui une lutte efficace : on se souciait assez peu d'amener une réaction, qui n'aurait vraisemblablement profité qu'aux successeurs.

Les conditions industrielles cependant vinrent à changer.

Une immigration considérable jeta sur le marché américain des centaines de milliers de bras en quête d'occupation. D'autre part, les progrès accomplis par le machinisme, l'invention du *self acting*, donnant à l'ouvrier plus de métiers à surveiller, et animant ces métiers d'une vitesse toujours croissante, exigèrent une vigueur et une énergie qui, dans certains cas, n'étaient plus compatibles avec le travail féminin. Ces deux causes modifièrent sensiblement la composition du personnel des usines. Elles furent d'abord le point de départ d'un mouvement régressif de la main d'œuvre féminine, mouvement qui s'accéléra depuis 1870 : après avoir fourni, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, environ des deux tiers aux trois quarts, dans quelques districts même les neuf dixièmes de la population manufacturière, les femmes, bien que leur chiffre absolu n'ait cessé de croître, par l'effet du développement énorme de l'industrie, sont aujourd'hui légèrement dépassées en nombre par les hommes, et la tendance est de plus en plus à l'emploi de ces derniers. L'autre effet produit fut non moins important : l'industrie eut largement recours aux émigrants, Canadiens, Français et Irlandais d'abord, d'autres ensuite, pour recruter la formidable armée de ses travailleurs.

Dès lors, ce corps des travailleurs devint permanent : c'était non plus quelques années, mais une vie entière que l'on allait consacrer au métier que l'on avait choisi. Cette stabilité était un élément de force, elle permettait d'entreprendre avec confiance, dans l'intérêt commun, des campagnes persévérantes pour l'amélioration du sort de tous. Ainsi naquit le mouvement en faveur de l'abréviation de la journée de travail. Il trouva bientôt une aide puissante dans l'action du trade-unionisme, qui avait pris lentement racine

du jour où la classe ouvrière s'était persuadée qu'il lui fallait s'organiser pour défendre ses droits.

Les longues journées avaient été reconnues désastreuses pour la santé. Les femmes en souffraient tout particulièrement, et elles étaient fort nombreuses aux usines. Continuellement enfermées dans des locaux sans air, l'anémie, la chlorose, des accidents plus graves encore, les guettaient. Les femmes mariées, si longtemps retenues au dehors, laissaient en désordre le foyer conjugal, l'union des époux s'en ressentait, la moralité des maris en était atteinte : les hommes, en effet, dans ces ménages allant à la dérive, perdaient souvent leurs habitudes de sobriété et de sage économie. Les enfants n'étaient pas mieux partagés dans cet état de choses anormal.

Il y avait urgence à réagir, car le paupérisme menaçant pouvait porter sérieusement atteinte à la prospérité de l'industrie, qui en plein développement, commençait à entrevoir ses hautes destinées. Cette heureuse fortune de l'industrie, qui aurait dû, semble-t-il, constituer une circonstance éminemment favorable à la juste cause des ouvriers, n'empêcha pas cependant le patronat américain, peu porté au sentimentalisme, et hypnotisé par le dollar, d'opposer une vive résistance aux premières demandes qui lui furent faites dans le but de renfermer, dans des limites plus raisonnables, la durée de la journée de travail.

Heureusement pour le travailleur américain, il avait su constituer des Unions, avec la force desquelles il fallut de bonne heure compter, et qui lui valurent la plupart de ces succès.

Dès avant 1850, ces Trade-Unions commençaient à se faire les porte-parole de la classe ouvrière, et entreprenaient une vigoureuse campagne en faveur de la

journée de dix heures (*ten hours' day*). Les premières tentatives rencontrèrent une résistance acharnée et victorieuse. Les ouvriers cependant obtenaient, ça et là, des satisfactions que leur consentaient quelques patrons moins entêtés ou plus clairvoyants. Et les Unions grandissaient : bien longtemps même avant d'atteindre la puissance de l'actuelle Fédération Américaine du Travail, qui groupe sous ses bannières trois millions de syndiqués, elles se trouvaient en mesure d'imposer, dans les contrats, l'insertion de certaines clauses favorables à leurs membres, et indirectement à l'ensemble des travailleurs de la profession.

Ainsi la durée de la journée de labeur diminuait peu à peu. On voulut alors faire davantage, et, à l'instar des Anglais, qui s'en trouvaient bien, écourter la journée du samedi pour rendre plus tôt la femme à ses occupations naturelles, celles qui ont trait à son ménage.

Les considérations confessionnelles, et la nécessité de consacrer intégralement le dimanche aux pratiques pieuses, qui jouèrent, en Angleterre, un si grand rôle pour donner aux ouvriers le *Saturday half-holiday*, n'eurent certainement pas, aux États-Unis, la même influence. La voix de la religion a été de bonne heure étouffée là-bas par le fracas des machines, et l'indifférence, en matière religieuse, est tôt devenue à peu près générale dans ce pays, où tant d'aventuriers de toutes les races se sont précipités à la conquête de la fortune. Mais on avait entrevu les heureux effets que pourrait avoir le repos du samedi après-midi ; les relations commerciales et industrielles qui mettaient en rapports constants la Grande-Bretagne et l'Amérique, permettaient à cette dernière de se rendre compte des excellentes conditions dans lesquelles cette

coutume fonctionnait chez sa rivale; sans doute aussi des émigrants anglais ou irlandais étaient-ils venus chez elle en vanter les bienfaits. Elle fut donc amenée à voir, dans le congé partiel du samedi, un utile remède aux abus du *Factory System*, et chercha par suite à l'adopter.

Naturellement, les employeurs tentèrent d'abord de repousser la mesure que l'on sollicitait d'eux. Mais leurs ouvriers insistant, la résistance se fit moins vive, quelques patrons cédèrent, et les premiers résultats obtenus s'étendirent de proche en proche. On prit l'habitude, qui devint générale, de fixer par semaine le total des heures de travail, laissant aux parties la plus grande latitude pour s'entendre afin de donner, dans la répartition, une moindre part au samedi. On profita de cette faculté, dans une mesure très variable d'ailleurs. Mais le nouveau régime, préconisé en faveur des femmes, s'appliquait bientôt, grâce aux Unions, à tous les ouvriers d'une même entreprise. L'accueil fait à la nouvelle coutume par le prolétariat américain fut si chaleureux qu'elle s'implanta définitivement, en étendant son domaine. La prospérité de l'industrie n'en étant, d'autre part, nullement affectée, le patronat finit par comprendre et par admettre que les machines humaines ont tout autant que les autres besoin d'attention, de repos, et que de meilleures conditions de vie sont, en définitive, susceptibles de donner à la main-d'œuvre une valeur de rendement supérieure.

Aujourd'hui, le demi-congé du samedi est devenu, pour les États-Unis, une coutume nationale, très généralement pratiquée par l'industrie dans son ensemble.

Il serait très difficile de suivre pas à pas cette institution et de la fixer par des chiffres. Ce que l'on peut dire, c'est qu'à mesure que le total hebdomadaire des heures de tra-

vail était réduit, et que la lutte pour les dix heures faisait place à la revendication des neuf heures, puis à celle des huit heures, que réussissaient à obtenir nombre de corporations du bâtiment par exemple, la journée du samedi se voyait, dans une proportion correspondante, progressivement abrégée. Des enquêtes officielles, faites par le Bureau du Travail, nous renseignent à ce sujet.

Sans remonter à une époque trop reculée, où la journée du samedi, plus courte cependant que les autres, n'avait pas encore nettement acquis le caractère d'un demi-congé, voyons quelle était la situation en 1890. Cette année-là, le Bureau de statistique de l'État de New-York s'était spécialement préoccupé de rechercher, au moyen d'une enquête, dans quelle mesure était appliqué le repos de l'après-midi du samedi. Parmi les syndicats consultés, 96 avaient répondu qu'ils avaient la demi-journée du samedi, 404 qu'ils ne l'avaient pas, 94 s'étaient abstenus de répondre (1). A cette époque, la coutume avait déjà, on le sait, une réelle vitalité.

L'année suivante, en 1891, dans un rapport qu'en sa qualité de consul général de France à New York, il adressait à notre ministre des affaires étrangères, le vicomte d'Abzac était amené à en souligner l'importance : « L'interdiction du travail du dimanche et des jours fériés légaux, disait-il, est absolue. De plus, le samedi est un jour de demi-congé, les établissements publics ferment à midi ; la loi de 1875, chapitre 289, amendée par la loi de 1881, chapitre 30, déclare nulles toutes les opérations de banques faites le samedi après-midi. *En fait, presque tous les employés et les*

(1) *Eight annual report of the Bureau of Labor statistics.* New-York, p. 464 et s.

différents corps de métiers chôment la demi-journée du samedi (1). » Et notre consul tirait cette conclusion : En somme, sous le rapport de la durée du travail, le travailleur américain est plus favorisé que l'ouvrier européen.

Ce qui existait dans l'État de New-York, existait également dans la plupart des autres États de l'Union. L'industrie néanmoins ne jouissait pas encore tout entière du *half-holiday* ; elle s'était laissé longuement distancer même par le commerce et par les banques.

Depuis ce temps, sous l'action des persévérants efforts de la classe ouvrière, et de ses Unions, le repos de l'après-midi du samedi a pris une extension et une importance nouvelles, au grand bénéfice de tous, mais surtout des ouvrières.

Le *Bulletin du Bureau du Travail de Washington* constatait, en mai 1904 les progrès accomplis tout spécialement par les filatures : « La coutume d'accorder une demi-journée de congé le samedi est générale dans les textiles. Toutefois, les enfants font en retour des journées plus longues les autres jours : dix heures trois quarts dans le Rhode Island, onze heures dans la Caroline du Sud. » Il convient à ce propos de remarquer que la journée de travail est, d'une manière générale restée beaucoup plus longue dans les États du Sud que dans les autres : les patrons prétendent en effet qu'il faut, dans le Sud, plus de temps que dans le Nord pour exécuter un même travail, que l'ouvrier y est moins vigoureux, et que l'on doit, pour éviter un arrêt, avoir sous la main plus de monde qu'il n'en faut ailleurs.

(1) *Rapports sur les conditions du travail aux États-Unis*. Transmis au ministre des affaires étrangères par le ministre de la République Française à Washington, 1891.

Aujourd'hui, la situation est la suivante : Dans les industries où la journée de neuf heures, ou même de huit heures, n'a pas remplacé les journées plus longues, on a, par contre, généralisé ou augmenté le demi-congé du samedi. Cette dernière pratique est surtout sensible dans les textiles, les tapis, l'ameublement, la verrerie, la sellerie, la bonneterie, etc., où la journée, du lundi au vendredi, n'a presque pas changé depuis 1890 (c'est-à-dire est restée fixée entre dix heures et dix heures et demie), mais où la durée du travail hebdomadaire a diminué de plusieurs heures.

Voici d'ailleurs, d'après les données du *Bureau du Travail*, dans quelles proportions, en 1903, le demi-congé du samedi était appliqué dans les principales industries américaines :

Dans 100 0/0 des établissements : laines et tapis.

Dans 75 à 90 0/0 des établissements : cotons (88 0/0), machines aratoires (86 0/0).

Dans 50 à 75 0/0 des établissements : chaussures (72 0/0), bonneterie (75 0/0), lithographie (58 0/0), cigarettes (66 0/0) verre (50 0/0).

Dans 25 à 50 0/0 des établissements : Forgerons (42 0/0), voitures et wagons (46 0/0), ameublement (48 0/0), harnais (40 0/0), acier Bessemer (42 0/0), alunage (41 0/0), fonderie (35 0/0), travail de fer brut (32 0/0), bois de charpente (25 0/0), papier (30 0/0), confections (33 0/0), journaux (27 0/0).

Dans moins de 25 0/0 des établissements : cigares (22 0/0), voirie (17 0/0), conserves (14 0/0), livres (5 0/0), travail des pierres (10 0/0), tailleurs (10 0/0), briqueteries (6 0/0).

Par contre la journée du samedi était plus longue dans 8 0/0 des boulangeries, et 5 0/0 des imprimeries de jour-

naux, où l'on prépare le samedi le travail que l'on ne peut exécuter le dimanche (1).

Le *half-holiday* touche donc, plus ou moins, à peu près tous les genres d'industrie. La liberté laissée aux parties de s'entendre à ce sujet fait d'ailleurs que ce repos a une durée des plus variables : se réduisant dans quelques cas, à une demi-heure seulement, il atteint le plus souvent l'après-midi entier. Dans quelques rares industries même, certains établissements ferment complètement le samedi. Il est, dans ces conditions impossible de fixer, même pour l'ensemble d'une seule industrie, le quantum du repos du samedi : il faut se contenter de noter la tendance générale à en faire réellement un demi-jour de congé.

Il n'est pas sans intérêt de mentionner ici les observations faites, en 1904, aux Etats-Unis, par une commission anglaise, dite commission Mosely, qui, composée de spécialistes de tous les principaux métiers, avait été chargée d'aller se renseigner sur place sur les conditions du travail industriel dans le Nouveau-Monde. M. Wilkinson, de l'Union anglaise des tissus des comtés du Nord s'était livré à une enquête complète et approfondie sur les heures de travail des ouvriers du coton, dans les divers états de la confédération. La durée du travail, constatait-il, varie dans les divers Etats, fait qui est dû surtout à ce que chacun d'eux fait ses propres lois. Mais, d'une façon générale, le samedi, le travail cesse à midi, ce qui donne aux ouvriers le repos de tout l'après-midi du samedi. Il ajoutait toutefois : « On m'a cependant donné à entendre qu'il n'y a aucune difficulté pour obtenir des ouvriers des heures supplémentaires,

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*. Janvier 1906, p. 63.

quand il en est besoin (1). » Cette restriction est des plus significatives : elle montre que l'institution a, en Amérique, un caractère de souplesse, mais aussi d'incertitude, qu'elle ignore en Angleterre, où des textes législatifs sont venus fixer la coutume et en déterminer très exactement les limites.

Un autre membre de la commission Mosely, M. Flymm, de l'Union des tailleurs, avait, à la suite de ses investigations, acquis la conviction que la durée du travail, en Amérique, pour les ouvriers des diverses professions de l'industrie du vêtement, était très analogue à celle que pratiquait l'Angleterre. Mais il ajoutait : « Il faut cependant noter que la demi-journée de repos du samedi, à laquelle les ouvriers anglais attachent tant de prix, n'a pas encore été reconnue de façon générale. Le mouvement en faveur de son obtention devient pourtant populaire, et est surtout dû au désir d'assister aux réunions sportives du samedi après-midi, ce qui, en somme, est une autre indication que l'Amérique devient de plus en plus une nation industrielle (2). »

Toutes ces constatations, appuyées sur les rapports officiels plus haut relatés, indiquent suffisamment que le demi-congé du samedi peut être regardé comme une coutume nationale des Etats-Unis, définitivement établie dans la plupart des industries, et sur le point de s'implanter solidement dans les autres. Sans doute manque-t-il à cette coutume une assise certaine, mais, telle qu'elle fonctionne, elle paraît fort appréciée de la classe ouvrière.

(1) Commission Mosely, 1904. Rapport de M. W. H. Wilkinson, de l'Union des tisseurs des comtés du Nord.

(2) Commission Mosely. Rapport de M. T. Flymm, de l'Union des tailleurs, p. 237.

Quel emploi fait-on de cette liberté supplémentaire du samedi? Les femmes la consacrent au ménage : c'est le principal but de l'institution. Quant aux hommes, ils en profitent à la fois pour s'adonner aux sports et pour s'occuper de la vie publique, de la politique, qui les préoccupe fort.

§ 2. — Œuvre législative

La législation du travail est venue très tard aux États-Unis. Jusqu'en 1890, il n'y avait que le Massachusetts qui eût voté (en 1874) une limitation des heures de travail pour les femmes et les enfants. Encore aujourd'hui, un certain nombre des États n'ont pas de réglementation, exception faite pour le repos du dimanche, que les mœurs d'ailleurs avaient partout imposé avant la loi, et qui suspend aussi bien la vie du plaisir que celle du travail. Dans la mesure où elle existe à l'heure actuelle, la législation industrielle américaine est variable et morcelée, car, échappant à la compétence du pouvoir fédéral, elle est réglée au gré de chacun des États.

La constitution Fédérale ne s'oppose-t-elle pas, d'une façon absolue, à l'admission du principe même d'une législation industrielle? Telle est la question qui s'est posée dès l'abord, qui se pose encore en droit, argument de légalité grâce auquel tous les ennemis de la réglementation, notamment et surtout les industriels, ont pu essayer de donner à leur hostilité le masque du désintéressement. Le Bill des Droits, en effet, établit formellement, pour les parties, le droit de régler elles-mêmes les clauses de leurs contrats, et ce droit semble renforcé encore par le quatorzième amendement de la constitution des États-Unis. Si

cette Constitution laisse aux Etats, membres de la Confédération, le soin de veiller sur leurs intérêts sociaux et économiques, et particulièrement sur ceux qui touchent à la santé et à la sécurité publiques, et si elle leur reconnaît un « pouvoir de police » qui leur permet de légiférer quand ces intérêts sont en jeu, du moins prend-elle soin d'instituer un contrôle fédéral, destiné à empêcher ces lois de tomber dans l'arbitraire et de porter atteinte à la liberté ou à la propriété des citoyens Américains.

Bon nombre de lois ont été votées, depuis une trentaine d'années, en vertu du *police power*, par la législature des divers états, et sont venues réglementer notamment la durée du travail.

Ces lois ne sont-elles pas en contradiction avec les principes généraux énoncés dans la Constitution ? c'est aux pouvoirs judiciaires que nous allons demander de nous répondre. Ce sont eux, en effet, qui, aux Etats-Unis, sont institués juges de la constitutionnalité des lois : cela peut paraître assez singulier en France, mais les Américains voient, dans cette puissance du pouvoir judiciaire, un utile contrepoids au pouvoir législatif, et une garantie pour la liberté.

La jurisprudence américaine a donc été plusieurs fois appelée à donner son appréciation. Allait-elle trouver un guide, un point d'appui pour ses jugements, dans une définition exacte et précise de ce « pouvoir de police », source de la législation dont elle avait à vérifier la légalité ? Non, car ce pouvoir n'est pas une quantité fixe, quelque chose d'immuable, pouvant se voir assigner un domaine définitif ; c'est plutôt l'expression de conditions sociales, économiques et politiques, qui varient et se transforment sans cesse : d'où découle la nécessité de lui laisser une certaine

élasticité, et de lui reconnaître la faculté de développement.

Cette incertitude au sujet du contenu du *police power* laissait la jurisprudence dans un embarras, qui aboutit à des décisions d'abord généralement hostiles à la législation du travail, puis contradictoires, enfin ralliées au moins en partie, et sous certaines réserves, à l'esprit nouveau. Quelques exemples illustreront utilement ces différentes attitudes.

En février 1894, un inspecteur de l'Illinois (comté de Cook) avait assigné devant le juge de paix un patron pour contravention à la loi du 17 juin 1893, portant (section 5) « qu'aucune femme ne devait être employée dans une fabrique plus de huit heures par jour et de quarante huit heures par semaine. » Le juge de paix avait prononcé une amende, et la cour criminelle du comté avait, sur appel, confirmé la sentence. Mais la Cour suprême de l'Illinois, à laquelle l'affaire fut déférée, cassa le jugement, par un arrêt du 14 mars 1895, déclarant la section 5 inconstitutionnelle. « Le seul fait » disait l'arrêt « d'appliquer des prescriptions restrictives à une catégorie particulière d'employeurs et d'employés, et non à tous, industriels, commerçants, agriculteurs, suffirait à invalider la loi. Mais en outre c'est une restriction arbitraire au droit fondamental qu'a tout citoyen de disposer de son temps et de ses facultés, une substitution du jugement des législateurs au jugement des employeurs et des employés, qui sont compétents pour contracter entre eux... La faculté de contracter, quand le contrat est raisonnable, est à la fois un droit de liberté et un droit de propriété... La législation n'a pas le droit de priver une classe de personnes des privilèges que possèdent d'autres personnes dans les mêmes conditions. La police a le

pouvoir de veiller à la santé publique, mais la santé publique n'est pas intéressée dans cette question. Comme le sexe n'est, ni par la constitution, ni par la loi, un empêchement à ce que la femme jouisse des droits fondamentaux et inaliénables de liberté et de propriété qui impliquent le droit de faire soi-même ses contrats, le fait seul du sexe ne saurait autoriser la législature à étendre le pouvoir de police de l'état jusqu'à limiter l'exercice de ces droits (1). » Cet arrêt est le type des décisions intransigeantes.

La Cour de Nebraska avait rejeté aussi, en 1894, mais pour des motifs un peu différents, qui semblaient exclure l'hostilité systématique et absolue, une loi de portée plus large, qui prétendait limiter les heures de travail de tous les adultes de l'industrie, sauf pourtant de ceux des industries domestiques et agricoles : la cour avait estimé qu'une telle disparition, à moins qu'elle ne soit, comme lorsqu'il s'agit des femmes, nécessitée par le souci de la santé publique, est inconciliable avec la liberté de la personne, et constitue de plus une mesure d'ordre social et économique échappant au pouvoir législatif ; qu'elle doit enfin être regardée comme inconstitutionnelle, parce que faisant une distinction injustifiable entre les différentes classes de travailleurs, par l'exception, prévue par la loi, et qui privait d'un régime de faveur les personnes attachées aux travaux domestiques et agricoles.

On trouve, sur un même terrain, des décisions tout à fait opposées. C'est ainsi que l'Utah a maintenu, comme ayant un grand caractère sanitaire, la journée de huit heures pour les mineurs, tandis que la Cour suprême du

(1) *Bulletin of the department of Labor*, January 1896, p. 203.

Colorado déclarait inconstitutionnel un semblable statut, même s'il était établi dans l'intérêt de la santé.

En résumé, l'on peut dire que la question de la validité des lois industrielles, et particulièrement de celles qui limitent les heures de travail, n'est pas encore aujourd'hui bien nettement tranchée en droit, la Cour suprême des Etats-Unis n'ayant jamais, à notre connaissance, eu l'occasion de se prononcer d'une manière définitive, et n'ayant même jamais abordé le côté le plus intéressant, parce que le plus difficile, du problème, qui est celui de savoir si la législature a le pouvoir de fixer les heures du travail dans des emplois autres que ceux qui sont susceptibles de nuire à la santé.

Nulle unité de vue, en somme, n'existe dans la jurisprudence, mais la tendance à la validation des lois de sauvegarde sociale s'affirme de plus en plus, et leur rejet devient très rare lorsqu'elles remplissent la double condition : d'intervenir en faveur de la santé publique, et de ne pas favoriser, par un injuste partage, une classe de travailleurs plutôt qu'une autre ayant le même besoin de protection (1).

Depuis longtemps, devant les premières défaites que la jurisprudence infligeait à sa cause, le parti ouvrier a proposé qu'un amendement spécial fût voté à la constitution, afin d'autoriser pleinement la série des lois sur le travail, qui constituent son programme.

Il ne semble pas que ce désir soit sur le point de recevoir satisfaction.

Quoi qu'il en soit, une législation industrielle est née

(1) Voir sur cette question : *The Police Power*, par Ernst Freund. *Constitutional rights and public policy*. Chicago, 1904.

aux États-Unis : ses derniers adversaires ont compris, devant l'énergie des réclamations ouvrières, qu'ils tenteraient en vain de lui barrer la route. Si quelque doute peut encore subsister en droit sur la valeur légale de la réglementation du travail, en fait cette réglementation vit et s'applique ; on est de même de moins en moins tenté de de soulever à son sujet le débat judiciaire.

Mais cette législation, qui s'est développée surtout depuis une quinzaine d'années, est restée, pour se faire accepter, très modeste dans ses exigences, et d'autre part assez large dans ses termes, ce qui laisse la porte ouverte aux dérogations, voire aux abus. La réglementation de la durée du travail, tout particulièrement, n'a pas atteint, en Amérique, ce degré de minutie, doublé d'un contrôle sérieux des pouvoirs publics, qui fait qu'en Angleterre il est fort difficile de se soustraire à l'application de la loi ou de la tourner.

Comme l'Angleterre, l'Amérique s'est bornée à protéger le travail des enfants et des femmes (cette protection n'atteignant même très souvent, parmi les femmes, que les mineures), et laissant, en dehors de sa réglementation, l'homme adulte. Tout au plus trouve-t-on, en faveur de ce dernier, quelques stipulations légales, qui ne s'appliquent qu'aux travaux faits pour le compte de l'État ou des municipalités.

L'État de Massachusetts est le premier des États de l'Union Américaine qui ait imposé une limitation à la durée du travail industriel. Cet État présente d'ailleurs un exemple tout à fait caractéristique, car l'industrie du coton a pris chez lui un tel développement, qu'elle représente à elle seule presque la moitié de la production totale des États-Unis. Dès 1866, le législateur de Massachusetts

avait réglé la durée de la journée des enfants. En 1874, après de longs débats qui lui démontrèrent la nécessité d'intervenir à nouveau, et d'une manière plus complète, il édictait une loi aux termes de laquelle le travail des adolescents de moins de dix-huit ans (l'enfant n'avait accès à l'usine qu'à quatorze ans) et celui des femmes de tout âge, dans les manufactures appartenant à des corporations ou à des particuliers, devait être limité à soixante heures par semaine.

La mesure était hardie, si l'on considère que les industries textiles de cet État étaient exposées à la concurrence non seulement du Lancashire, mais surtout des États voisins, chez lesquels n'existait, à ce moment, absolument aucune restriction des heures de travail. Cependant ni la production, ni les salaires, n'eurent à en souffrir (1). La loi de 1874, en fixant la semaine de travail à soixantes heures au maximum, laissait implicitement la faculté aux parties de s'entendre pour écourter le samedi, en allongeant les autres jours. Elle n'imposait en aucune façon cette mesure, mais elle n'y apportait d'autre part aucune restriction ; de sorte que les employeurs pouvaient, car le personnel protégé (femmes et enfants) était rarement capable de s'y opposer, prolonger ainsi fortement et outre mesure même, les cinq premiers jours, au profit présumé du sixième, le contrôle étant difficile, et la surveillance prévue à peu près nulle.

C'est pourtant ce système qui a depuis prévalu dans la législation des autres États américains qui se sont, à leur tour, donné une réglementation. Ces législations ont peut-

(1) Enquête sur les heures de travail et les salaires dans les divers États. Rapport de M. Carroll Wright (1881).

être cherché à prendre quelques précautions, et adopté une rédaction un peu plus stricte, mais elles ne sont jamais parvenues à la précision anglaise. Il faut reconnaître d'ailleurs que les inconvénients qui pouvaient résulter d'un tel système ont été en partie compensés par une souplesse qui a beaucoup contribué à répandre le repos du samedi après-midi et à le faire entrer tout à fait dans les mœurs.

A l'heure actuelle, la plupart des États ont adopté des mesures destinées à protéger les femmes et les enfants contre les dangers d'un travail exagérément prolongé. Ils ont, pour cela, employé la limitation hebdomadaire, qui permet d'aboutir au demi congé du samedi. Ces lois étant, à peu près toutes, conçues dans des termes identiques, il suffit d'en prendre une à titre d'exemple.

L'État de New-York édictait, le 19 mai 1897, un *Act* ou *Loi du Travail*, qui visait à la fois les établissements commerciaux et industriels (*factories*) (1). Pour ces derniers, après avoir donné la définition du mot *factory* et indiqué qu'il comprenait les usines, les ateliers, et tous autres établissements manufacturiers, le texte disposait :

Heures de travail. — « Aucune femme de moins de vingt et un an, ou garçon de moins de dix-huit ans, ne sera employé au travail dans une *factory* de cet État, avant six heures du matin ou après neuf heures du soir chaque jour, ou pendant plus de dix heures par jour ou de soixante heures par semaine, *sauf dans le but de faire une journée plus courte le dernier jour de la semaine*, ou pendant plus d'heures par semaine qu'il n'en faut pour l'ensemble des jours tra-

(1) *Bulletin of the Bureau of Labor*, 1898. New-York, Acte de 1897 (19 mai)

vaillés. » Le patron était tenu d'afficher, dans un endroit bien en vue, le régime qu'il voulait suivre.

Mais, pour éviter de trop criants abus, et la prolongation excessive des cinq premiers jours sous prétexte d'une diminution, ou même d'un chômage complet du sixième, on prenait soin d'ajouter :

Changement dans les heures de travail des mineurs. — Quand pour faire une journée plus courte le samedi, une femme de moins de vingt et un ans, ou un adolescent de moins de dix-huit ans, devra être astreint ou autorisé à travailler dans une *factory* plus de dix heures par jour, l'employeur de ces personnes notifiera par lettre à l'inspecteur des fabriques le nombre d'heures de travail par jour qu'il se propose d'exiger ou d'autoriser, et le temps pendant lequel il entend user de cette faculté.

La loi de New-York ne s'occupait point des femmes adultes. Une loi de la Pensylvanie, votée en cette même année 1897, et amendée en 1901, s'appropriait les dispositions de la loi de New-York, mais en étendait le bénéfice aux femmes de tous âges.

La législation des États américains est donc restée fort réservée, notamment en ce qui concerne le repos du samedi : pour lui, elle n'a rien fait directement, somme toute, elle a seulement permis de faire. Au reste, on ne l'avait pas attendue pour pratiquer la semaine anglaise. Elle l'a indirectement favorisée en abaissant la moyenne de la journée de travail. Encore peut-on se demander si son action, à ce point de vue même, fut très puissante, étant donné que bien souvent les États qui ont voté des mesures de cette nature ont négligé de créer en même temps des corps d'inspecteurs pour en surveiller et assurer l'exécution. Pourquoi le législateur a-t-il conservé un rôle aussi

effacé en matière de protection ouvrière ? La Constitution, évidemment, n'est pas la seule responsable de ce fait. L'esprit d'indépendance du citoyen américain, qui est de ceux qui aiment à faire eux-mêmes leurs affaires, y est bien pour quelque chose.

Cependant, il est des dangers que la liberté n'a pu vaincre. Aussi, dans ces dernières années, un mouvement d'opinion s'est-il dessiné, qui a pour but la protection, par voie législative, des enfants et des femmes dans les manufactures et autres établissements, où les conditions de l'exploitation ne sont adoptées ni à leur force ni à leur caractère. Le soulèvement de l'opinion sur ce point est dû en grande partie au « Comité National contre le travail des enfants », fondé le 15 avril 1904, et depuis reconnu d'utilité publique par le Congrès. Ce comité se propose d'obtenir une diminution dans l'emploi de l'enfance comme main-d'œuvre, il a su intéresser à sa cause le Président Roosevelt, qui lui a montré une sympathie sans réserves, et à même invité le secrétaire d'État du Commerce et du Travail à entreprendre une enquête approfondie sur toutes les questions relatives au travail des femmes et des enfants. Il est fort possible que, dans un avenir prochain, intervienne une loi, d'ordre général, une véritable charte ouvrière, protégeant la femme et l'enfant ; elle consacrerait certainement, entre autres mesures, la réduction sensible de la journée du samedi, tout en empêchant l'allongement exagéré des autres jours. Le Congrès cédera-t-il, en considérant qu'il y a là l'exercice normal et légitime de ce que l'on est convenu d'appeler « les prérogatives de l'État en matière de police », ou bien se laissera-t-il arrêter encore par l'argument de l'inconstitutionnalité ? L'avenir nous le dira.

CHAPITRE III

SUISSE

La Suisse offre cette particularité qu'elle se compose de petites circonscriptions ou cantons, dont chacun jouit depuis longtemps d'une vie et d'une originalité propres, et où rarement s'enchevêtrent les populations urbaines et rurales. C'est ainsi que l'on trouve, dans quelques-unes de ses subdivisions (Zurich, Glaris, Saint-Gall, Genève notamment), des foyers d'activité comparables aux régions les plus intensivement industrielles des grands Etats, et un prolétariat très fortement aggloméré.

Cette circonstance était particulièrement apte à faire ressortir les inconvénients d'un industrialisme trop rigoureux, et à faciliter les expériences et innovations en matière de lois ouvrières.

Une législation faite pour l'ensemble du pays était beaucoup plus délicate à instituer, car, si l'initiative et la hardiesse même étaient relativement aisées pour le canton, masse homogène d'éléments de même nature, il n'en était plus ainsi pour la législation fédérale, qui, elle, devait avoir égard à tous les éléments de la nation, urbains et ruraux, et s'efforcer de mettre leurs intérêts en balance, sans sacrifier les uns aux autres. Or, les masses rurales, dont l'effectif et l'activité sociale sont, en Suisse, considé-

rables, ont, à maintes reprises, exercé une influence prédominante à l'encontre des lois réclamées par le prolétariat des villes et des usines.

Néanmoins la Suisse, reconnaissant l'utilité pressante d'une mesure générale d'intervention, n'hésitait pas à promulguer, dès 1877, une loi qui réglementait la durée du travail quotidien de tous les ouvriers des fabriques, et posait, en leur faveur, le principe d'une journée courte le samedi. Le petit peuple suisse devançait ainsi tous les grands Etats de l'Europe continentale.

En vertu de quels pouvoirs les autorités confédérales pouvaient-elles donc régler, d'une manière uniforme, pour l'ensemble des cantons, les conditions du travail industriel ?

Nous trouvons la réponse à cette question dans la Constitution Fédérale du 29 mai 1874, dont l'article 34 est ainsi conçu : « La confédération a le droit d'établir des prescriptions uniformes sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail qui pourra y être imposé aux adultes, ainsi que sur la protection à accorder aux ouvriers contre l'exercice des industries insalubres et dangereuses. »

C'est en vertu de cette addition constitutionnelle, qui donnait plein pouvoirs au gouvernement confédéral, que fut élaborée la loi du 23 mars 1872 sur le travail dans les fabriques, premier texte réglementant, pour la Suisse entière, les conditions générales de la durée du travail.

La loi du 23 mars 1877, sur les fabriques, qui interdisait par ailleurs le travail du dimanche dans toutes les usines, posait, dans son article 11, le principe d'une journée de travail écourtée le samedi. Elle portait :

« La durée du travail régulier d'une journée ne doit pas

excéder onze heures. *Elle est réduite à dix heures la veille des dimanches et jours fériés.* » La disposition générale, visait tous les travailleurs de l'usine, hommes et femmes.

Il n'était pas question, on le voit, de réglementation hebdomadaire du travail, pour pratiquer la semaine anglaise. On se contentait d'une limite journalière, on marquait une tendance au repos partiel du samedi. L'œuvre accomplie en ce sens était bien modeste, il est vrai, puisqu'elle ne retranchait qu'une heure à la durée normale de la journée. Mais c'était du moins l'acheminement vers la réforme, une tentative officiellement faite pour améliorer, par ce nouveau moyen, le sort du prolétariat.

On organisa, dès l'année 1878, une inspection fédérale, composée de trois fonctionnaires, chargés de faire respecter la loi, chacun dans le cercle qui lui était assigné.

On songea aussi à définir le domaine de la loi, qui s'appliqua : aux établissements occupant six ouvriers et se servant de moteurs mécaniques ou présentant quelque danger, aux établissements occupant onze ouvriers, aux établissements occupant moins de six ouvriers mais exceptionnellement dangereux, enfin aux ateliers occupant moins de onze personnes mais répondant évidemment au type de la fabrique. Cette loi arrivait à atteindre près de 300.000 travailleurs en 1906.

Cette disposition légale qui réduisait d'une heure la durée du travail le samedi et la veille des jours fériés, pour modeste qu'elle fût, peut-être surtout à cause de cela, reçut en général un accueil favorable, même de la part des industriels, presque toujours hostiles pourtant à toute diminution du travail.

Un fabricant de papier du canton de Berne disait à ce propos : « Lorsque mon établissement a été soumis à la

loi, j'ai dû réduire d'une heure le travail du samedi ; j'ai conservé le même salaire aux ouvriers. Eh bien ! je n'ai constaté aucune perte ; tout l'ouvrage qui doit être fait est fait ; les employés et ouvriers se pressent sans doute un peu plus pour avoir terminé à l'heure (1). » Un tanneur et un brasseur du canton de Zurich, interrogés, faisaient entendre le même son de cloche.

Cependant, d'après M. Cramer Frey, président de l'Union Suisse de l'industrie, la journée du samedi, écourtée par la loi de 1877, était considérée par quelques industriels, surtout par certains patrons de l'industrie textile, comme nuisible à la production.

Mais les excellents effets produits, d'autre part, par la réglementation nouvelle, l'ont fait accepter le plus souvent par ceux-là même qui en ont éprouvé quelque perte. C'est ce qui ressort notamment des déclarations d'un fabricant de papier, qui disait : « Quand je vois le samedi à cinq heures, toutes mes ouvrières quitter mon usine et s'en aller par groupes vers la ville, où elles vont faire leurs emplettes, je ne puis m'empêcher d'oublier qu'elles me produisent un peu moins au bout de la semaine (2). »

Les inspecteurs du travail enfin, appelés à donner leur appréciation sur le fonctionnement de la loi, étaient d'accord pour constater que l'introduction de la prescription relative au samedi n'avait pas apporté le moindre trouble dans le régime de l'industrie. Elle n'avait point amené non plus, dans l'ensemble, de diminution de salaires. Presque partout on avait estimé que le léger

(1) *L'Univers* du 20 nov. 1906. « Le repos du dimanche à l'étranger. »

(2) Propos rapportés par M. Waxweiler.

surcroît de dépenses ainsi occasionné serait largement compensé par l'accroissement du zèle, de la diligence et de la bonne volonté des ouvriers.

L'idée du repos de l'après-midi du samedi était aperçue, on entrevoyait ses avantages, aussi ne tarda-t-elle pas à prendre vie d'une façon plus tangible.

Dès 1890, un journal de la Suisse Romande réclamait la libération des ouvriers le samedi à midi ou de très bonne heure.

Mais le 16 juin 1894, le Conseil Fédéral, d'après les conclusions de l'inspection, adressa un rapport à l'Assemblée Fédérale : on y affirmait que la question n'était pas mûre.

A la suite de ce rapport cependant, la Commission du Conseil national émit le vœu suivant : « Nous estimons, disait le 1^{er} novembre 1894, le rapporteur M. Th. Curti, que la demi-journée du samedi après-midi devrait être libre pour les femmes qui travaillent dans les fabriques, afin qu'elles puissent vaquer à leurs occupations dans le ménage ; aussi prions-nous le Conseil Fédéral de faire une enquête sur ce point. »

Conformément à ce vœu, le Conseil National adopta une résolution invitant le Conseil Fédéral à examiner de quelle manière le travail des femmes dans les fabriques pourrait être, le samedi, réduit à la matinée.

A son tour, le 29 mars 1895, le Conseil des Etats invitait le Conseil Fédéral « à examiner si et dans quelle mesure la durée du travail des femmes dans les fabriques pourrait être réduite le samedi. »

Ce fut naturellement à l'inspection qu'échut le soin de procéder à une enquête. Mais la question n'était décidément pas mûre au point de vue législatif.

L'initiative privée, elle, se montrait déjà plus hardie, et

quelques patrons expérimentèrent avec succès, dans leurs établissements, le chômage complet du samedi après-midi. Le fait est constaté en 1902 par l'inspection, dont le rapport s'exprime ainsi : « Une autre amélioration dont certains industriels paraissent prendre aussi l'initiative consiste dans l'octroi d'une demie-journée de congé, parfois payée, le samedi après-midi. On relève cette pratique surtout à l'actif de l'industrie de la soie et de celle des machines, respectivement dans la première et la troisième circonscription (1). »

En Suisse donc, comme dans d'autres pays, le textile et la soie étaient les premiers à bénéficier de cette mesure.

La loi de 1877 cependant avait beaucoup vieilli ; elle était l'objet de critiques de jour en jour plus nombreuses.

Les ouvriers, et surtout les ouvrières, encouragés par les quelques essais favorables dont ils avaient connaissance, forts aussi des vœux précédemment émis par les autorités fédérales, agitèrent la question, restée législativement en suspens, et revendiquèrent avec énergie la restriction de la durée du labeur du samedi. La majorité d'entre eux était d'avis que l'on édictât la fermeture des établissements à midi, les samedis et veille de jours fériés. De la sorte, le repos dominical et le repos des fêtes eussent été des réalités.

Les inspecteurs du travail se montraient très sympathiques à ces suggestions.

Toutes les doléances élevées contre la législation exis-

(1) Rapport des Inspecteurs Fédéraux des fabriques des mines, (1902-1903). Publication du département fédéral de l'industrie. (Aarau 1904). *Bulletin de l'Office du Travail*. Janvier, 1905, p. 57.

tante trouvaient leur expression, avec exemples à l'appui, tant dans les rapports de l'inspection que dans les délibérations des associations ouvrières. Il était donc naturel que les assemblées électorales n'y demeuraient point insensibles.

Aussi, le 26 juin 1902, les Conseils invitaient-ils le Gouvernement helvétique à présenter un projet disposant que « le samedi et la veille des jours fériés il ne pourrait être travaillé que neuf heures au plus. En tous cas, il ne serait pas travaillé au-delà de cinq heures après-midi, les travaux de propreté étant compris dans les heures régulières de travail. »

On était, comme on le voit, bien loin de la fermeture à midi, et de la liberté complète de l'après-midi.

Même renfermée dans ses limites, la réforme ne recueillait pas l'approbation unanime des intéressés. L'Union suisse des Arts et Métiers qui, désireuse d'éclairer les pouvoirs publics, fit une enquête auprès des syndicats de patrons et ouvriers, vit en effet la grosse majorité des réponses à elle adressées, se prononcer contre le projet de loi (1). Il y a lieu de penser qu'il y avait, dans le nombre, beaucoup d'avis émanant de patrons ennemis par principe de tout changement.

Quoi qu'il en fût, en 1904, une motion touchant la révision générale de la loi de 1877 sur les fabriques était acceptée par le Conseil national. Et, le 6 avril de la même année, le conseiller fédéral chargé du département de l'industrie, pria les trois inspecteurs de discuter et rédiger

(1) Enquête de « l'Union suisse des Arts et Métiers ». Rapport présenté à l'Assemblée des délégués de Coire, le 7 juin 1903. Berne. Büchler et C^{ie}, 1903.

un projet de nouvelle loi sur les fabriques et de remettre un rapport à cet effet, avant la fin de l'année. Ce rapport fut transmis le 31 décembre. Il sacrifiait le repos du samedi, considéré comme encore prématuré par les inspecteurs, qui lui réservaient cependant leur secrète sympathie ; il disait : « On a demandé que les ouvriers fussent complètement libres l'après-midi, les samedis et veilles de fêtes. Cette idée a peu de chances de succès pour l'instant, bien qu'elle gagne du terrain ; mais il ne serait pas impossible d'accorder le bénéfice de cette réforme aux mères de famille. »

Le projet général de l'inspection donnait une définition de la fabrique, et, d'autre part, en ce qui touche la durée du travail, notamment les samedis et veilles de fêtes, il reprenait les dispositions très modestes proposées par le gouvernement.

C'est, en définitive, le texte de la loi élaboré par le Conseil fédéral, avec le concours de l'inspection qui, sous réserve de quelques modifications, fut accepté par le Conseil national et le Conseil des États, et devint la loi du 1^{er} avril 1905, sur le labeur du samedi et des veilles de jours fériés.

Aux termes de l'article 1^{er} : « Dans les établissements industriels soumis à la loi sur les fabriques du 23 mars 1877, la journée de travail le samedi et les veilles de jours fériés légaux ne doit pas dépasser neuf heures, y compris le temps nécessaire pour les travaux de nettoyage, ni se prolonger en aucun cas après cinq heures du soir. »

C'était encore bien peu ; c'était loin de répondre, évidemment, aux desiderata de la population ouvrière. Le but : liberté du samedi après-midi, préparant le repos du dimanche, n'était atteint que de façon trop incomplète.

Et pourtant, même enfermée dans ces étroites limites, l'application stricte du texte pouvait rendre quelques services. Malheureusement, la règle était affaiblie par les exceptions et dérogations que lui opposait l'article 5 de la loi, qui ajoutait même « l'autorisation de prolonger, d'une manière exceptionnelle et passagère la journée de travail le samedi et les veilles de fêtes et jours fériés légaux, peut être accordée pour toutes les industries, si des circonstances impérieuses rendent le prolongement nécessaire, l'autorisation ne pouvant être donnée que pour deux semaines au plus. »

Ce n'est pas tout ; l'article 5 disait encore : « Le Conseil fédéral désignera en outre les industries qui, à raison de conditions particulières d'exploitation, peuvent obtenir, pour d'autres motifs et pour une durée plus longue, l'autorisation de prolonger la journée de travail le samedi. Ces autorisations seront accordées par les autorités cantonales. » La loi devait, sur ce point, être complétée et interprétée par des actes du pouvoir exécutif.

A la date du 14 juillet 1905, le Conseil fédéral invitait les gouvernements cantonaux à lui faire tenir sans retard des rapports et propositions au sujet des requêtes présentées par les industriels qui demandaient à être exceptés, le samedi, de la clôture à cinq heures du soir, laquelle devait entrer en application dès le 1^{er} janvier 1906.

Lorsqu'il eut en mains ces documents, le Département fédéral de l'Industrie les transmit à son tour aux inspecteurs fédéraux du travail, en leur demandant de faire leurs observations détaillées sur la question.

Les inspecteurs, dans un rapport daté du 15 décembre 1905, constataient d'abord que les demandes, individuelles ou même collectives, de prolongation de la journée

le samedi étaient fort nombreuses de la part des industriels et fabricants des diverses industries. Aussi croyaient-ils sage d'indiquer les principes qui, selon eux, devaient permettre de juger sagement ces pétitions très diverses, et, en les départageant, de ne retenir que celles qui étaient vraiment dictées par un intérêt légitime et respectable : les autorités exécutives, disaient d'abord les inspecteurs, ne devront pas tenir un compte immodéré de la perte économique qui résulte de la mise en vigueur stricte de la loi, pour les patrons et les ouvriers. Il n'y a pas lieu non plus d'être ému du préjudice pécuniaire que le texte du 1^{er} avril pourrait, par réduction du salaire, causer aux femmes ayant un ménage, car c'est surtout pour elles que la cessation du travail de bonne heure le samedi présente les avantages les plus frappants. Certains industriels, est-il encore constaté, se plaignent de ne pouvoir amener leurs ouvriers plus tôt à l'usine le samedi matin, ce qui ne leur permet pas d'avoir obtenu, à cinq heures du soir, les neuf heures de travail que leur octroie la loi. Les inspecteurs pensent qu'il faut laisser aux chefs d'établissements le soin de s'arranger pour maintenir la journée dans ses limites légales, en en tirant le meilleur parti.

En ce qui concerne la question très délicate de la continuation du travail dans la nuit du samedi au dimanche : en principe, le travail devra cesser le samedi soir, mais le Conseil fédéral pourra autoriser la continuation, au cas de nécessité.

On voit que la loi du 1^{er} avril 1905, si peu exigeante cependant, laissait, malgré tout, la porte largement ouverte aux exceptions et aux échappatoires.

Telle qu'elle se présentait, tout incomplète qu'elle fût, n'a-t-elle pas eu quelques bons effets ?

Il serait injuste de la prétendre, si l'on en croit les rapports de l'inspection générale des fabriques pour 1906 et 1907 : (1)

« Nous avons la conviction, écrit l'inspecteur du deuxième arrondissement, que cette loi humanitaire au premier chef est en bonne voie d'application, malgré les difficultés qu'elle a rencontrées sur son chemin, difficultés d'ailleurs qui disparaissent insensiblement pour faire place à un sentiment de satisfaction en présence du but philanthropique qu'elle atteint. En permettant à l'ouvrier de quitter son travail à cinq heures, elle lui accorde ainsi davantage de temps pour se préparer à un repos hebdomadaire plus complet, repos précieux, qui est une conquête sociale de la plus haute importance pour le travailleur. Le repos partiel du samedi après midi est un corollaire indispensable du repos dominical, dont il assure la bien-faisante réalisation. »

Mais, en dehors même de l'œuvre directement accomplie par la loi, il y avait l'impulsion donnée. On n'aurait peut-être pas osé s'engager dans cette voie. Cet essai imposé a dissipé une bonne partie des préventions injustement accumulées contre le système. Aussi a-t-on pu voir dans ces dernières années, un assez grand nombre de patrons devancer la loi, et fermer leurs fabriques le samedi avant cinq heures, certains ne faisant même travailler ce jour là que jusqu'à midi ou une heure (2). C'est, dans ce dernier état, le but atteint. Il faut espérer que ces expériences courageuses et intelligentes feront école.

La loi de 1905, pourrait-on se demander, n'a-t-elle pas

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, Ann. 1908. Inspection générale des fabriques en 1906 et 1907. Rapports des Inspecteurs Fédéraux.

(2) *Ibidem*.

eu quelque fâcheuse répercussion sur la fixation du salaire de la journée du samedi ainsi écourtée ? Non, semble-t-il. Sans doute quelques discussions ont bien surgi au début, à ce propos, entre patrons et ouvriers ; mais, bien que les premiers eussent strictement le droit d'opérer une réduction de salaire sur le travail du samedi, ils ont, dans la plupart des cas, renoncé à le faire.

En Suisse donc, le principe d'une journée courte le samedi, dans l'industrie, a été, par deux fois, en 1877 et en 1905, posé par la législation fédérale.

L'initiative privée aidant, tout permet de croire, en face des résultats déjà obtenus, que l'industrie si active du vaillant petit peuple Suisse sera une des premières à jouir d'une façon complète et générale du repos de l'après-midi du samedi. Souhaitons le lui.

CHAPITRE IV

ALLEMAGNE

En Allemagne, comme ailleurs, le machinisme n'avait pas été sans amener de criants abus. Aussi, devant une situation qui se révélait grave, en présence de l'état lamentable des populations ouvrières soumises à un surmenage qui les conduisait à une véritable déchéance physique et morale, les pouvoirs publics, en Prusse, instruits de ce malheureux état de choses par une pétition des Etats de la province du Rhin, croyaient devoir, dès 1839, intervenir au moins en faveur des enfants et adolescents travaillant dans les fabriques, usines, forges et minières. Ce premier essai législatif de protection ouvrière était renforcé par la loi du 16 mai 1853, et les paroles du ministre Von Heidt, affirmant à cette occasion le devoir de protection de l'État, laissaient entrevoir de prochaines et nouvelles mesures législatives. Ces promesses ne furent pas tenues cependant, le beau zèle, un instant manifesté, ne tarda pas à se refroidir, pour faire place à une indifférence à peu près générale pour le sort des ouvriers de l'industrie, exténués par un travail excessif. Avec la prince de Bismarck, on était d'avis « que les mesures législatives administratives des Etats sont impuissantes à guérir les maux qu'entraînent les conditions du travail et les fatalités de la nature qui

veut des pauvres et des riches, et que le gouvernement assumerait une lourde responsabilité s'il suggérait à la classe ouvrière des expériences sans lendemain (1). »

Cependant, la Confédération de l'Allemagne du Nord s'était constituée après Sadowa. Réuni le 24 février 1867, sur la convocation de Guillaume 1^{er}, le Reichstag manifestait bientôt l'intention d'aborder les problèmes touchant au travail industriel. Il incorpora d'abord, dans la législation allemande nouvelle, les quelques lois protectrices du Royaume de Prusse, ce qui constituait certainement déjà un progrès pour la plupart des Etats de la confédération, qui n'avaient à peu près rien fait jusque là. Mais ces mesures elles-mêmes ne tardèrent pas à être jugées absolument insuffisantes, et d'autres propositions surgirent. C'est ainsi que commençait, dès 1869, la discussion d'un Code Industriel ou *Gewerbeordnung*.

Tout semblait d'ailleurs, en Allemagne, favoriser l'éclosion d'une législation protectrice du travail.

Les associations ouvrières commençaient, depuis 1860, à se développer et à acquérir quelque autorité.

Bismarck, d'autre part, donnant à l'Allemagne le suffrage universel, les partis politiques devaient fatalement, pour essayer de conquérir les masses, se faire tour à tour les champions de la protection ouvrière. Le parti conservateur joua le premier ce rôle, jusqu'en 1870, puis il l'abandonna. La direction des idées de réforme passait alors, dans les milieux conservateurs, à deux autres groupes puissants, l'un par son autorité politique et religieuse, le

(1) Gunther K. Anthon. *Geschichte der preussischen Fabrikgesetzgebung bis zu ihrer Aufahme durch die Reichsgewerbeordnung*. Leipzig, 1891 p. 126.

parti du « Centre », l'autre par le prestige de ses membres et leur influence morale, le « Cercle pour la politique sociale ». Ce dernier groupe était composé de professeurs et d'économistes, qui voyaient, dans le régime capitaliste, une étape supérieure et nécessaire de l'évolution sociale, mais qui, apercevant cependant les abus nés du régime de concurrence, leur cherchaient un remède, moins encore peut-être dans l'action législative que dans le progrès souhaité de la moralité. Ces hommes convaincus réussirent à gagner peu à peu les couches de la population que la démocratie socialiste ne pouvait atteindre, et ils surent, en ménageant avec sagesse les intérêts antagonistes, obtenir le succès de certaines des réformes par eux préconisées et destinées à faire cesser les abus les plus criants qu'ils avaient mis en lumière.

Mais un autre courant devait avoir une influence moins immédiate et moins directe peut-être, mais beaucoup plus décisive encore sur la législation du travail : le parti de la « Démocratie socialiste », issu de la fusion des partisans de Lassalle et de Karl Marx, devint bientôt, en effet, le porte paroles des travailleurs. Partie de formules un peu trop exclusivement théoriques, la « Démocratie socialiste », à mesure qu'elle groupait derrière elle les masses ouvrières, subissait davantage la poussée de leur impatience, et se rapprochait des idées de réforme. Trop radicales souvent pour être adoptées, les propositions qui émanaient de ses membres imprimèrent cependant un vigoureux élan à la politique de progrès.

Malgré tout, ce ne fut pas tout de suite et sans luttes que vint le succès pour les réformateurs, et jusqu'aux environs de 1880, la situation des travailleurs n'avait pas subi de bien notables améliorations.

A cette époque, les longues journées de travail étaient encore loin d'être exceptionnelles. Elles avaient bien été réduites peu à peu, il est vrai, et la moyenne de douze à quatorze heures, qui avait d'abord dominé, s'était généralement abaissée à une moyenne de dix à douze heures ; mais, dans quelques industries, les très longues journées subsistaient. Le sort des femmes surtout restait inquiétant. A la suite d'une enquête ordonnée, en 1874, par le Conseil Fédéral de l'Empire Allemand, il avait été reconnu que le travail des fabriques exerçait, dans presque tous les districts, une influence nuisible sur la santé des ouvrières. La poussière des ateliers et les déchets de fabrication, l'aspiration de gaz et de vapeurs toxiques, pendant un temps trop prolongé, développait naturellement chez elles la chlorose, l'anémie et les maladies professionnelles.

Cependant l'Allemagne, unifiée après la victoire, avait vu son industrie prendre un essor rapide qui la portait au premier rang des industries continentales. Cette prospérité lui créait des devoirs : l'Allemagne riche et puissante ne pouvait rester sourde aux paroles de ceux qui venaient lui exposer les besoins et les désirs de l'immense population ouvrière ; apercevant, d'autre part, quelle force pourrait puiser le pouvoir dans une politique de réformes sociales, elle marcha résolument dans cette voie à partir de 1880, et sa législation protectrice des classes laborieuses, qui étend aujourd'hui à toutes les branches de l'activité son action prévoyante et bienfaisante, mérite, à maints égards, une entière admiration.

Le Parlement, résolu à agir, se heurta quelque temps au mauvais vouloir du Conseil Fédéral, qui prétendait que le besoin de protection n'était pas suffisamment démontré. Il fallut en conséquence atteindre l'année 1891 pour qu'une

véritable charte vint enfin protéger les travailleurs de l'industrie allemande contre la prolongation exagérée du travail quotidien.

L'année précédente, en 1890, la Conférence internationale de Berlin, suscitée par l'empereur Guillaume II, qui avait déclaré vouloir prendre en mains la cause de l'ouvrier, avait montré la position particulièrement pénible de l'ouvrière. Aussi, en 1891, ajoutait-on à la *Gewerbeordnung* ou Code industriel, toute une série de mesures qui, sans pouvoir être considérées encore comme définitives, marquèrent un progrès considérable, tant par l'étendue de leur domaine que par l'importance de certaines des dispositions admises.

Jusqu'alors, la législation industrielle ne s'était appliquée qu'aux fabriques, ateliers, mus par la vapeur, mines, forges et salines. En principe, la législation nouvelle ne devait aussi s'appliquer qu'à la fabrique. Mais, grâce à une disposition introduite dans le texte, le Conseil fédéral recevait le pouvoir de l'étendre, quand il le jugerait nécessaire, aux ateliers et à l'industrie à domicile (sauf l'industrie à domicile n'employant que les membres de la famille).

La législation de 1891, qui réglementait à la fois le travail des enfants, celui des jeunes ouvriers et celui des femmes, innovait notamment à un double point de vue : elle faisait d'abord une règle du repos du dimanche, déjà consacré par la religion et les usages ; puis, elle s'efforçait de le rendre réellement bienfaisant pour l'ouvrière, en le complétant à son intention : elle posait pour cela le principe d'une journée plus courte le samedi. C'était la première tentative officiellement faite en Allemagne, pour arriver au repos du samedi après-midi.

Le Reichstag avait, dès 1887, adopté une restriction assez considérable du travail des femmes : 1° journée maxima de dix heures pour les femmes mariées ; 2° interdiction du travail les dimanches et jours fériés, et cessation du travail à six heures la veille des dimanches et jours fériés. Mais le projet voté avait fait l'objet d'une double critique. On lui reprochait d'abord de n'appliquer qu'aux seules femmes mariées la limitation de la durée du travail : toutes les autres ouvrières auraient été ainsi injustement privées d'une protection légale dont elles avaient grand besoin. On trouvait, d'autre part, la réduction à dix heures trop considérable pour que l'on pût, sans préjudicier gravement aux intérêts de l'industrie, l'étendre indistinctement à toutes les ouvrières. La Conférence de Berlin indiqua une autre voie : la journée maxima de onze heures pour toutes les ouvrières. Le Parlement adopta ce dernier moyen, repoussant la réduction à dix heures, malgré l'intervention de Bebel et de plusieurs de ses collègues. Le gouvernement, en la personne du ministre du commerce Von Berlepsch, avait exprimé la crainte que l'adoption d'une proposition aussi étendue ne compromît la sûreté de l'industrie, et ne mit par suite en question l'application de la loi elle-même ; aussi l'avait-il combattue, non sans regret d'ailleurs : « Ce regret est d'autant plus vif, disait-il, que cet amendement (journée de dix heures pour les ouvrières mariées) est motivé et que notre législation a pour premier devoir d'assurer à l'ouvrière une condition lui permettant de satisfaire à ses obligations de ménagère, de mère et d'éducatrice de ses enfants, et cela n'est possible que si la loi fixe un maximum à la durée de son travail » (1).

(1) *Reichstags Verhandlungen*. Séance du 18 avril 1891, p. 2407.

Aussi s'était-on appliqué à remédier à cette insuffisance, jugée momentanément nécessaire, de la réduction du travail à onze heures par jour, en ménageant du moins à l'ouvrière un moment de liberté supplémentaire, à la fin de la semaine, pour compléter le repos du dimanche, et le rendre plus utile et plus réparateur.

C'est dans ces conditions que fut voté le projet du gouvernement, qui réduisait la journée de travail des ouvrières de plus de seize ans à onze heures, et à *dix heures seulement les samedis et veilles de fêtes*. L'article 137, adopté en outre par le Reichstag, spécifiait que :

« Les ouvrières ne doivent pas être employées dans les fabriques pendant la nuit, de huit heures et demie du soir à cinq heures et demie du matin, *ni le samedi et les veilles de fêtes après cinq heures et demie du soir.* »

Certaines exceptions ou dérogations étaient prévues, il est vrai, dans un intérêt technique ou économique. Mais, par les pouvoirs qu'elle conférait soit au Conseil fédéral, soit à l'administration, la loi s'efforçait de concilier les principes de la protection et le but cherché, c'est-à-dire la possibilité donnée à la femme de vaquer le samedi aux occupations de son ménage, avec les exigences industrielles. C'est dans cet esprit qu'était conçu l'article 139^a qui disposait : « L'autorité administrative peut autoriser l'emploi d'ouvrières au-dessus de seize ans, qui n'ont point de ménage, et qui ne suivent pas les cours d'une école professionnelle, dans les travaux désignés à l'article 105^c, alinéa 1, sous les numéros 1 à 3 (travaux urgents ou d'intérêt public, travaux nécessaires à l'exécution d'un inventaire, surveillance des installations industrielles, travaux de nettoyage et d'entretien que nécessite la marche régulière de l'établissement) les samedis et veilles de fêtes

à partir de cinq heures et demie, mais pas au delà de huit heures et demie du soir. L'autorisation doit être donnée par écrit et conservée par le patron. »

Le travail des hommes adultes n'était pas atteint par la réglementation nouvelle de la loi de 1891. Mais du moins avait-on posé pour lui une règle des plus importantes, qui forma depuis un des éléments essentiels du progrès de la législation ouvrière allemande : c'était l'introduction de la journée de travail maxima sanitaire, c'est-à-dire le pouvoir donné au Conseil Fédéral de fixer la durée du temps de travail dans les industries où la durée du travail quotidien serait jugée excessive, et deviendrait un danger pour la santé des travailleurs.

Comme on le voit, la législation de 1891, désireuse de faire quelque chose en faveur de toutes les catégories de travailleurs industriels, avait cependant étendu sa tutelle d'une manière particulièrement large, sur les ouvrières, auxquelles elle réservait notamment le bénéfice nouveau d'une courte journée le samedi.

Sans doute la loi de 1891 ne faisait-elle pas encore du repos de l'après-midi du samedi une réalité immédiate. Mais elle en consacrait du moins le principe, et cette consécration eut, en Allemagne, une indéniable et heureuse influence sur l'avenir d'une réforme, que l'on apprenait ainsi à connaître et à apprécier.

Quels furent les résultats de la législation de 1891 ? Les inspecteurs du travail de tous les États fournirent, sur la période qui suivit, des rapports optimistes. Ces rapports, communiqués officiellement au Conseil Fédéral et au Reichstag, indiquaient que la loi était vite passée dans la pratique de la vie industrielle, et s'appliquait d'une façon très satisfaisante.

Un rapport fait pour l'année 1895 disait, à propos du travail de dix heures le samedi pour les ouvrières : « Dans presque tous les cas, cette disposition a été accueillie comme un bienfait par les ouvrières. De même, on ne se plaint que rarement de difficultés et de troubles que pourrait entraîner, pour les entreprises, cette suspension plus hâtive du travail. Presque tous les rapports remarquent que les difficultés qui s'étaient présentées au début ont aujourd'hui disparu (1). » Bien plus, les rapports, fait intéressant à signaler, citaient des cas où la limitation de la journée de travail pour les ouvrières avait profité indirectement aux ouvriers. C'était surtout le cas pour l'industrie textile, où la journée de onze heures, pour tous les ouvriers adultes, s'était généralisée à la suite de la loi de 1891. Ainsi donc le phénomène habituel se produisait ici encore : la pratique faisait mieux qu'appliquer le texte, elle en étendait la portée, trouvant plus commode de n'avoir qu'un régime de travail pour tous.

L'idée du législateur de 1891, libérant les ouvrières une heure plus tôt que d'habitude, le samedi, avait été comprise par la classe ouvrière allemande, à laquelle n'échappa pas la perspective du bénéfice qu'elle pourrait tout entière tirer d'un repos général et complet durant l'après-midi du samedi. Aussi semble-t-il que ce soit là une mesure vivement souhaitée aujourd'hui par le prolétariat allemand. De nombreuses corporations industrielles l'ont déjà ouvertement appelée de leurs vœux. C'est, par exemple, le Congrès national des tuiliers allemands, qui, dans un congrès tenu à Magdebourg, les 3 et 4 juin 1906, réclamait en première ligne, parmi d'autres mesures légis-

(1) *Amtliche Mittheilungen*, 1895, pp. 172, 173.

latives : la journée de travail de dix heures pour tous les adultes, *et congé le samedi après-midi*. C'est encore l'association professionnelle des ouvriers de la construction mécanique et de la métallurgie d'Allemagne, association des plus importantes, qui, dans son quatorzième congrès, tenu à Berlin, le 9 juin 1908, demandait la limitation à cinquante-cinq heures par semaine *avec congé du samedi après-midi*.

Devant les Assemblées législatives elles-mêmes se posait la question.

Le 30 novembre 1905, M. Von Hompesch et plusieurs de ses collègues, déposaient au Reichstag une proposition tendant à instituer la journée de neuf heures, *et de six heures les veilles de dimanches et fêtes, pour les ouvrières qui ont un ménage à tenir*. C'était le développement de la disposition adoptée en 1891 : on voulait par là mettre la femme à même de donner le samedi quelques heures à son ménage, si négligé en semaine.

Moins exigeants, M. Hitze et quelques autres députés au Reichstag, déposaient encore, le 6 décembre de la même année, une autre proposition tendant à instituer la journée de dix heures, *et de neuf heures les veilles de dimanche et fêtes pour les ouvrières des fabriques et des établissements similaires*.

Pendant ce temps, dans les industries rhénanes et westphaliennes spécialement, ce repos du samedi après-midi tendait à se propager naturellement. En 1906, 77 ateliers, comprenant 7.700 ouvriers, l'avaient adopté. En 1907, ces chiffres passèrent à 246 ateliers, comprenant 13.125 ouvriers. En 1908, grâce peut-être à la crise économique qui ralentissait la production, on arrivait à 521 ateliers, comprenant 21.953 ouvriers. Il ne s'agissait là, bien

entendu que des fabriques, le commerce et la banque étant depuis longtemps plus avancés.

Enfin, la question vient d'être reprise au point de vue législatif, et la loi du 28 décembre 1908, entrée en application le 1^{er} janvier 1910, modifiant les dispositions de la Gewerbeordnung, applicables à tous les établissements occupant normalement dix ouvriers au moins, a décidé que : « les ouvrières ne peuvent être occupées la nuit de huit heures du soir à six heures du matin, *ni le samedi et la veille des fêtes après cinq heures du soir.* »

« Les ouvrières ne peuvent être occupées plus de dix heures par jour, *ni de huit heures la veille des dimanches et jours de fête.* »

On apportait toutefois la même atténuation qu'en 1891 à la portée de la règle, en permettant, par le paragraphe 138 nouveau aux ouvrières n'ayant pas de ménage à entretenir, de travailler le samedi après cinq heures du soir ; on prenait encore les mêmes précautions pour éviter les abus ; autorisation de l'autorité administrative. . etc., et l'on spécifiait en outre que ce travail ne devrait pas se prolonger après huit heures du soir, et qu'il ne pourrait avoir lieu qu'à la condition que ces ouvrières ne travailleraient pas les dimanches et jours de fêtes qui suivraient.

C'était, en somme, le principe de 1891, repris et développé : on donnait à l'ouvrière deux heures de liberté supplémentaire le samedi au lieu d'une précédemment accordée.

Cette législation, dont il n'est pas permis encore, vu sa récente application, de contrôler les effets, sera sans nul doute accueillie avec faveur par les ménages ouvriers, qui trouveront en elle, spécialement dans la disposition relative au samedi, un sérieux élément pour la bonne tenue du

foyer. Une résistance sérieuse de l'industrie n'est pas à prévoir, étant donné la réserve gardée par le texte. Il faut bien plutôt s'attendre à voir la pratique industrielle devancer la loi, et étendre peu à peu le domaine et la durée du repos du samedi soir. Tout semble indiquer que l'industrie allemande est appelée à jouir, dans un avenir prochain peut-être, du demi-congé du samedi.

CHAPITRE V

AUSTRALASIE

Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes de l'Australasie, peuplées d'éléments jeunes, animés de l'esprit de progrès, sans préjugés traditionnels, se sont rapidement donné une législation du travail très complète. Cette législation, en avance, par certains côtés, sur tous les autres pays, s'est même, parfois montrée si minutieuse, qu'on a pu la qualifier de législation de grand-mère. Peut-être serait-on tenté de lui reprocher, à certains égards son manque d'élasticité. Il n'en reste pas moins que la vieille Europe tend aujourd'hui à lui faire bien des emprunts, et semble se laisser de plus en plus gagner à ses hardiesses.

Nous nous bornerons à indiquer ici le statut actuel de l'industrie dans les Etats de Victoria, de l'Australie Méridionale et de la Nouvelle-Zélande, en nous attachant au seul chapitre qui vise la durée du travail.

ETAT DE VICTORIA

La loi du 12 décembre 1905 (1) est le dernier en date des textes généraux qui régissent, dans cet État, les

(1) *Bulletin de l'Office International du Travail*. Ann. 1907, p. 164.

fabriques ou ateliers (*factory or work room*), et on entend par là : « Tout local, tout édifice et tout lieu où soit quatre personnes ou plus de quatre personnes non chinoises, soit un ou plusieurs chinois, sont occupés, avec ou sans intermédiaire, à un travail industriel quelconque, à la préparation ou à la réparation de marchandises pour le commerce, ou à la vente, y compris toutes glaisières et carrières exploitées en annexes à une fabrique de poterie ou à une briquetterie, et appartenant aux mêmes propriétaires que ces fabriques ; tout local, tout édifice et tout lieu, où une ou plusieurs personnes sont occupées, et où sont utilisées, pour la préparation ou la réparation de marchandises destinées au commerce ou à la vente, la vapeur, l'eau, le gaz, l'huile ou la force électrique, où sont préparés ou réparés des meubles, où sont fabriqués ou cuits, pour la vente, du pain ou de la pâtisserie. »

Cette longue et substantielle définition étant rapportée, voyons quelles sont les règles posées par cette loi de 1905, en ce qui concerne la durée du travail du personnel. Elles font l'objet de la sixième partie de la loi ; il y est dit : « Sous réserves des exceptions prévues, il est interdit d'employer, d'autoriser ou de tolérer qu'on emploie, dans une fabrique ou un atelier, une personne de moins de seize ans, une femme ou une jeune fille, plus de quarante-huit heures par semaine, ou plus de dix heures par jour, ou après neuf heures du soir. »

Un chapitre spécial, que nous trouverons reproduit ailleurs, s'applique aux établissements occupant des chinois et à ceux où l'on fabrique des meubles : ses dispositions plus strictes montrent combien la main-d'œuvre chinoise est redoutée dans ces pays :

« Dans toute fabrique ou atelier où un chinois est occupé

à un moment quelconque, et dans toute fabrique ou atelier où quelqu'un est occupé à la fabrication ou à la préparation ou à une partie du travail de fabrication ou de préparation d'un meuble, il est interdit de travailler, soit pour son compte personnel, soit en engageant ses services et pour un salaire, directement ou indirectement, ainsi que de faire travailler ou d'autoriser ou tolérer que quelqu'un travaille un jour quelconque avant sept heures trente du matin et après cinq heures du soir, ou un samedi après deux heures de l'après-midi, ou un dimanche à une heure quelconque. »

Formellement établi, et obligatoire, dans les établissements employant des chinois, et dans les fabriques de meubles; simplement favorisé par le mécanisme de la limitation hebdomadaire des heures de travail, et adopté en fait, dans les autres fabriques et ateliers, le demi-congé du samedi fait partie des usages industriels de l'Etat de Victoria.

Le régime établi dans l'Australie Méridionale, par une loi du 21 décembre 1907, est en tous points semblable à celui de Victoria (1).

NOUVELLE ZÉLANDE

Le dernier état de la législation industrielle (apparue dès 1873) nous est ici donné par une loi toute récente, de 1908 (2).

La définition des fabriques est encore des plus larges, et

(1) *Bulletin de l'Office International du Travail*. Ann. 1908.

(2) *Bulletin de l'Office International du Travail*. Ann. 1909.

les heures de travail sont très réduites : quarante-huit heures par semaine, avec un maximum de huit heures trois quarts par jour pour les hommes, quarante-cinq heures par semaine et huit heures et quart par jour pour les femmes et les garçons de moins de seize ans.

De plus, sous la rubrique : jours de congé dans les fabriques, nous trouvons une disposition qui intéresse directement le samedi : « Sous réserve du contenu des sections suivantes de la présente loi, l'occupant d'une fabrique, devra accorder à tout garçon âgé de moins de dix-huit ans et à toute femme employés dans sa fabrique les congés suivants :

.

b) *Une demi-journée de congé tous les samedis à partir de une heure de l'après-midi. »*

Toutefois on réserve à chaque bourg ou district urbain la faculté, en consultant périodiquement les électeurs à ce sujet, d'accorder la demi-journée prévue le même jour que celui qui serait fixé, comme jour de fermeture réglementaire dans ledit bourg ou district urbain, en vertu de la loi de 1908 sur les magasins et bureaux.

Enfin on prend soin de dire que le salaire des femmes et garçons de moins de dix-huit ans sera, pour cette demi-journée de congé, fixé au même taux que le salaire des jours ouvrables ordinaires.

TROISIÈME PARTIE

France

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES. — ÉTABLISSEMENTS JOUISSANT DU REPOS DU SAMEDI APRÈS-MIDI

En France, l'origine de l'usage de chômer l'après-midi du samedi, ou, pour être plus exact, de l'usage de cesser le travail de meilleure heure le samedi, ne remonte guère qu'à une trentaine d'années tout au plus.

C'est d'une façon assez restreinte et toute locale qu'il s'est établi et a vécu jusqu'ici, sans que l'exemple donné ait, comme en Angleterre, rapidement fait école, et se soit généralisé. Souvent, il s'est présenté sous la forme d'une diminution pure et simple de la durée du travail le samedi, diminution non compensée par le fonctionnement de la réglementation hebdomadaire et variable d'ailleurs d'importance presque pour chaque établissement.

Le repos du samedi est encore en définitive fort peu

répandu chez nous, et on ne peut que le regretter pour les classes laborieuses.

C'est, en France comme en Angleterre, dans le textile et les industries connexes, que la coutume a fait sa première apparition.

Faut-il voir là une simple coïncidence, un pur effet du hasard? Nous ne le pensons pas. Tout porte plutôt à croire que c'est une conséquence de ce fait que, dans les industries textiles, l'enfant et la femme sont appelés en grand nombre à concourir à la production. Or, nous l'avons vu, c'est surtout à leur intention que fut conçu et appliqué le repos du samedi après-midi.

Un rapport officiel dressé en 1903 par l'Inspection du travail (1), après étude de la question, classait en trois groupes distincts les établissements jouissant alors de ce repos :

Dans le premier groupe, de beaucoup le plus important, l'usage fut imposé par les conditions mêmes du recrutement du personnel. Généralement situés en pleine campagne, dans un pays à population clairsemée, ces établissements, en effet, doivent recruter les travailleurs dans un rayon assez étendu (dix, quinze, et même jusqu'à vingt-cinq kilomètres). C'est, on le conçoit, l'impossibilité pour les ouvriers et les ouvrières de regagner chaque soir leur logis. Aussi couchent-ils, pendant la semaine, ou bien dans les dortoirs de l'établissement, ou encore dans des chambres garnies, aux environs de la fabrique. Détestables conditions d'existence au point de vue hygiénique et moral.

Il est donc juste et nécessaire que tous les samedis, au moins, ils puissent aller retrouver leurs familles, et passer

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, mars 1903, p. 204 et suiv.

le dimanche avec elles. Et, comme ils ont beaucoup de chemin à faire, ils sont obligés de quitter l'usine ou la fabrique de bonne heure, pour arriver chez eux avant la nuit.

Ces établissements sont situés dans les départements suivants, assez pauvres en général et à population fort peu dense : Ardèche, Drôme, Gard, Vaucluse, Isère, Savoie, Loire, Puy-de-Dôme et Saône-et-Loire. C'est l'industrie de la soie, sous ses diverses formes (moulinages, filatures, dévidages et tissages) qui constitue presque tout le contingent de ce premier groupement. Environ vingt cinq mille ouvriers, presque tous des femmes et des enfants, appartenant à près de quatre cents établissements, étaient ainsi appelés à chômer une partie de l'après-midi du samedi, lors de l'enquête faite, en janvier et février 1903, par les inspecteurs divisionnaires du travail. Ces chiffres n'ont pas sensiblement varié depuis. C'est surtout la main d'œuvre féminine, la plus employée dans ces établissements, qui profite de cette coutume (environ 60 0/0 du total des ouvriers visés).

L'heure de la cessation du travail est très variable d'un département à l'autre, et même d'un établissement à l'autre. On rencontre des heures de fermeture depuis midi jusque quatre et même cinq heures du soir.

Parfois il se trouve que les ouvrières d'une usine, qui demeurent au loin, quittent le travail quelque temps avant l'heure du train ou de la voiture qui doit les ramener au logis, tandis que l'usine reste ouverte jusqu'à l'heure ordinaire de fermeture pour les ouvriers qui veulent continuer à travailler.

Le second groupe des établissements pratiquant l'usage du repos du samedi soir est constitué uniquement par des

fabriques de cotonnades de Roanne et de la région, dans les départements de la Loire et du Rhône ; soit environ douze mille travailleurs intéressés, dont plus de la moitié de femmes. (Données de l'Inspection du travail, *Bulletin de l'Office du Travail*, mars 1903).

Pour ce deuxième groupe, la cessation du travail s'applique indistinctement à tous les ouvriers. L'usage remonte à 1879. Il s'établit sur l'initiative d'un industriel philanthrope de Roanne, qui voulait permettre à ses ouvriers de s'occuper le samedi soir des soins de leur ménage, de façon à pouvoir se conformer, le dimanche, aux prescriptions de leur religion.

Jusqu'en 1889, l'exemple ainsi donné ne fut pas suivi. Mais, cette année là, à la suite d'une grève de tous les ouvriers des cotonnades, ceux-ci demandèrent, et obtinrent de leurs patrons, le repos de l'après-midi du samedi. Les parties convinrent que l'on travaillerait désormais onze heures par jour pendant les cinq premiers jours de la semaine, et six heures le samedi matin, soit soixante et une heures par semaine. Ici le repos du samedi dérivait de la semaine anglaise.

Depuis, l'usage s'est solidement implanté et maintenu, et les ouvriers y tiennent à tel point que lorsque les industriels de Roanne, gênés par l'application du premier palier de la loi du 30 mars 1900, limitant à dix heures et demie la durée journalière du travail, primitivement fixée à onze heures, voulurent compenser cette réduction d'une demi-heure par la suppression du repos du samedi, au moins pendant l'hiver, une grève s'ensuivit aussitôt, qui, prenant bientôt des proportions considérables, engloba les huit mille ouvriers de vingt établissements.

La grève dura du treize octobre au cinq novembre 1902.

A cette dernière date, les parties se mirent d'accord pour adopter une solution transactionnelle : on convint de ne supprimer le repos du samedi que pendant douze semaines seulement.

Nous arrivons enfin au troisième groupe des établissements pratiquant le repos du samedi après-midi.

Contrairement aux deux groupes précédents, celui-ci n'a pas d'unité, il n'appartient pas à une industrie déterminée, n'est pas non plus localisé dans une région. Il est formé de maisons d'origine anglaise, ou américaine, dont les directeurs étrangers ont apporté chez nous la coutume de leur pays. Il y avait, en 1903, une dizaine d'établissements, travaillant dans ces conditions, lesquels occupaient un peu moins de quinze cents ouvriers. Parmi ces maisons, l'on comptait : deux fabriques d'ébénisterie et de tapisserie, une fabrique de caoutchouc, une de tapis en linoléum, une teinturerie de coton en pièces, un constructeur mécanicien, une impression de tissus, toutes d'origine anglaise ; il y avait en outre une imprimerie de Compagnie d'assurances américaine, et enfin une maison hollandaise faisant la taille des diamants.

Le personnel de ces maisons était, au début, généralement étranger ; depuis, il a peu à peu fait place à un personnel français, et l'usage a perdu de sa rigueur. Le régime, par exemple, est suspendu, au cas de besoin, pour activer la production ; ou bien encore, on ne l'applique qu'à certaines catégories d'ouvriers, ou aux seuls ouvriers étrangers restés dans l'usine (il en est ainsi de l'usine de linoléum de Creil, où les seuls Ecossais, imprimeurs à la main, jouissent du repos du samedi après-midi).

En dehors de ces trois groupes assez faciles à distinguer, on pourrait sans doute encore trouver quelques cas

isolés d'application du repos du samedi, ou tout au moins quelques établissements où le travail cesse un peu plus tôt ce jour-là. On pourrait citer ainsi une filature corderie d'Angers, où le travail industriel proprement dit cesse le samedi à trois heures ; on nettoie ensuite les machines, travail auquel les hommes emploient encore quelques heures ; une soixantaine d'enfants et de femmes sont donc les seuls, en définitive, à bénéficier de la mesure.

Depuis le mois de décembre 1902, cinq filatures de schappe du département de l'Ain observent le repos de l'après-midi du samedi ; mais il y a là une raison spéciale : on veut restreindre la production.

En résumé, cela ne donne pas, jusqu'en 1903, un contingent bien fort de travailleurs appelés au bénéfice de cette heureuse mesure : au total, en effet, elle touche à peine quarante mille ouvriers ; qu'est-ce donc que cela auprès des trois millions de travailleurs de l'industrie française ?

Depuis quelques années pourtant un léger mouvement semble se dessiner. Certaines industries ont procédé à des essais.

En 1905, l'importante usine de constructions mécaniques Delaunay-Belleville décida, sans consulter les autres industriels de l'automobile et, sans aucun doute, contre leur gré, d'instituer dans ses ateliers la semaine anglaise, à raison de cinquante cinq heures par semaine, c'est-à-dire dix heures par jour et cinq heures le samedi matin. Cette mesure, prise dans l'intérêt évident des ouvriers, faisait partie de tout un programme de réformes que la maison Delaunay-Belleville se proposait d'accomplir, au profit de son personnel.

Mais, qu'arriva-t-il alors ? C'est que les ouvriers des

autres usines, qui travaillaient onze et douze heures par jour, revendiquèrent à leur tour la semaine anglaise, et, devant le refus catégorique des patrons, pour lesquels la production intensive était alors une règle absolue, ils recoururent à la grève.

Trente établissements de minime importance, occupant à eux tous trois mille ouvriers, et pour lesquels la résistance eût été ruineuse, cédèrent et établirent la semaine anglaise : ils continuèrent cependant à travailler onze et douze heures, le changement de régime ne portant que sur le samedi, où la journée était réduite à cinq heures.

Mais les patrons de toutes les grandes usines, comprenant environ huit mille ouvriers, s'entendirent pour fermer leurs établissements, résolus à lutter jusqu'au bout. Après vingt jours d'un rigoureux *lock out*, les ouvriers vaincus durent souscrire à toutes les conditions patronales, pour voir se rouvrir devant eux les portes de l'usine (1).

Dans ces conditions, on le conçoit, la semaine anglaise ne pouvait guère survivre. La concurrence que la main-d'œuvre se fit à elle-même, au cours d'une crise économique qui, sévissant sur l'industrie de l'automobile, ruina beaucoup de maisons et jeta de nombreux ouvriers sur le pavé, contribua encore à sa défaite.

Seules continuent aujourd'hui à vivre sous ce régime : la maison Niclausse, à Paris, et la Compagnie des freins Westinghouse, en Seine-et-Oise.

Plus intéressant encore est l'exemple de la soierie lyonnaise et des industries annexes. Instruites par l'expérience de Roanne, ces industries en effet se sont occupées,

(1) *La situation des ouvriers dans l'industrie automobile*, par Étienne Riché, 1909.

avec un certain succès, de conquérir le repos du samedi après-midi.

La Société populaire d'économie sociale de Lyon étudiait la question d'une façon très attentive, et un rapport sur la fermeture des usines et des maisons de gros l'après-midi du samedi, travail consciencieux d'un très zélé propagandiste, M. A. Gruffaz, avait été discuté à la Société le 9 mai 1901, à Lyon. Après avoir constaté les résultats déjà obtenus, notamment par les emballeurs, le rapporteur avait indiqué l'intérêt qu'il y aurait à obtenir davantage, et souhaité voir remplacer par le repos du samedi accordé à tous, le chômage irrégulier mais fréquent du lundi.

« Il y a, disait alors M. Gruffaz, un usage qui tend à se généraliser de plus en plus, nécessité sans doute par l'impérieux besoin de diminuer les frais généraux qu'entraîne le développement excessif des grandes usines, par le genre actuel des affaires, qui ne se font plus que par à-coups : cet usage, c'est la mise à pied, ou plus exactement le chômage de toute une usine le lundi généralement. Ce chômage forcé, regrettable pour les deux parties, mais surtout pour l'ouvrier dont le salaire n'est pas assez élevé pour qu'il puisse s'offrir le luxe d'un jour de repos supplémentaire, se pratique pendant toute la morte saison, c'est-à-dire du mois d'avril au mois d'octobre, dans plusieurs usines de teinture et d'apprêt. » Et M. Gruffaz de demander aux intéressés, aux maîtres teinturiers et apprêteurs, s'il ne serait pas possible, ou même s'il y aurait des difficultés à choisir le samedi au lieu du lundi, et cela dans l'intérêt de tout le monde. Il signalait en même temps la répercussion bienfaisante qu'aurait cette mesure pour d'autres corporations : magasins, emballeurs,

employés de gare de la petite vitesse ... etc. Une œuvre toute récente, les « Jardins ouvriers » viendrait encore prêter son concours à une réforme si désirable, en mettant, dans leurs quartiers respectifs, à la disposition des ouvriers peu favorisés par les salaires, un coin de terre qu'ils pourraient cultiver pour utiliser leurs loisirs forcés.

Au Congrès National Corporatif de la Fédération des Employés de France (1), qui tint ses assises à Lyon le 15 août 1907, M. Gruffaz reprit la question dans un nouveau rapport. « Bien avant les Anglais, dit-il, nous avons connu la semaine anglaise. Nous lisons, dans les us et coutumes des corporations du Moyen-Age, qu'à cette époque reculée, les ateliers de différents corps de métiers étaient déjà fermés le samedi au premier coup des vêpres, c'est-à-dire à trois heures... » Et il concluait à la nécessité de poursuivre patiemment, mais avec ténacité, dans l'intérêt du repos hebdomadaire lui-même, la fermeture à midi des usines et magasins de gros. Très sagement enfin, avec une ferme modération, il indiquait les voies qui lui paraissaient les plus aptes à conduire au résultat cherché : « Je n'ignore pas les difficultés, la gêne momentanée, la perturbation peut-être que cette réforme est susceptible d'apporter d'abord dans l'industrie, au moment où la lutte économique est de plus en plus âpre, où l'activité industrielle, la concurrence commerciale créent aux patrons des charges lourdes, des responsabilités plus grandes. Aussi, sans sommations, sans exigences immédiates, je demande

(1) Fédération des Employés de France. XIV^e Congrès National corporatif tenu à Lyon les 15, 16, 17 et 18 août 1907. *Compte rendu analytique* par A. Latin, secrétaire général du Congrès, pp. 54 à 58 et 102, 103, 104. Lyon, imprimerie Morel.

aux hommes de bonne volonté de mettre dès maintenant, à l'étude, avec la plus grande loyauté, cette importante question. Que patrons et ouvriers, tous intéressés à une organisation du travail adaptée aux besoins économiques de la société actuelle, cherchent la solution de ce problème dans la nécessité de diminuer les heures de travail pour les deux raisons que voici : surproduction par le développement excessif du machinisme, et, par suite, épuisement trop rapide des forces humaines par le surmenage d'un labeur toujours trop précipité et intensif. » On ne pouvait mieux dire !

L'Union des Syndicats du tissage de la région Lyonnaise menait, d'autre part, dans le même sens, une campagne des plus actives, qui la conduisit, en 1907, à remporter une très intéressante victoire (1).

L'Union avait, dans un rapport fort bien documenté, exposé aux syndicats patronal, les avantages qu'elle attendait, pour ses adhérents, de l'adoption de la semaine anglaise. Mais le syndicat patronal restait hostile. Une grève calme, un commencement de grève plutôt, s'ensuivit. Presque aussitôt, les commissions patronales et ouvrières prirent la sage résolution de s'expliquer, et, après une longue et courtoise discussion, l'accord se fit sur les bases suivantes : « Pendant les mois d'été, c'est-à-dire du premier mai au premier octobre, les usines arrêteront le samedi à onze heures du matin. Le nettoyage et la paie auront lieu à partir de onze heures. Lorsqu'il y aura un jour férié dans la semaine, le repos du samedi sera supprimé. Après un mois d'essai, si toutes les usines de Lyon ne suivent pas la semaine anglaise, les patrons

(1) *Lyon Républicain*. 6 juin 1907. « La Semaine anglaise ».

signataires reprendront leur liberté. » Cet accord était complété par l'importante disposition additionnelle suivante : « Les deux syndicats s'engagent à ne proposer aucune diminution ni aucune augmentation de salaire, sur les articles en cours de fabrication, pendant un laps de temps à déterminer (1). » On voulait ainsi dégager l'expérience de ce qui aurait pu venir en fausser la signification.

La réforme se présentait là comme relativement facile à réaliser. Ce n'était point un essai hasardeux tenté au détriment possible de la prospérité de l'industrie textile. Depuis longtemps déjà, dans la région, les usines de tissage, dans lesquelles les ouvrières vivaient en commun, sous un véritable régime d'internat, les renvoyaient dans leur famille l'après-midi du samedi, la rentrée s'effectuant le lundi matin. En fait, cela se passait comme à Roanne. L'effort de l'Union des Syndicats n'a donc fait, en définitive, que hâter la généralisation d'une mesure déjà éprouvée.

Quoi qu'il en soit, on s'est félicité de part et d'autre de l'accord intervenu, et on a reconnu qu'il serait durable si la loi permettait l'usage de la semaine de soixante heures, à répartir au gré des corps de métiers, au lieu de la journée légale de dix heures.

L'exemple est intéressant à retenir, car il souligne la bienfaisante et puissante action des groupements ouvriers bien organisés, qui étudient les questions avant de les poser, et savent ensuite en poursuivre la réalisation avec patience et méthode, en disputant pas à pas le terrain à la routine et aux préjugés.

(1) *Le Musée Social*. Juillet 1907. « La Semaine anglaise et les ateliers lyonnais de tissage. »

On a fait encore bien peu, en France, on le voit, pour le repos du samedi après-midi, mais la voie est tracée : que les syndicats s'emparent de la question, qu'ils l'étudient consciencieusement et cherchent les meilleurs moyens d'adapter le demi-congé aux commodités de l'industrie qu'ils représentent ; et qu'ils mettent ensuite toutes leurs forces en œuvre pour parvenir à leurs fins !

La meilleure manière sera le plus souvent une discussion franche et loyale avec les syndicats patronaux : bien rarement, en se plaçant sur ce terrain, ces derniers chercheraient à se dérober, et l'on aboutirait souvent à un essai : chacun peut-être y trouverait son compte, et le provisoire pourrait devenir définitif.

On peut conclure en disant : Jusqu'ici, le repos du dimanche, trop neuf encore, n'était pas complètement entré dans nos mœurs. On voyait beaucoup d'ouvriers travailler le dimanche matin ; la résistance à la loi semblait même, fait caractéristique, venir des deux parties. Mais le repos dominical semble aujourd'hui définitivement accepté et très généralement observé. Ne serait-ce pas le moment de le compléter ?

CHAPITRE II

POINT DE VUE LÉGISLATIF

SECTION I. — *La question jusqu'en 1900.*

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mun.

§ 2. — Premier essai législatif. — Loi du 2 novembre 1892.

§ 3. — Loi du 30 mars 1900.

SECTION II. — *La question depuis 1900.*

§ 1^{er}. — Conséquences de la loi de 1900.

§ 2. — Mouvement en faveur de la réglementation hebdomadaire.

§ 3. — Proposition Waddington.

§ 4. — Tentatives isolées et incidentes en faveur du repos du samedi après-midi.

§ 5. — La semaine anglaise au programme actuel du socialisme.

§ 6. — Nouvelle proposition de Mun.

Nous avons vu comment le repos du samedi après-midi, seul ou lié à la semaine anglaise, a commencé à s'introduire çà et là dans l'industrie française. Il nous reste maintenant à rechercher si la question n'a pas, à différentes reprises, attiré l'attention du législateur.

Il convient, pour cela, de marquer deux grandes étapes : la première, allant jusqu'à la loi du 1^{er} mars 1900 sur la réglementation des heures de travail dans l'industrie : c'est la période des initiatives individuelles et incomprises ; la deuxième a pour origine le mouvement général d'opinion créé par l'application de la loi de 1900.

SECTION I

LA QUESTION JUSQU'EN 1900

§ 1^{er}. — Propositions de lois de Mun

La première proposition de loi ayant trait au repos du samedi après-midi remonte au 20 février 1886. Elle s'intitulait : proposition de loi sur la protection des ouvriers pour la réglementation du travail, et avait pour auteur le comte Albert de Mun, dont la voix éloquente, guidée par des convictions catholiques profondes, se fit, naguère, si souvent entendre au Parlement, en faveur des classes laborieuses. Les autres signataires étaient : M^{sr} Freppel, le vicomte de Bézizel, Boscher-Delangle, Larère, Hillion, le comte de Kersauson, Le Cour, députés (1).

Cette proposition de loi eut malheureusement le sort de beaucoup d'autres : on la renvoya à une commission d'études, en l'espèce à la commission relative à la durée des heures de travail dans les usines et manufactures et... elle ne reparut pas.

Son exposé des motifs mérite pourtant d'être rappelé, car c'était, sous une inspiration évidemment confessionnelle pour une bonne part, mais dans une pensée généreuse et humaine aussi, un chaleureux plaidoyer pour le repos hebdomadaire, prononcé vingt ans avant que la loi de 1906 ne vînt faire de ce repos une réalité. « Il est, disait-il, une revendication des classes laborieuses

(1) J. O. Documents parlementaires, année 1886, p. 1073.

dont nous nous faisons les interprètes avec d'autant plus de confiance que sa légitimité s'appuie sur la loi divine elle-même. L'homme n'est pas une machine perfectionnée condamnée tous les jours de la semaine à un labeur incessant. Le repos du dimanche qui lui est dû par respect pour sa liberté religieuse, lui est aussi nécessaire au point de vue physique qu'au point de vue moral... »

Ce repos, M. de Mun voulait non seulement qu'il fût étendu à tous les travailleurs, mais encore, pour le rendre réellement efficace, qu'on le fît partir du samedi après-midi. « Et pour que ce repos si bien gagné, disait-il, ne devienne pas un leurre dans la pratique, pour que cette proposition si légitime, si bienfaisante, soit sérieusement exécutée, nous avons cru qu'il y avait lieu de décider que les samedis et veilles de jours de fêtes le travail industriel ne pourrait excéder huit heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation, de rangement, sauf dans les usines à feu continu. Dans celles-ci, où des considérations de force majeure s'opposent à l'interruption du travail, nous demandons que les ouvriers, aient au moins un dimanche libre sur deux. Notre proposition de loi accorde enfin le délai d'un an aux chefs d'entreprise pour organiser le travail dans leurs ateliers conformément aux dispositions qu'elle édicte. »

Cette proposition, modeste encore, mais intéressante cependant, n'eut pas la fortune qu'elle méritait. Peut-être avait-elle le tort de ne pas venir à son heure : l'opinion n'était guère préparée à la recevoir. Il est permis aussi de penser que les préoccupations religieuses qui avaient présidé à sa conception, et qui trouvaient leur expression dans l'exposé des motifs, ne furent pas non plus complètement étrangères à son insuccès : elles masquaient un peu le côté

social de la proposition, et déjà elles ne constituaient plus à elles seules des raisons capables de rallier, au Parlement, la majorité des suffrages.

M. de Mun cependant ne se tint pas pour battu par ce premier échec. Le 7 décembre 1889, il déposait sur le bureau de la Chambre une nouvelle proposition de loi, qui portait également la signature de MM. de Ramel, le comte Geoffroy de Montalembert, Thellier de Poncheville, Le Cour, Brincard, le comte de Montsaunin, députés (1).

M. de Mun reprenait les idées qui lui étaient chères, mais il leur donnait une forme nouvelle : il préconisait cette fois l'adoption de la semaine anglaise. C'était une manière différente de concevoir la réglementation des heures de travail, dont l'avantage serait de laisser aux industriels toute latitude pour l'organisation du travail et le roulement des équipes : « Comme avant tout, le repos du dimanche et des jours fériés doit-être assuré aux ouvriers, et qu'il ne peut l'être d'une façon sérieuse et efficace qu'en le complétant, à l'exemple de l'Angleterre, par la réduction du temps de travail le samedi, nous proposons de fixer à cinquante-huit heures par semaine le maximum de la durée du travail effectif. »

Le texte ainsi présenté devait intéresser les manufactures, usines, mines, carrières, chantiers et ateliers. Après avoir posé le principe des cinquante-huit heures par semaine, il spécifiait, dans son article 8 : « Les samedis et jours de fêtes légales, la durée du travail ne peut excéder huit heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation et de rangement. Une prolongation de la journée, les

(1) Documents parlementaires. Chambre. Session extraordinaire 1889. Documents annexes, p. 270.

samedis et veilles de fêtes, ne pourra être autorisée que pour les travaux de réparation plus considérables, qui ne pourraient s'exécuter dans le courant de la semaine sans entraîner le chômage de l'atelier ou d'une partie de l'atelier. » Les articles 9 *in fine* et 10 du projet admettaient les exceptions jugées nécessaires.

Cette deuxième proposition de loi n'eut pas plus de succès que la première. Proposer d'ailleurs cinquante-huit heures par semaine, c'était fort téméraire, l'industrie française étant alors habituée à travailler beaucoup plus longtemps. La réforme préconisée était trop brusque pour avoir chance-d'aboutir ; elle ne fut même pas discutée.

§ 2. — Premier essai législatif. — Loi du 2 novembre 1892

L'idée lancée par M. de Mun, à deux reprises différentes, n'avait pu manquer tout au moins d'attirer l'attention sur le problème qu'elle posait en s'efforçant de le résoudre. Il en resta quelque chose.

Lorsque, en 1892, vint devant les Chambres la discussion de la loi qui devaient être la véritable charte de l'industrie française (loi du 2 novembre 1892), on s'avisa de reprendre l'idée de la semaine anglaise, et de lui faire une place dans le texte législatif, à titre d'essai. Deux amendements furent déposés dans ce but : l'amendement Diancourt et Maxime Lecomte au Sénat (séance du 21 mars 1892) et l'amendement Malartre à la Chambre.

L'amendement de M. Diancourt (1) était ainsi conçu :

(1) J. O. Sénat. Séance du 28 mars 1892, p. 295, discussion.

« Les enfants de l'un et de l'autre sexe, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

« Les filles au-dessus de dix-huit et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Le résultat que l'on voulait atteindre était de distinguer entre les diverses catégories de travailleurs, rangés par âge et par sexe, et d'appliquer à chaque catégorie le régime qui semblait devoir lui convenir le mieux. Pour les enfants de quatorze à seize ans, on acceptait la limitation à dix heures, votée par le Sénat. Quant aux mineurs de seize à dix-huit ans, dont la résistance physique était considérée comme étant déjà plus grande que celle des enfants, on acceptait bien encore pour eux le principe de dix heures par jour, mais on demandait d'englober cette limitation à dix heures dans l'ensemble du travail de la semaine. De cette façon le jeune ouvrier pourrait travailler onze heures par jour, comme le reste de l'atelier, pendant cinq jours par semaine, et faire seulement une demi-journée le sixième jour. D'où le double avantage de ne pas désorganiser le travail de l'usine, et d'aboutir au repos du samedi après-midi.

L'amendement Malartre (1), présenté à la Chambre des Députés, était conçu dans des termes plus extensifs. Il établissait la semaine anglaise pour tous les mineurs de

(1) Chambre. J. O. 1892. Séance du 29 octobre 1892.

dix-huit ans, enfants et adolescents, sans distinction. Le texte du Sénat l'emporta : dix heures par jour pour les enfants de moins de seize ans, et semaine anglaise pour les adolescents de seize à dix-huit ans seulement. L'article 3 de la loi fut modifié en ce sens. Le législateur avait enfin consenti à tenter l'expérience de la semaine anglaise, aboutissant à une journée plus courte, le samedi.

Pourquoi donc cette disposition de la loi du 2 novembre 1892 n'eut-elle qu'une carrière éphémère, si tant est même qu'elle ait été jamais sérieusement appliquée?

C'est que cette loi avait le tort de conduire à une complication extrême, due à la coexistence de quatre régimes différents pour le travail industriel : trois nouveaux, qu'elle introduisait, et le régime de la loi de 1848, toujours en vigueur pour les hommes adultes. Dans ces conditions, le gouvernement crut bon de ne pas poursuivre énergiquement l'application de la loi. Les industries où travaillaient à la fois hommes, femmes et enfants, gênées par les dispositions législatives nouvelles, s'essayèrent de leur mieux à les tourner, voire à les éluder. C'est ainsi que l'on vit s'établir, dans les usines, des relais ou équipes tournantes, pour les femmes et les enfants ; ces relais, qui permettaient aux industriels de tirer parti des douze heures de travail des hommes adultes, avaient le grave inconvénient de rendre le contrôle presque impossible. Les enfants et les femmes profitaient fort peu, en réalité, des avantages qu'avait voulu leur assurer la loi, car ils étaient retenus à l'atelier, ou dans le voisinage, plus longtemps que ne l'exigeait le travail qu'ils avaient effectivement à fournir. Il s'ensuivait enfin une véritable dislocation de la famille ouvrière, dont tous les membres devaient avoir de la sorte une existence autonome, avec des heures de sorties

à part, et des repas différents. C'est là d'ailleurs un mal qui se retrouve dans toute législation ouvrière qui n'impose pas à l'industrie un régime unifié.

Ces raisons firent si bien que des protestations et des récriminations ne tardèrent pas à s'élever de toutes parts contre cette loi, dont pourtant les mobiles étaient bons.

On réclama l'unification de la réglementation des heures de travail à onze heures par jour au Sénat, à dix heures à la Chambre des Députés (proposition Ricard). Le gouvernement, en attendant, par une mesure d'ailleurs illégale, donna l'ordre aux inspecteurs de faire respecter seulement la limitation de la journée à onze heures. Par là les difficultés n'étaient point toutes supprimées, mais on privait les adolescents du bénéfice de la semaine anglaise. Une circulaire du ministre M. Millerand, en 1899, tenta bien de rappeler les industriels au respect de la loi ; mais déjà les Chambres s'étaient ralliées à la limitation pour tous de la journée de travail à dix heures, et en posaient le principe dans la loi du 30 mars 1900.

§ 3. — Loi du 30 mars 1900.

Au cours de la discussion qui précéda le vote de la loi du 30 mars 1900, l'idée de la semaine anglaise et du repos du samedi après-midi, trouva encore des défenseurs en la personne de l'abbé Lemire, à la Chambre, et du comte de Blois, au Sénat.

L'abbé Lemire déposa l'amendement (1) suivant à l'article 3 du texte présenté par la commission : « Les jeunes

(1) *J. O. Chambre*, 1899, p. 2.300.

ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans, et les femmes, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine et de plus de onze heures par jour, celles-ci coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Et M. l'abbé Lemire de s'expliquer en ces termes : « Le but poursuivi, c'est l'unification des heures de travail. Le moyen proposé par la commission n'est ni le meilleur ni le seul. L'unification, il n'y a qu'un moyen de la faire : C'est de respecter à la fois les exigences de la liberté industrielle et les exigences locales. Le moyen unique d'arriver à ce que le repos hebdomadaire soit observé par tout le monde, c'est de faire en sorte qu'un après-midi entier ou une notable partie de la journée, en dehors du dimanche, soit exclusivement consacrée au rangement et nettoyage de l'atelier ainsi qu'aux réparations des machines. Ce travail pourrait avoir lieu, par exemple, le samedi après-midi ou le lundi matin, de sorte que, dans un atelier où les hommes travaillent avec les femmes, les hommes pourraient être occupés après le départ de celles-ci et ne réclameraient pas contre notre loi. Ils diraient : c'est très bien ! les femmes étant parties le samedi matin, nous pourrions rester le soir pour nettoyer l'outillage. L'arrangement que je propose serait très utile à la famille. » Et l'orateur d'indiquer des précédents heureux, celui de Roanne notamment.

Le comte de Blois (1) avait, lui aussi, proposé soixante heures par semaine, avec un maximum de onze heures par jour. Il s'était, disait-il, inspiré d'un vœu de la

(1) *J. O. Sénat*, 1900. Séance du 26 mars, p. 172 et 173.

Chambre de commerce d'Angers, et il rappelait l'avis donné par un inspecteur du travail : « Édicter un maximum hebdomadaire est le seul moyen, pour nous, de rendre l'inspection efficace ; si vous établissez un maximum quotidien, il n'y a pas moyen d'en sortir. »

Mais, à la Chambre des Députés comme au Sénat, l'amendement proposé se heurta à cette objection faite par le rapporteur de la loi, appuyé par le ministre du commerce : si vous adoptez la limitation hebdomadaire, vous allez permettre d'allonger la journée de l'enfant et de la porter à onze heures pendant cinq jours de la semaine. Or, dix heures sont déjà trop pour lui. Cela parut irréfutable, et la proposition fut repoussée à la Chambre à une grosse majorité ; au Sénat, elle ne fut même pas prise en considération.

La loi du 30 mars 1900 posa donc, dans son article 3, le principe de la journée de dix heures, réalisée par étapes, mais applicable à tous. La réduction du temps de travail ainsi imposée jeta le monde industriel dans la plus grande agitation.

SECTION II

LA QUESTION DEPUIS 1900

§ 1. — Conséquences de la loi de 1900

La loi de 1900, en restreignant d'une façon générale et notable la durée de la journée de travail, était appelée fatalement à faire renaitre la crainte d'une diminution

corrélative de la production. Et il y avait là un argument dont ne pouvaient manquer de s'emparer les adversaires de l'intervention légale, adversaires qui comptaient, bien entendu, dans leurs rangs, la majorité des industriels.

A bien l'examiner cependant, et en toute impartialité, cet argument est loin d'avoir la rigoureuse portée qu'on lui prête. Sans doute, au début, la production peut fléchir légèrement, par suite de la réduction de la durée journalière du travail ; mais, d'une part, cet effet est compensé en partie par la plus grande énergie, par la plus grande activité physique de l'ouvrier, qui produit davantage proportionnellement ; d'autre part, il n'est aussi, le plus souvent, que momentané, car l'outil se perfectionne sous l'effort de la concurrence. Les faits d'ailleurs sont là pour nous montrer que la production n'a jamais tardé, en pareille occurrence, à reprendre et même à dépasser son ancien niveau, qu'elle avait pu sembler abandonner un instant.

Quelle que soit la valeur réelle de l'objection, elle a joué ici, comme dans toute l'histoire de la législation réglementaire de l'industrie, un rôle des plus importants : on dressa une fois de plus le fantôme de la concurrence étrangère.

Une autre conséquence de la loi de 1900, inattendue celle-là, et indirecte, allait bientôt apparaître : dans les établissements qui jouissaient déjà du repos du samedi après-midi, les patrons voulurent en effet compenser la diminution du temps de travail qu'on leur imposait, en supprimant la liberté du samedi par eux bénévolement accordée à leur personnel. Les exigences mêmes de la loi nouvelle, semblaient d'ailleurs, dans leur rigidité, con-

duire inévitablement à cette suppression. Et M. Risler (1) cite à ce propos un exemple typique : Un industriel philanthrope, M. Badin, filateur à Barentin (Seine-Inférieure), avait adopté, trente ans avant la loi sur le travail, la semaine anglaise ; les ouvriers appréciaient tellement ce système de travail, que lorsqu'on a voulu le leur interdire, ils se sont prononcés à l'unanimité, dans une séance publique, contre cette interdiction. A la suite de ce vote, M. Badin a continué à faire travailler dans les conditions précédentes, jusqu'à ce que l'inspecteur du travail lui ait fait un procès. Il avait tenu à avoir ainsi une pièce légale établissant que c'était contre sa volonté et contre celle de ses ouvriers, qu'il devait modifier la marche du travail dans son usine. La même situation se présentait partout. Mais les ouvriers tenaient beaucoup à cet usage, déjà tout à fait entré dans les mœurs ; aussi, le firent-ils bien voir : dès qu'on voulut le leur enlever, ce fut la grève ; cette grève se termina, comme on l'a vu pour la région roannaise, par un accord, une transaction qui maintenait le repos du samedi après-midi, sauf suppression douze fois par an.

§ 2. — Mouvement en faveur de la réglementation hebdomadaire.

L'industrie française, nous venons de l'indiquer, appréhendait grandement l'application de la loi du

(1) *Bulletin de la Ligue Populaire pour le repos du dimanche en France*, n° du 20 août 1907 17^e assemblée générale de la Ligue tenue le 11 juillet au Musée social. Communication de M. Georges Risler.

30 mars 1900, qui réduisait à dix heures et demie, à dater du 31 mars 1902, la limite de la durée du travail dans les établissements à personnel mixte : elle entrevoyait, comme conséquences fatales, une diminution appréciable de la production, d'où augmentation du prix de revient et infériorité à l'égard de la concurrence étrangère. Aussi chercha-t-elle un moyen, sinon de se mettre ouvertement en révolte contre la loi (elle sentait bien que cela serait difficile), du moins d'atténuer le plus possible les dangereux résultats qu'elle en attendait. L'expédient fut trouvé : il consistait dans la substitution d'un maximum hebdomadaire des heures de travail au maximum journalier édicté par la loi ; c'était en d'autres termes, préconiser l'adoption de la semaine anglaise, avec son aboutissement naturel, le repos de l'après-midi du samedi.

Pourquoi voyait-on là un remède à la diminution des heures de travail édictées par la loi ? Pourquoi soixante heures par semaine semblaient-elles aux industriels préférables à dix heures par jour ? C'est que cette solution leur aurait laissé la possibilité, en répartissant à leur gré, dans une certaine mesure s'entend, les heures qui leur étaient allouées, d'arriver à la fermeture de leurs établissements le samedi après-midi. Et de cette mesure on attendait de multiples avantages, au point de vue économique et pécuniaire. Elle mettrait en effet, pensait-on, les industriels à même de réaliser une double économie, qui leur permettrait, sans faire de trop grands sacrifices, de conserver les mêmes salaires à leurs ouvriers travaillant moins longtemps et produisant peut-être un peu moins.

D'abord, on pourrait ainsi faire une sérieuse économie

de combustible. Quiconque en effet est quelque peu au courant de la pratique industrielle sait que, lorsque les foyers des chaudières sont bien allumés, lorsque les générateurs sont sous pression, on peut laisser la machine marcher une demi-heure ou une heure de plus ou de moins sans qu'il en résulte, suivant le cas, un surcroît de dépenses ou une économie appréciable. Il n'en est plus ainsi lorsque le moteur peut être arrêté et la chaudière éteinte pendant plusieurs heures consécutives ou même pendant une demi-journée. Il en résulte alors une économie de combustible très considérable : on la regardait, d'après des calculs faits, comme devant permettre de récupérer moitié environ des frais supplémentaires qu'entraînerait le passage de dix heures et demie à dix heures comme durée du travail journalier. D'autre part, il y a dans toute usine, des travaux de réparation, d'entretien des machines, du matériel, qui ne peuvent s'effectuer que lorsque le moteur est complètement arrêté. Ces travaux divers devaient donc nécessairement avoir lieu le dimanche, seul jour d'arrêt : or le travail était payé ce jour là à un tarif beaucoup plus élevé, quelquefois double du tarif ordinaire. Avec la combinaison de la semaine anglaise, on pourrait faire faire les réparations et le nettoyage nécessaire à l'hygiène des ateliers le samedi après-midi, c'est-à-dire au tarif normal. Rien n'empêcherait même de retenir dans ce but les ouvriers adultes ou partie d'entre eux, quelques heures après le départ des ouvrières et des enfants. D'où seconde économie, très appréciable encore, et regardée comme devant atteindre et compenser le quart des dépenses supplémentaires occasionnées par la mise en vigueur du régime instauré par la loi de 1900.

Si donc on adoptait le maximum hebdomadaire, disaient

les manufacturiers, nous accepterions avec bonne grâce la loi nouvelle, dont les dangers seraient alors pour nous considérablement atténués.

Ce furent ces divers avantages entrevus qui firent que les industriels entreprirent campagne en faveur de la limitation hebdomadaire de la durée du travail. Ce qu'ils cherchaient en elle ce n'était nullement la réforme heureuse pour l'ouvrier au point de vue moral et social à la fois ; non, c'était simplement un moyen économique de parer à un danger qui leur semblait menacer sérieusement les bénéfices de l'industrie.

L'initiative du mouvement paraît avoir été prise par la Chambre de commerce de Belfort, qui procéda à une enquête à ce sujet (1).

Le 22 février 1902, c'est-à-dire un peu avant l'application du premier palier de la loi du 30 mars 1900, M. Georges Koechlin, un grand industriel de Belfort, présenta à la Chambre de commerce un rapport sur la question. La Chambre décida de l'envoyer à tous les industriels du territoire de Belfort, en y annexant un questionnaire leur permettant de faire connaître leur opinion motivée. Les résultats de cette enquête furent les suivants : quarante industriels, occupant 12.673 ouvriers (dont 25 occupant 6.954 ouvriers appartenant à l'industrie textile) répondirent au questionnaire. Sur ce nombre vingt-quatre, occupant 7.288 ouvriers (dont seize occupant 4.955 ouvriers pour la seule industrie textile) se prononcèrent en faveur de la proposition Koechlin ; neuf, occupant 3.141 ouvriers, faisaient toutefois des restrictions : six demandaient que le patron eût la faculté de réduire ou de supprimer le chômage

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, mars 1904, pp. 204 et suiv.

de l'après-midi du samedi à certaines époques de l'année ; trois, qu'une limite de durée hebdomadaire fut substituée immédiatement à la durée journalière, et sans attendre la réduction à dix heures de la journée de travail, comme le proposait M. Koechlin. Treize industriels occupant 4.920 ouvriers (dont 9 occupant 1.621 ouvriers pour le textile) demandaient le maintien de la loi. Un industriel du textile occupant 378 ouvriers, demandait, soit le maintien tel quel du système actuel, soit l'obligation pour tous les industriels de ne travailler que cinq heures le samedi soir. Enfin deux industriels seulement de la métallurgie, occupant 95 ouvriers, repoussaient purement et simplement la proposition.

En résumé, la grande majorité du textile se montrait favorable ; la métallurgie était divisée. Mais, fait à noter, la plupart des industriels, qu'ils fussent pour ou contre, manifestaient la crainte qu'après avoir obtenu le congé de l'après-midi du samedi, les ouvriers ne vinssent à réclamer la réduction des autres jours à dix heures au lieu de onze, ce qui aurait pour effet de réduire la semaine à cinquante cinq heures.

A la suite de cette consultation, la Chambre de commerce adopta, le 6 mai 1902, à l'unanimité des membres présents, le vœu suivant : « Que la loi du 30 mars 1900 soit ainsi modifiée : Pour les ateliers dont le personnel ouvrier doit, à partir du 1^{er} avril 1902, travailler dix heures et demie effectives par jour, et à partir du 1^{er} avril 1904, dix heures effectives par jour, le travail sera de soixante heures par semaine. Ces soixante heures seront réparties sur les six jours de la semaine suivant les intérêts et les convenances de chaque usine, mais en aucun cas la journée de travail effectif ne pourra excéder onze heures. Les chefs

d'établissement devront déclarer par écrit à MM. les Inspecteurs du travail de quelle façon ces soixante heures de la semaine seront réparties, tant en hiver qu'en été. Des affiches indiquant la répartition seront placées dans les salles de l'usine. »

Mais le mouvement s'étendait, et le 5 mai 1902, l'Assemblée générale des Présidents de Chambres de commerce, réunis à Paris, émettait le vœu suivant : « L'Assemblée des Présidents de Chambres de commerce proteste contre la loi de 1900 dont l'application récente fait ressortir les graves et nombreux inconvénients. Elle émet le vœu que cette loi soit modifiée d'urgence en ce qui concerne les industries saisonnières et de plein air, auxquelles on ne saurait appliquer une réglementation uniforme et absolue ; *que d'autre part, le maximum des heures de travail soit fixé par semaine et non par jour.* »

Ce vœu, fait surtout d'hostilité contre la loi nouvelle, exprimait l'irritation à peine contenue des représentants officiels de l'industrie ; il ne préconisait la limite hebdomadaire que comme un pis aller encore redoutable. Il fut textuellement repris par un grand nombre de chambres de commerce.

La Chambre de commerce d'Elbeuf mérite une mention spéciale ; et le vœu qu'elle émit le 11 novembre 1902 est pour nous à relever : tout en souhaitant que la réforme fut étendue même aux ateliers d'adultes, cette Chambre, en effet, mettait nettement en vue la question du repos de l'après-midi du samedi. Elle demandait :

« Que la loi du 30 mars soit ainsi modifiée dans le cas où l'application du dernier palier serait maintenue :

« 1° Pour les ateliers mixtes dont le personnel ouvrier doit, à partir du 1^{er} avril 1904, travailler dix heures effec-

tives par jour, le travail sera de soixante heures par semaine. Pour les ateliers d'adultes, le travail sera de soixante six heures à partir de la même date, comme il l'est aujourd'hui.

« 2^o Ces heures seront réparties sur les six jours de la semaine suivant les intérêts et les convenances de chaque usine. Tout chef d'entreprise restant libre de fixer la répartition du crédit d'heures qui lui est alloué par semaine, et d'adopter ou de ne pas adopter le chômage du samedi après-midi, sauf entente avec son personnel. Mais, dans aucun cas, la journée ne pourra dépasser onze heures pour les ateliers mixtes, et douze heures pour les ateliers d'adultes. Les chefs d'entreprises devront faire connaître aux inspecteurs du travail la répartition des heures du travail qu'ils auront adoptée, et qu'ils seront tenus de faire afficher dans leurs ateliers.

« 3^o Pour faciliter l'application générale de cette loi, à la date du 1^{er} avril 1904, MM. les Inspecteurs du travail seront autorisés, dès à présent, à accorder aux industriels qui en feront la demande, la latitude de faire, dans leurs usines, des essais généraux ou partiels en vue du chômage de l'après-midi du samedi. »

Ces vœux, cette agitation, ne pouvaient manquer d'attirer l'attention des pouvoirs publics, et de provoquer de leur part quelque mesure ayant pour but de les éclairer sur le bien ou le mal fondé des récriminations soulevées, et sur le mérite et l'opportunité du remède proposé.

Aussi, le 23 décembre 1902, le Ministre du commerce prescrivait-il aux Inspecteurs divisionnaires du travail de se livrer à une enquête pour lui faire connaître quels étaient les établissements qui pratiquaient déjà le repos du samedi après-midi, et quelle était, expérience étant

faite, l'opinion des deux parties, patrons et ouvriers, sur cette organisation du travail.

Les Inspecteurs, suivant ces intructions, procédèrent donc, en janvier et février 1903, à une étude consciencieuse, et à toutes investigations utiles. Cela les conduisit à établir la statistique et la classification des établissements pratiquant la coutume : nous avons, plus haut, rapporté l'une et l'autre. Voyons, à présent, quels furent les avis émis par les parties intéressées.

Il convient, avant tout, de remarquer que la question ne semble pas avoir été toujours et par tous très bien comprise, ce qui peut expliquer dans une large mesure la réserve généralement manifestée.

D'une part, en effet, les industriels et les syndicats patronaux furent loin de montrer l'enthousiasme unanime que semblaient présager les vœux des Chambres de commerce. Si ceux des régions où se pratiquait déjà le repos de l'après-midi du samedi en restaient résolument partisans, dans d'autres régions, par contre, beaucoup étaient hostiles ou tout au moins indifférents. A Paris notamment, où l'activité industrielle est particulièrement intense le samedi, et où l'on serait plutôt tenté d'allonger le travail ce jour là, on se montra en grande majorité défavorable. Il en fut de même dans la septième circonscription d'inspection divisionnaire, formée par les départements du nord-ouest de la France, où l'enquête fut cependant très méthodiquement menée, et précédée d'une série de conférences, faites par l'Inspecteur, et destinées à expliquer la réforme aux intéressés.

Du côté ouvrier, d'autre part, l'hostilité fut à peu près générale, et il ne faut pas s'en étonner : le fait même que la modification à la loi avait été demandée par les Chambres

de commerce, organe du patronat, les incitait à la défiance, et leur faisait redouter quelque piège. Le journal *La Voix du Peuple* se faisait l'écho de ces craintes, dans un article publié en avril 1903, où il s'exprimait ainsi, à propos de l'enquête faite par les inspecteurs du travail : « Déjà nous savons que les Bourses du travail ont toutes répondu négativement et ont demandé que les dix heures journalières restent un maximum. En répondant ainsi les Bourses du travail (la Fédération des bourses a envoyé à celles-ci une circulaire à ce sujet) ont sagement agi .. Actuellement, la loi n'est pas appliquée dans quatre-vingt dix cas sur cent, cela est un fait certain, mais si la demande patronale était prise en considération, il est encore plus certain qu'à part de très faibles exceptions, elle ne le serait plus du tout (1). »

Sans doute, les ouvriers n'auraient-ils pas demandé mieux que d'avoir leur liberté le samedi ; mais ils ne voulaient pas que ce fût au détriment des autres jours de la semaine, allongés en conséquence.

De plus, presque tous redoutaient une diminution de salaires, si l'on réduit une demi-journée de travail le samedi. C'est là une conception évidemment et doublement erronée, puisque l'augmentation des autres jours serait déjà une compensation, et que la valeur du travail augmenterait aussi avec sa productivité supérieure. Mais il n'en reste pas moins que cette idée préconçue joua son rôle, et fut un obstacle très sérieux à la réussite de la proposition.

Toute règle comporte des exceptions : c'est ainsi que

(1) Une série d'articles exprimant les mêmes craintes, et empreints de la même hostilité avaient paru en janvier et février 1903, dans *l'Ouvrier Vosgien*, d'Epinal.

quelques syndicats ouvriers se montrèrent favorables à la réforme, notamment le syndicat des ovalistes (ouvrières des moulinsages de soie) de Privas, celui des ouvrières plumières de Boulogne, enfin et surtout, adhésion la plus importante, la Fédération des Chambres syndicales ouvrières de la Seine-Inférieure et des environs, siégeant à la bourse du travail de Rouen, qui émit le vœu suivant :

« Modification à apporter à la loi de 1900 :

Tous les travailleurs sans exception, quel que soit leur âge et à quelque sexe qu'ils appartiennent, ne pourront travailler plus de soixante heures par semaine. Dans les établissements à moteurs à vapeurs ou électriques, où des femmes et des filles mineures sont occupées, on pourra faire travailler onze heures par jour les cinq premiers jours et cinq heures seulement le samedi. Cela permettra aux mères de famille employées dans ces établissements de faire le ménage, afin d'avoir un jour entier de repos par semaine. »

Le Congrès régional des syndicats ouvriers de la région de l'Est, tenu à Nancy, disait, d'autre part : « Le repos du samedi ne peut être adopté que quand celui du dimanche sera obligatoire. Ce repos ne doit être une cause de diminution de salaire pour les travailleurs des deux sexes. Il faut une entente entre les syndicats patronaux et ouvriers pour fixer un minimum légal de salaires. »

Telle était alors l'opinion des deux parties, assez flottante encore, comme on le voit.

L'Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs, s'était naturellement occupée de la question, qui fit, dans son sein, l'objet de longues discus-

sions. M. Fagnot, d'une part, avait été chargé par elle, d'examiner s'il était opportun pour l'Association de se prononcer en faveur de la modification réclamée par les Chambres de Commerce et l'Union Nationale des Syndicats patronaux de l'industrie textile, et de demander au législateur de prendre la mesure très grave consistant à amender, avant même son application intégrale, une loi considérée comme aussi bienfaisante, en somme, pour l'ouvrier, que la loi du 30 mars 1900. Dans les conclusions de son rapport, M. Fagnot s'efforçait avant tout de sauvegarder le principe de la journée de dix heures. Cependant, il admettait que patrons et ouvriers pourraient, à titre exceptionnel, et après s'être mis d'accord, conserver la durée de travail de dix heures et demie par jour, sans que la durée hebdomadaire, pour tout le personnel, pût dépasser soixante heures. Dans ce régime, regardé comme purement facultatif et expérimental, le travail aurait donc été ainsi organisé : dix heures et demie les cinq premiers jours et sept heures et demie le samedi. M. Strohl (2), d'autre part, avait abouti à des conclusions différentes : il considérait, lui, comme fort douteux que l'on pût, avec dix heures seulement de travail par jour, maintenir la production à son ancien niveau : « Malgré notre matériel perfectionné, disait-il, nous sommes au bout des vitesses de moteurs possibles et compatibles avec la sécurité du personnel et la qualité exigée du produit fabriqué. Je ne crois pas non plus que l'ouvrier puisse compenser cette

(1) Des modifications à apporter à la loi de 1900. Rapport de M. Fagnot. *Bulletin de l'Association Internationale pour la protection légale des travailleurs*. Rapport présenté le 27 mars 1903.

(2) Le repos du samedi. Rapport de M. Strohl, présenté à l'Association le 27 février 1903.

perte de production d'une demi-heure par jour par plus d'attention, de zèle. » Et M. Strohl voyait, dans le repos du samedi après-midi, le véritable antidote de ce mal redouté : la diminution de production. « Il y aurait peut-être un moyen, disait-il, de rendre cette diminution de production moins sensible à l'industriel, et de permettre à ce dernier de rétablir à peu près l'équilibre de son prix de revient, sans que ce soit au détriment du salaire de ses ouvriers. Ce moyen consisterait, au lieu de réduire le travail à dix heures par jour, de le réduire à soixante heures par semaine, avec un maximum de onze heures par jour pendant cinq jours, et de cinq heures seulement le sixième jour. » L'industriel d'ailleurs serait resté libre d'opter en faveur de l'un ou de l'autre de ces deux régimes, pourvu qu'il fit connaître à l'Inspection du Travail le mode de travail choisi. Chacun aurait, d'après M. Strohl, trouvé son compte à cette combinaison de l'arrêt du travail le samedi après-midi : économies diverses réalisables pour les industriels, liberté avantageuse pour les ouvriers.

La discussion s'engagea, M. Strohl reprochant au système Fagnot de ne permettre à l'industrie la réalisation d'aucune économie, et M. Fagnot répondant que son système avait du moins l'avantage de n'impliquer aucun recul de la législation. Finalement, l'Association pensa, avec MM. Millerand et Jay, qu'il fallait avant tout maintenir le principe des dix heures par jour, et qu'il était prudent d'attendre que la loi de 1900 fût complètement appliquée, et entrée dans la pratique de l'industrie française avant d'attirer l'attention du Parlement sur les graves considérations susceptibles de justifier une réduction spéciale de la journée du samedi. Aussi se borna-t-elle, pour le moment, à voter une résolution en ce sens.

§ 3. — Proposition Waddington

Le mouvement ainsi créé par l'application de la loi de 1900 avait eu sa répercussion au sein du Parlement.

Au mois de mars 1904, MM. Richard, Waddington, Méline, Maxime Lecomte et quelques autres de leurs collègues, déposaient sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à modifier les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, filles mineures et femmes, dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848, complété par la loi du 30 mars 1900, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines.

Cette proposition avait pour objet, d'après son auteur et rapporteur, M. Waddington, d'apporter à la loi de 1892, déjà retouchée et singulièrement transformée par la loi de 1900, « quelques modifications de détail, afin de lui donner une certaine élasticité et de la rendre plus conforme aux habitudes locales en vigueur dans plusieurs régions de notre pays, en même temps de la mieux adapter aux exigences « de la production et de la consommation modernes (1). »

Les modifications proposées répondaient assez exactement aux desiderata que nous avons vu formuler par les Chambres de commerce : elles introduisaient d'abord la limitation hebdomadaire des heures de travail, permettant

(1) Exposé des motifs, J. O. doc. Parlem. Sénat 1903, p. 117. Rapport Waddington, 8 mars 1904. J. O. d. Parlem. Sénat 1904, p. 148.

d'aboutir au chômage de l'après-midi du samedi, pour en tirer les économies qu'on en attendait.

On ne voulait pas d'ailleurs imposer un régime ; on désirait seulement laisser à l'industrie la faculté d'option entre la limite hebdomadaire et la limite journalière : soixante heures par semaine ou dix heures par jour. On sauvegarderait par là l'existence des habitudes locales, dans les régions qui pratiquaient le système du demi-congé le samedi.

Parmi les nombreux avantages de la limitation hebdomadaire, le rapporteur en signalait un, jusque là passé sous silence, et qui ne serait point pourtant le moins digne d'attention ; il faisait remarquer que la limitation hebdomadaire aurait pour effet de combattre, au moins dans une certaine mesure, la concentration industrielle. « Aujourd'hui, » disait-il, « la population ouvrière doit se réunir autour de l'endroit où elle travaille, il faut qu'elle habite dans les dépendances mêmes de l'usine, d'où comme conséquence inévitable, dépeuplement des campagnes au profit des villes, et accumulation d'une population qui se trouve privée de toute ressource lorsque arrive le chômage, alors que, disséminée autour des centres industriels, elle se tirerait, dans les périodes difficiles, beaucoup plus facilement d'affaire. »

L'argument n'est pas sans valeur. La liberté partielle du samedi viendrait encore favoriser l'exode de l'ouvrier vers la banlieue, exode si facilité déjà par l'abondance et le bon marché des moyens de communication.

M. Méline, lui, plaçait la question sur le terrain de la concurrence étrangère. Dans un discours très documenté, il défendit les conclusions de la commission. Il estimait que ce qu'on a appelé l'unification de la journée de travail

est une erreur ; il consentait à réformer la législation en ce qui concerne l'enfance, mais en renonçant à l'unification et en faisant des catégories. C'était franchement un discours de combat contre la législation nouvelle, un retour en arrière très ouvertement souhaité, bien plutôt que l'aménagement différent de l'état de choses établi (1).

Le ministre du commerce, M. Trouillot, combattait la proposition, car il ne voulait pas, disait-il, que les enfants pussent, en aucun cas, travailler pendant plus de dix heures chaque jour. Le Dr Peyrot s'élevait lui aussi avec éloquence contre toute aggravation de la situation de l'enfant ouvrier.

M. Waddington, répondant à ces objections, et après s'être attaché à prouver que la France n'était pas en retard sur les pays voisins, en matière de législation protectrice des enfants, montrait combien serait avantageuse pour ces derniers la disposition qui établirait la limitation hebdomadaire :

« Je ne veux pas abandonner le sujet sans affirmer ma conviction que le système hebdomadaire, c'est-à-dire la consécration d'un demi-jour de congé le samedi, est un arrangement singulièrement favorable aux enfants. J'en suis persuadé, si nous leur demandions leur choix, ou si nous interrogeons à cet égard nos propres enfants, ils répondraient tous qu'ils aiment mieux une demi-journée de congé que de travailler peut-être une demi-heure de moins chaque jour de la semaine. Ce demi-jour de congé offre des avantages considérables. Il permet de développer l'éducation physique de nos jeunes enfants. Vous vous êtes

(1) Discussion générale. Sénat, 18 mars 1904. *J. O. Doc. parlam.* Sénat, 19 mars, p. 333. Discussion générale. Sénat, 22 mars 1904. *J. O. Doc. Parlam.* Sénat, 23 mars, p. 344.

sans doute félicités des progrès accomplis de ce côté, vous avez constaté que dans beaucoup d'endroits, dans beaucoup de petits centres industriels, la journée du dimanche ou même quelquefois exceptionnellement, les dernières heures de l'après-midi du samedi, sont consacrées à la gymnastique, à des parties de football, à des jeux organisés, à des excursions. Ces premiers pas dans la voie du progrès nous font espérer que l'après-midi du samedi sera très utilement employé pour les enfants du sexe masculin. Quant aux filles, elles auront tout avantage à rester quelques heures de plus à la maison, heures qu'elles consacreront aux soins du ménage, ou qu'elles emploieront à se perfectionner dans l'art de la couture, lequel, comme vous le savez, est fort négligé parmi nos populations ouvrières. »

Sans doute, consentaient les adversaires du projet, ce demi-jour de congé serait en lui-même souhaitable, mais il importe avant tout d'éviter l'allongement des cinq premiers jours de la semaine ; dix heures de travail sont déjà trop pour l'enfant, proclament à l'envi les plus grands médecins, n'allez pas lui en imposer onze, ou même dix et demie.

Soucieux d'écarter ce reproche, qu'il pensait être injustifié, mais qui semblait devoir entraîner l'Assemblée au rejet de la proposition tout entière, M. Waddington était amené à modifier le paragraphe 2 du texte primitivement proposé. Il le faisait en ces termes : « Si le travail effectif est prolongé pour le personnel au-delà de dix heures, les enfants âgés de moins de quinze ans jouiront de repos supplémentaires, de manière que leur travail effectif ne soit jamais supérieur à dix heures. »

Pourquoi donc maintenir ainsi l'enfant à l'usine aussi

longtemps que l'adulte ? On en conçoit facilement la raison : « Nous avons préféré l'augmentation des repos, dit le rapporteur, parce que nous croyons qu'il y aurait grand inconvénient à laisser sortir de l'usine les enfants de cet âge. Nous nous conformons au principe de la loi de 1900 : entrée et sortie simultanées du personnel. Il n'est pas bon « de renvoyer l'enfant de quatorze, quinze ans, et de le laisser abandonner à lui-même, surtout dans les villes, pendant une demi-heure ou trois quarts d'heure. Il faudra donc que les repos soient organisés de manière à se traduire par une augmentation de l'intervalle de midi, au moment du repas du milieu de la journée, quand l'enfant sort avec ses parents et va manger chez lui, soit le matin ou l'après-midi, pendant un quart d'heure qui pourra lui être donné. Du reste, cet arrangement sera assuré par la nécessité de la communication de l'horaire, et par l'affichage de cet horaire dans les usines. »

On introduisait dans l'article 3 de la loi de 1892, et à la demande du gouvernement, un nouveau paragraphe rédigé par le Directeur du travail, et qui avait pour but de contrôler l'organisation et le fonctionnement du régime hebdomadaire, et de permettre la répression des abus, s'il venait à s'en produire :

« Le régime hebdomadaire devra être notifié à l'inspection huit jours avant son application et ne pourra être mis en vigueur que pour une période d'un mois au moins.

« La durée prévue du travail journalier devra être la même pour le personnel de l'établissement, femmes et enfants âgés d'au moins quinze ans », cette dernière réserve, pour les enfants de moins de quinze ans, étant faite sur les instances du commissaire du gouvernement.

Enfin, on avait soin de spécifier que la date de la demi-

journée serait obligatoirement la veille du jour du repos hebdomadaire. Le grand avantage du demi-congé est en effet qu'il précède et complète le repos hebdomadaire ; pris au milieu de la semaine, il ne rendrait pas les mêmes services ; il était donc sage et logique que le texte indiquât sa place nécessaire.

Finalement, le Sénat, dans sa séance du 25 mars 1904, adoptait les modifications suivantes aux lois du 30 mars 1900 et du 2 novembre 1892, en ce qui concerne la question de principe visée par l'article 3.

Nouvel article 3 :

§ 1. — « Les jeunes ouvriers et ouvrières, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour ou de soixante heures par semaine.

Dans le cas de l'adoption du régime hebdomadaire, la totalité des soixante heures peut être répartie sur les jours ouvrables de la semaine dans la limite du maximum de onze heures par jour. »

§ 2. — « Si le travail effectif est prolongé pour le personnel « au delà de dix heures, les enfants âgés de moins de quinze ans, jouiront de repos supplémentaires de manière que leur travail effectif ne soit jamais supérieur à dix heures.

§ 3. — « Le régime hebdomadaire devra être notifié à l'inspection huit jours avant son application et ne pourra être mis en vigueur que pour une période d'au moins un mois. La durée prévue du travail journalier devra être la même pour le personnel de l'établissement, femmes et enfants âgés d'au moins quinze ans. La date de la demi-

journée sera obligatoirement la veille du jour du repos hebdomadaire. »

. etc.

En votant ces dispositions législatives, le Sénat reprenait, en lui donnant une forme différente, une idée déjà vieille, mise depuis longtemps en pratique chez nos voisins anglais, et qui avait même déjà trouvé sa place dans notre loi de 1892, où son insuccès était en grande partie venu de ce fait que la mesure ne devait s'appliquer qu'à une catégorie trop restreinte de travailleurs, adolescents de seize à dix-huit ans.

Ces dispositions étaient d'inspiration évidemment patronale : c'était l'aboutissement de la campagne, entreprise par la Chambre de commerce de Belfort, et qui avait fini par agiter tout le monde industriel.

Ce fut cependant un succès tout platonique pour l'industrie : la Chambre des Députés refusa de suivre le Sénat.

C'est qu'en effet la Haute Assemblée ne s'en était pas tenue aux modifications précédemment indiquées, touchant l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892. Elle était allée plus loin dans son œuvre réformatrice d'une législation qui n'avait même pas eu le temps encore d'être complètement appliquée. Après une discussion assez vive, au cours de laquelle on s'était longuement attaché à développer les avantages que l'ouvrier était appelé à retirer du projet présenté, tout en gardant obstinément le silence sur les bénéfices qu'en attendait le patronat, le Sénat avait admis d'autres dispositions qui, troublant singulièrement l'économie de la loi de 1900, parurent à beaucoup tout à fait inadmissibles, et entraînèrent le rejet par la Chambre du projet tout entier.

Ces dispositions avaient trait tant à la question du net-

toyage, qu'aux dérogations à apporter au principe général du travail de dix heures, posé par la loi de 1900.

La question du nettoyage était tranchée dans un paragraphe 6, additionnel à l'article 3 de la loi, et qui disposait :

§ 6 *additionnel*. — En dehors des heures fixées au paragraphe 1^{er} pour le travail effectif, il pourra être procédé, après arrêt des moteurs autres que ceux de l'éclairage, au nettoyage des métiers, et machines productrices, sans que le temps réservé à ces opérations puisse dépasser deux heures par semaine, et sans que le total de la journée, nettoyages compris, puisse excéder onze heures. Dans l'horaire prévu par l'article 11 de la présente loi, le temps et les jours affectés au nettoyage devront être indiqués. »

C'était, en définitive, porter à soixante-deux heures la durée du travail hebdomadaire, que le législateur de 1900 avait voulu ramener à soixante heures.

Le gouvernement s'était vivement opposé au vote de ce paragraphe, mais M. Méline, président de la Commission, avait su triompher de l'hésitation d'une partie de l'Assemblée, en lui présentant les raisons qui démontraient, d'après lui, la nécessité de mettre le nettoyage des machines et des métiers en dehors des heures réglementaires de la journée de travail. Le travail du nettoyage, avait dit M. Méline, est un travail stérile, une perte sèche même, pour ouvriers et patrons ; il n'avait donc pu entrer dans la pensée du législateur de 1900 de la comprendre dans le travail *effectif*, qu'il limitait à dix heures par jour. De plus, ne serait-il pas profondément illogique de comprendre, dans les heures de travail, ces deux heures de nettoyage, lorsque la journée vient d'être considérablement réduite, alors que sous l'ancienne loi, quand le patron disposait de douze heures par jour, il pouvait encore régler son nettoyage comme il

voulait, en dehors des heures réglementaires. Et, avait fait remarquer l'orateur, cet état de choses, qui s'est perpétué de 1851 à 1892, a pris fin, non pas par la volonté du législateur (la loi de 1900 n'ayant pas statué sur ce point), mais par un simple décret ministériel décidant, en 1900, qu'on retirerait à tout le monde, en ne laissant qu'une demi-heure aux adultes, le bénéfice des heures de nettoyage, et qu'on les ferait rentrer dans la journée elle-même. Enfin, avait ajouté M. Méline, la sécurité de l'ouvrier est en jeu : si vous décidez que l'ouvrier doit prélever sur le temps de son travail ordinaire celui qui est reconnu nécessaire pour le nettoyage, il arrivera ceci : c'est qu'au lieu de faire arrêter le moteur, ce qui diminuerait la production et par suite son salaire, puisque le plus souvent il travaille aux pièces ou à la tâche, il aura une tendance naturelle à faire le nettoyage lui-même, pendant que le moteur est en marche, d'où danger pour lui d'accidents graves et fréquents.

Le Sénat, frappé surtout par ce dernier argument, habilement mis en relief, avait voté le paragraphe additionnel par 148 voix contre 123, malgré l'opposition du ministre.

Il avait encore introduit dans la loi toute une série de dérogations qui trouvaient leur place dans l'article 7 nouveau :

Article 7 : « Les industries de plein air ou celles qui emploient des matières périssables pourront prolonger la durée du travail journalier effectif dans le courant de l'année, sans que le total annuel de ces prolongations puisse dépasser quatre vingt dix jours.

« Les industries soumises à l'influence des saisons, de la mode, ou de toute autre cause de marche irrégulière pourront prolonger la durée du travail journalier effectif dans le courant de l'année, sans que le total annuel de ces

prolongations puisse dépasser soixante-quinze jours.

§ 2. — « En aucun cas la journée de travail effectif ne pourra dépasser douze heures.

« Les industries désignées ci-dessus pourront également suspendre le repos quinze fois par an.

« Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les deux catégories générales dont il s'agit.

« Dans tout établissement visé à l'article 1^{er} de la présente loi, en cas de chômage résultant d'une intempérie accidentelle ou d'une cause de force majeure dûment constatées, les heures pourront être compensées en portant à douze heures la durée quotidienne du travail effectif des jours ouvrables pendant une période qui ne dépassera pas deux semaines. Au delà de ce délai la prolongation quotidienne du travail effectif ne pourra être continuée qu'après autorisation préalable de l'inspection du travail.

.

Sous le prétexte de donner à la loi de 1900 plus d'élasticité, ce texte en atténuait singulièrement la portée, et constituait, à n'en pas douter, un retour en arrière. Les exagérations d'à côté conduisirent à l'échec complet de la limitation hebdomadaire des heures de travail.

Le projet Waddington avait eu pour point de départ une agitation qui ne fut que passagère, la loi de 1900 n'ayant guère tardé à entrer dans les mœurs et à être acceptée de tous. La question du repos du samedi n'était pas mûre : comment d'ailleurs pouvait-on logiquement songer à compléter, par un texte, un repos hebdomadaire qui n'existait pas encore, d'une façon générale et légale tout au moins.

§ 4. — Tentatives isolées et incidentes en faveur du repos du samedi après-midi

Si, depuis 1904, la question n'a plus été abordée de front, à la tribune des Chambres, du moins a-t-on encore, à plusieurs reprises, indirectement tenté de la ressusciter.

Le 13 janvier 1905, M. Édouard Vaillant déposait devant la Chambre une proposition de loi, signée par un certain nombre de ses collègues socialistes, et qui tendait à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État. Un des articles de la proposition disposait en outre : « La semaine de travail comprend cinq journées et demie de travail, suivies d'une demi-journée de repos. Autant que possible, ce sera à midi, le samedi, que cessera le travail, pour ne reprendre que le lundi matin (1). » La proposition fut renvoyée à la commission du travail. Son caractère trop absolu, qui lui faisait englober tous les travailleurs au service de l'État, sans distinctions, ses dispositions empreintes d'exigences immédiates et immodérées, lui enlevaient évidemment toute chance de succès.

Quelques années s'écoulèrent alors avant que l'on ne songeât à nouveau à parler du repos du samedi après-midi, au Parlement.

Mais vint la discussion du projet de loi sur le paiement des salaires. M. Dominique Delahaye déposait alors, en

(1) J. O. Documents parlem., Chambre. Annexe 2.498, p. 3 et suiv.

février 1909, sur le bureau du Sénat, un amendement qui avait pour but de faire fixer le paiement des salaires au vendredi, ce qui devait être un des moyens de conduire à la liberté du samedi, dont l'honorable sénateur s'attachait à faire ressortir les conséquences économiques et morales. La semaine anglaise, disait M. Delahaye, n'est autre chose que la semaine du Moyen Age. « Moi-même », ajoutait-il, « je la pratique depuis de longues années dans mon usine, et je ne pourrais plus la supprimer; tous les ouvriers en sont charmés. Cela permet de faire tous les gros travaux de la maison le samedi, et d'aller se promener en famille le dimanche (1). »

L'amendement fut pris en considération et renvoyé à la Commission, ce qui prouve que le problème soulevé n'était pas sans intéresser la Haute Assemblée.

Quelques mois plus tard, il est vrai, le Sénat prenait une autre attitude. Le 10 juin 1909, au cours de la discussion des primes à la sériciculture (2), M. Nègre, sénateur, demandait que la loi imposât, comme condition aux primes, l'obligation d'appliquer la semaine anglaise, c'est-à-dire la cessation du travail le samedi à midi par les ouvrières fileuses. Cette loi, disait-il, récompense certaines améliorations de l'outillage, pourquoi ne primerait-elle pas aussi l'amélioration du sort de l'ouvrière? Le Sénat ne se laissa pas convaincre. Suivant l'avis exprimé par le gouvernement, en l'espèce M. Cruppi, ministre du commerce, et conformément aux conclusions du rapporteur de la commission, il repoussa la demande de M. Nègre par 257 voix contre 28.

(1) J. O. Débats parlem. Sénat, séance du 9 février 1909, p. 86.

(2) Sénat, séance du 10 juin 1909. Débats parlem. Sénat, 1909, p. 6.319.

**§ 4. — La semaine anglaise au programme actuel
du socialisme**

Le parti socialiste unifié semble avoir mis aujourd'hui le repos du samedi après-midi au nombre des articles de son programme de revendications sociales. Le 3 juillet 1909, à la tribune de la Chambre des Députés, M. Jaurès (1) classait parmi les réformes actuellement attendues du prolétariat « le repos de l'après-midi du samedi, c'est-à-dire la vérité du repos hebdomadaire. » Et, lors de la discussion générale du plan de travail de la Chambre nouvellement élue, le 13 juin 1910, M. Lauche (2) le réclamait au nom de son parti.

§ 5. — Nouvelle proposition de Mun

Enfin, reprenant l'idée qui lui fut toujours chère, M. Albert de Mun, député du Finistère, vient de proposer à la commission du travail un article additionnel à la loi qu'elle discute actuellement, et qui réduirait à dix heures la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels. Cet article a pour objet d'introduire, dans la législation française, le principe de la « semaine anglaise ». La disposition devrait s'étendre, non seulement aux ouvriers adultes, que vise spécialement la loi en discussion, mais aussi aux femmes et aux enfants déjà protégés par les lois antérieures.

(1) J. O. Chambre, 4 juillet 1909

(2) J. O. Chambre. Déb. parlem., 14 juin 1910.

Voici le texte proposé (art. 3) : « A partir de la promulgation de la présente loi, le travail effectif des personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, et des ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que ces personnes, ne pourra, les samedis et veilles de jours fériés, dépasser huit heures, ni être prolongé au delà de quatre heures du soir, dans les établissements visés à l'article premier.

« La même règle sera applicable, quatre ans après la promulgation de la présente loi, aux ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes et des enfants. Pendant cette période de quatre ans, le travail effectif de ces ouvriers ne pourra, les samedis et veilles des jours fériés, dépasser dix heures ni être prolongé au-delà de six heures du soir.

« Il ne pourra être fait exception aux règles de l'article 3 qu'en ce qui concerne l'ouvrier adulte, et seulement à raison de la nature de certains travaux préparatoires ou complémentaires, ainsi qu'en cas d'accidents matériels à réparer.

« Les exceptions ainsi prévues seront déterminées par le règlement d'administration publique visé à l'article 2. »

La commission du travail, après une première discussion, a adopté à l'unanimité le principe et le sens général de la proposition. Puis elle a décidé, avant de l'examiner en détail, d'entendre sur la question M. Lafferre, ministre du travail.

M. Fontaine, directeur du travail, est venu devant la commission faire connaître le sentiment du ministre (14 décembre 1910). Il a d'abord déclaré qu'au point de vue de la méthode, il ne paraissait pas possible au gouvernement d'incorporer le principe de la semaine anglaise

à un projet qui a pour but de réglementer exclusivement la durée du travail des adultes. Puis il a ajouté que, sur le fond, le gouvernement ne pouvait qu'être sympathique à la proposition de M. de Mun, mais qu'elle devait faire l'objet d'un projet spécial, limité aux femmes et aux enfants. Il a fait observer, en ce qui concerne les adultes, que la question de la semaine anglaise ne pouvait être abordée que par la voie d'une convention internationale, à laquelle il semblait que la plupart des pays européens fussent disposés à se prêter.

Néanmoins la commission, après l'audition du directeur du travail, a décidé à la majorité d'adopter la proposition de M. de Mun et de l'incorporer au projet réglementant la durée du travail des adultes.

Ainsi posée, la question paraît avoir de grandes chances d'aboutir prochainement; peut-être même sera-t-elle soumise à l'approbation des Chambres, au cours de la présente législature.

CONCLUSION

L'ouvrier de l'industrie anglaise a tiré de la diminution de la durée de son travail, et particulièrement du repos de l'après-midi du samedi un très grand profit, tant moral que physique. Aussi tient-il essentiellement à cette coutume, et serait-il bien difficile, pour ne pas dire impossible, de le faire y renoncer. Se trouvant dans une condition sociale meilleure, son niveau intellectuel s'est peu à peu élevé, sa capacité au travail s'en est ressentie, et il est devenu un excellent instrument de production. La meilleure preuve qu'on en puisse donner n'est-elle pas la prospérité, toujours croissante et longtemps invincible, de l'industrie de la Grande-Bretagne.

Comment se fait-il donc que les autres pays aient mis, en général, peu de hâte à s'approprier à leur tour cet usage, alors que sa fortune avait été en Angleterre si rapide? C'est que les circonstances étaient là-bas singulièrement favorables à l'application d'une mesure d'ailleurs en parfaite harmonie avec le caractère anglo-saxon.

Ce qui manquait tout récemment encore à beaucoup de pays, ce qui fait encore défaut à certains, pour leur permettre de pouvoir espérer la semaine anglaise, c'est un

repos dominical généralement observé et solidement établi, prémisses indispensables du repos du samedi.

Or les Anglais avaient depuis fort longtemps ce repos du dimanche : leur religion le voulait même effectif et absolu, et la loi s'était efforcée de le rendre tel. Mais, exigeant presque l'immobilité, il ne se suffisait pas à lui-même. Voilà pourquoi on songea à créer le demi-congé du samedi, qui seul pourrait mettre la femme ouvrière à même de se reposer réellement le lendemain dimanche.

Favorisé et amené de la sorte par l'observation scrupuleuse du repos dominical, le repos du samedi après-midi trouvait encore une circonstance des plus propices pour son succès dans la prospérité de l'industrie anglaise, douée d'une supériorité qui paraissait définitive, dans le textile particulièrement. Si l'inévitable argument de la concurrence étrangère devait néanmoins être mise en avant, il perdait beaucoup de sa force en face des réalités très rassurantes.

Enfin, l'organisation puissante et disciplinée que les ouvriers de l'industrie anglaise ont été les premiers à connaître, a fort contribué aussi à les doter d'une institution vivement désirée.

Toutes ces raisons expliquent suffisamment pourquoi l'Angleterre a été le berceau et reste aujourd'hui encore le pays d'élection d'une coutume, dont l'intérêt pourtant n'est pas enfermé dans ses frontières.

Le terrain, dans les autres pays, en général, était moins bien préparé. Il convient cependant de mettre à part les États-Unis qui, grâce à leur situation industrielle extrêmement florissante et à l'intervention énergique des Trade-Unions, ont pu, assez vite pratiquer aussi la semaine anglaise, et l'ont érigée, comme les Anglais, en coutume

nationale, tout en se refusant à lui enlever, en la fixant par des textes, le caractère d'un usage spontanément et librement accepté.

Plus récemment, la Suisse, l'Allemagne, après avoir assuré chez elles l'existence du repos du dimanche, ont, par deux fois, officiellement et législativement posé le principe d'une journée plus courte le samedi, pour leur industrie. Le premier essai avait été heureux sans doute et bien accueilli, puisque ces deux pays ont, en l'accentuant, renouvelé l'expérience.

La plupart des colonies britanniques, à l'exemple de la mère patrie, connaissent plus ou moins le repos du samedi après-midi. Au Canada, lors de la session parlementaire de la Nouvelle-Écosse (février-avril 1909), on vota des restrictions à la durée du travail des femmes et des enfants, et l'on fixa à huit heures les cinq premiers jours de la semaine, à quatre heures le samedi le maximum pour les garçons et les fillettes de moins de seize ans, dans les fabriques.

En Autriche, on trouve également une mesure qui fixe la durée hebdomadaire de la durée du travail dans les ateliers des chemins de fer de l'État à cinquante-quatre heures par semaine, en indiquant que le samedi le travail ne doit pas durer plus de six heures et demie.

L'Italie n'a encore rien fait, mais un député, M. Cabreni, soumettait la question à l'appréciation de la Chambre, dans la séance du 25 avril 1902. A cette date il déposait en effet une proposition de loi qui, ayant pour but d'établir le repos du dimanche en faveur de tous les employés et ouvriers, demandait en outre la cessation du travail le samedi à deux heures après midi pour les femmes.

La France est restée parmi les retardataires. Le problème

s'est pourtant, pour elle aussi, posé à plusieurs reprises. Mais le prolétariat français n'a pas semblé, jusqu'à ces derniers temps, attacher au repos du samedi après-midi l'intérêt qu'il mérite. Un revirement d'opinion est peut-être à la veille de se produire, et il est à croire que la France suivra bientôt l'exemple de l'étranger. Mais il faut qu'une campagne méthodique soit menée dans ce but et illustrée d'essais loyaux, après entente des parties. C'est en voyant le système à l'œuvre, non pas seulement dans un établissement donné, mais dans toute une industrie, que l'on serait à même de le juger, et qu'on en apprécierait les bons effets. L'expérience réussissant, le législateur éclairé pourrait alors intervenir avec fruit.

Il y a là une impulsion à donner, et quelque chose d'utile à faire. Partiel ou complet, appliqué seulement aux enfants et aux femmes, ou mieux à l'ensemble des travailleurs, le repos du samedi après-midi, adopté sans violence aux exigences industrielles, a sa place marquée au nombre des réformes que le prolétariat français peut souhaiter.

Il est possible de l'introduire dans de nombreuses industries, si l'on veut y apporter quelque bonne volonté. D'ailleurs, loin d'être nuisible aux intérêts bien compris des patrons eux-mêmes, il serait souvent pour eux l'accalmie bienfaisante dans une vie de fièvre, et leur permettrait de se préparer aussi, pour le dimanche, un repos effectif ; ils mettraient le samedi soir un peu d'ordre dans leurs affaires, vérifieraient leurs écritures et feraient leurs comptes, tandis que quelques-uns de leurs ouvriers, retenus, à tour de rôle, un moment après le départ des autres, rangeraient les ateliers. La remise en marche du lundi serait, à tous points de vue, heureusement ménagée.

Aujourd'hui que le repos du dimanche fonctionne à peu près partout, il sera plus facile d'apercevoir tout l'intérêt qui s'attache au demi-congé du samedi, son corollaire rationnel.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Vu :
Le Président,
RAOUL JAY.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUVES.

BIBLIOGRAPHIE

ANGLETERRE

- R. LAVOLLÉE. — *Les classes ouvrières en Europe*, Paris 1896, t. III. l'Angleterre.
- John RAE. — *The eight hours day.*, 1894, traduct. Stark. Paris 1900.
- Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers.* — Rapport adressés au Ministre des affaires étrangères par nos agents diplomatiques, 1891.
- ABRAHAM and DAVIES. — *Factories and Workshops*, 1908.
- A. DELMER. — *Enquête anglaise sur la journée des 8 heures dans les mines*, 1907.
- G. BRY. — *Histoire industrielle et économique de l'Angleterre*, 1900.
- Annuaire de la Législation étrangère.* Vol 31. Année 1902. Act du 17 août 1901.
- Parliamentary Debates.* Session 1909. Vol. 199.
- Public general Acts (1901).*
- B. L. HUTCHINS et A. HARRISON. — *A history of factory legislation.* Londres. King, 1903. V. 12.
- SIDNEY et Béatrice WEBB. — *Histoire du Trade-Unionisme*, traduit par Albert MÉTIN.

- Select Committee. State of children employed in manufactories.*
Report 1816. *Minutes of Evidence.*
- Select Committee on artisans and machinery.* Fifth report, 1824.
- Gustave d'EICHTAL. — *Condition de la classe ouvrière en Angleterre,*
(1828). Notes de voyage. Extrait de la *Revue Historique*,
tome LXXIX, année 1902, Paris, Félix Alcan, édit. 1902.
- Report from Committee on the Bill to regulate the labour of children*
in the Mills and Factories of the United Kingdom. (1832). *Minutes*
of Evidence.
- Select Committee. Rapport sur l'application de la loi relative aux*
fabriques, 6^e rapport (1840).
- Factory and Workshop Acts Commission* (1876). *Minutes of Evidence.*
Vol. II. Londres. Eyre, 1876.
- Factories and Workshops. Report of the Chief Inspector,* 1891.

ÉTATS UNIS.

- E. LEVASSEUR. — *L'ouvrier américain.* (Paris, 1898).
- Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étran-*
gers. (1891).
- Musée Social. Mémoires Documents* (1907). « L'organisation du
travail et le Gouvernement fédéral aux État-Unis. »
- Commission MOSELY. — *Rapports,* (1904).
- Edith ABBOTH. — *Women in industry,* (1910).
- Bulletin of the Bureau of Labor :*
 Eight annual report of the Bureau of Labor statistics. New-
 York.
 Bulletin of the Department of Labor, january 1896.
 Bulletin of the Bureau of Labor, (1898) New-York. Acts de
 1897.
- Bulletin de l'Office du Travail,* janvier 1906 et avril 1908.
- The Police Power,* par Ernst FREUND. Chicago, 1904.

SUISSE

Bulletin du Musée social, Mémoires et documents, février 1908.
« La nouvelle Législation ouvrière de la Confédération helvétique. »

A. BÉCHAUX. — *La réglementation du travail*, 1904.

Bulletin de l'Office du travail, année 1903, mars; année 1905, janvier; année 1908.

Feuilleton de l'*Univers*, 20 novembre 1906. « Le mouvement social. Le repos du dimanche à l'étranger. »

ALLEMAGNE

Joseph SARRAUTE. — *La limitation légale de la durée du travail en Allemagne*. (Paris 1900).

Bulletin de l'Office international du travail, (1908).

Année sociale internationale, (1910).

FRANCE

Bulletin de la Ligue Populaire pour le repos du dimanche en France, n° du 20 août 1907. Communication de M. G. RISLER sur la Semaine anglaise.

Association Nationale Française pour la protection légale des travailleurs. « Le repos du samedi. » Rapports Strohl et Fagnot.

Bulletin du Musée Social, juillet 1907. « La Semaine anglaise dans les ateliers lyonnais de tissage. »

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.
Article de M. G. ALFASSA, 1904. « La nouvelle proposition de loi Waddington sur la durée du travail. »

Bulletin de l'Office du travail. Novembre 1902, « La grève des tisseurs de Roanne » ; mars 1903. « Le repos de l'après-midi du samedi. »

Bulletin du XIV^e Congrès national corporatif de la Fédération des employés de France. Lyon, 15-18 août 1907.

Journal La Voix du Peuple, 19 avril 1903, « La demi-journée du samedi. »

A. BÉCHAUX. — *La réglementation du travail*, (1904).

Journal officiel :

J. O. Doc. parlem. année 1886, p. 1073.

Doc. parlem. Chambre. Session extraordinaire, 1889. Doc. annexes, p. 270.

J. O. Sénat. Séance du 23 mars 1892, p. 295.

J. O. Chambre, 1892. Séance du 29 octobre.

J. O. Chambre, 1890, p. 2.300.

J. O. Sénat, 1909. Séance du 26 mars, p. 172 et 173.

J. O. Doc. parlem. Sénat, 1903, p. 117.

J. O. Doc. parlem. Sénat, 1904, p. 148.

J. O. Doc. parlem. Sénat, 1904, p. 333 et 343.

J. O. Doc. parlem. Chambre, 1905, annexe 2198, p. 3 et suivantes.

J. O. Débats parlem. Sénat. Séance du 9 février 1909, p. 86.

J. O. Sénat. Séance du 10 juin 1909. Débats parlem. Sénat, 1909, p. 6.319.

J. O. Chambre, 4 juillet 1909.

J. O. Chambre. Débats parlem., 14 juin 1910.

Journal La Lanterne, 11 avril 1903. « Le repos du samedi, comme en Angleterre. »

Roger MERLIN. — *Foi et Vie*, (1^{er} octobre 1903). « Les hommes et les faits. Le repos de l'après-midi du samedi. »

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Généralités.

	PAGES.
INTRODUCTION.....	1
§ 1 ^{er} . — Définition. — Repos du samedi après-midi et semaine anglaise.....	3
§ 2. — Utilité au point de vue moral et au point de vue social du repos de l'après-midi du samedi donné à la famille ouvrière.....	6
§ 3. — Objections principales et générales élevées contre le repos du samedi après-midi. — Leur réfutation.....	14

DEUXIÈME PARTIE

Le repos du samedi après-midi à l'étranger.

CHAPITRE I. — L'ANGLETERRE.....	21
§ 1 ^{er} . — La révolution industrielle. — Le machinisme et ses abus. — Remède : Diminution de la durée du travail. — Forme : La semaine anglaise aboutissant au repos partiel du samedi.....	21
§ 2. — Extension de la couture. — Action des Trade- Unions. — Œuvre du législateur. — La semaine anglaise aujourd'hui.....	28
§ 3. — Emploi de l'après-midi du samedi par les travailleurs.....	75

CHAPITRE II. — LES ÉTATS-UNIS.....	80
§ 1 ^{er} — L'Amérique industrielle; situation particulière. — Le repos du samedi après-midi; ses raisons d'être; son caractère; extension actuelle	80
§ 2. — Œuvre législative.....	93
CHAPITRE III. — LA SUISSE.....	103
CHAPITRE IV. — L'ALLEMAGNE.....	115
CHAPITRE V. — L'Australasie.....	127
§ 1 ^{er} — Etat de Victoria.....	127
§ 2. — Nouvelle-Zélande.....	129

TROISIÈME PARTIE

La France

CHAPITRE I. — ORIGINES. — ÉTABLISSEMENTS JOUISSANT DU REPOS DU SAMEDI APRÈS-MIDI.....	131
CHAPITRE II. — POINT DE VUE LÉGISLATIF.....	141
<i>Section I.</i> — La question jusqu'en 1900.....	144
§ 1 ^{er} . — Propositions de lois de Mun.....	144
§ 2. — Premier essai législatif. — Loi du 2 novembre 1892	147
§ 3. — Loi du 30 mars 1900.....	
<i>Section II.</i> — La question depuis 1900.....	152
§ 1 ^{er} — Conséquences de la loi de 1900.....	152
§ 2. — Mouvement en faveur de la réglementation hebdomadaire	154
§ 3. — Proposition Waddington.....	166
§ 4. — Tentatives isolées et incidentes en faveur du repos du samedi après-midi.....	176
§ 5. — La semaine anglaise au programme actuel du socialisme	178
§ 6. — Nouvelle proposition de Mun.....	178
CONCLUSION.....	181





